

ARTICLES POUR L'OTC DU THEME N°1

- 1- « De Mao à Deng Xiaoping : Comment la Chine a retrouvé son rang ». E. Izraelewitz (2012) / Page 2
- 2- « La Chine sera-t-elle l'hyperpuissance du XXIe siècle ? » François Lafargue ; (2011) / Pages 3-6
- 3- « La Chine, une puissance résistible ? »; Interview d'E.Lincot et E. Véron (2021) / Pages 7-9
- 4- « La Chine en route vers la prospérité » ; Françoise Lemoine (2012) / Pages 10- 16
- 5- « Routes de la soie, nouvelle route de la soie » ; Nashidil Rouiaï (2018) / Pages 17-18
- 6- « Sur les routes de l'influence : forces et faiblesses du soft power chinois » ; Nashidil Rouiaï (2018) / Pages 19-25
- 7- « La Chine à la croisée des « routes de la soie » » ; Sébastien SEIBT (2019) / Pages 26-28
- 8- « La nouvelle puissance maritime de la Chine et ses conséquences » ; Hugues Eudeline (2015) / Pages 29-44
- 9- « La Chine à la conquête de l'espace » ; Marc JULIENNE, cité par Christophe Paget (2021) Pages 45-46
- 10- « Conquête spatiale : comment Xi Jinping veut réaliser le « rêve d'espace » de Mao » ; Pascal Samama (2021) / Pages 47-49
- 11- « Géopolitique spatiale : La Chine relance la course à la Lune » ; Namrata Goswami (2019) / Pp.50-51
- 12- « Les ambitions spatiales de la Chine » ; M. Julienne (2021) /Pages 52-53
- 13- « Deux astronautes chinois de la station Tiangong font leur première sortie dans l'espace » (2021) / Pages 54-55
- 14- « Conquête spatiale : la Chine, nouvel acteur incontournable » (2021) / Pages 56-57
- 15- « La Chine est-elle déjà la 1° puissance mondiale ? » (2020) // Pages 58-61
- 16- « Une armada chinoise dans les eaux philippines » (2021) / Page 62

De Mao à Deng Xiaoping, comment la Chine a retrouvé son rang

L'anomalie de l'histoire ne réside pas dans le retour à l'actuel de la Chine parmi les grandes puissances mais plutôt dans la longue éclipse qu'elle a connue, entre 1830 et 1980. L'empire était puissant, riche et innovant. Après les guerres de l'opium (1839-1860), les occupations étrangères (européenne, américaine puis japonaise) et les errements de la vie politique interne (l'admiration sans bornes de l'Occident dans une première phase, le dogmatisme de Mao et

de ses amis ensuite) ont à leur tour contribué à un affaiblissement violent du pays.

Mao laisse à ses successeurs, à la fin des années 1970, un pays fermé au reste du monde, isolé de tout et de tous, souffrant de terribles famines et dont l'intelligentsia a été décimée par la révolution culturelle. Mais avant sa descente aux enfers, la Chine avait longtemps été la première puissance économique de la planète, selon l'historien de l'économie Angus Maddison. Elle représentait

le tiers de la richesse mondiale au début du XIX^e siècle. Elle n'en pesait plus que 1 % à peine au milieu du XX^e ! [...]

Des trois dogmes qui structuraient la période maoïste – les pleins pouvoirs au Parti, l'étatisation de l'économie et le « compter sur ses propres forces » –, Deng Xiaoping n'en conservera finalement qu'un seul, celui qui assure la domination du PCC sur l'ensemble de la société. Sur ce plan, très politique, malgré peut-être ce qu'il en pense, Deng ne touche à rien. Sous son

règne, le régime reste autoritaire et centralisé. Sur le front économique, Deng engage en revanche une double libéralisation avec la fin du tout-État à l'intérieur et les débuts de l'ouverture avec l'extérieur. [...]

La Chine a ainsi fait, en l'espace d'une seule génération (trente ans) sa « révolution industrielle », cette phase de décollage économique que l'Europe et l'Amérique avaient connue un siècle et demi plus tôt et qui avait nécessité, dans ces régions-là, deux ou trois

fois plus de temps. Tout en Chine s'est fait beaucoup plus rapidement : le transfert de l'agriculture vers l'industrie, de la campagne vers les villes, l'émergence d'une classe moyenne et les débuts d'une consommation de masse. La production y a ainsi progressé en moyenne de près de 10 % par an. Elle a été multipliée par sept en trente ans. Du jamais-vu.

Jamais en effet dans l'histoire économique un pays aussi grand n'a connu une croissance aussi forte pendant une période aussi longue. Cela étant, malgré ses milliardaires, ses villes champignons et son appétit pour le luxe occidental, la Chine est au début du XXI^e siècle un pays riche peuplé de pauvres, un pays jeune mais à la population vieillissante avant même de s'être enrichie. Numéro deux, derrière les États-Unis, par son produit intérieur brut total, elle se situe en fond de classement, pas loin de la 100^e place, si l'on prend en considération le produit intérieur brut par habitant – un indicateur plus pertinent du niveau de vie de la population. [...]

Pour maintenir son rang, comme le suggère le XII^e Plan, la Chine doit désormais passer d'une croissance alimentée par l'exportation, l'investissement et la copie à une

croissance fondée sur la consommation des ménages, les services et l'innovation. « Communiste », la Chine a en réalité besoin d'une double révolution : « socialiste », avec la mise en place d'un État-providence, et « libérale », avec l'instauration d'un État de droit, le développement de réels contre-pouvoirs et la promotion de l'esprit d'initiative. Le Parti et l'État disent y travailler. C'est par exemple l'objectif du projet visant à assurer une protection minimale à tous les citoyens en matière de santé, de chômage ou de retraite. C'est aussi celui recherché avec l'effort mis sur l'éducation et la formation de haut niveau.

Mais cette double révolution se heurte à de nombreux obstacles,

politiques notamment. Elle est au centre des débats, intenses, voire violents, qui agitent avec plus ou moins de transparence le sommet de l'appareil communiste chinois à la veille de la grande transition qui doit conduire, en mars 2013, à l'installation d'une nouvelle équipe à la tête du pays. Une nouvelle génération, la cinquième, dit-on à Pékin, va prendre les commandes. Celle-ci n'a connu ni la révolution, ni la guerre, ni les famines. Cette génération sera-t-elle prête à poursuivre la libéralisation et l'ouverture de l'économie tout en amorçant celle de la vie politique ? Acceptera-t-elle de prendre, comme le lui demandent ses partenaires occidentaux, ses responsabilités dans les affaires du monde ?

Cette nouvelle dynastie n'a pas encore fait ses choix. Elle va devoir en tout état de cause davantage compter sur son peuple, plus riche, mieux formé et informé, plus connecté aussi. Les 500 millions de Chinois qui surfent sur le Net et les 250 millions d'utilisateurs de Weibo, le service de microblogging local, sont désormais une force politique qui compte, sur laquelle les maîtres de l'empire doivent en tout cas compter. En Chine, même en ce début de XXI^e siècle, Mao n'est pas mort. Autour de la Cité interdite, près de la place Tiananmen, son ombre continue de circuler. Le Net pourrait lui être fatal. ■

Erik Izraelewicz
(26 octobre 2012)

LES ARTICLES DU **Monde**

« La Chine sera-t-elle l'hyperpuissance du XXI^e siècle ? »

François Lafargue ; dans [Géoéconomie 2009/3 \(n° 50\)](#), pages 55 à 61

Mis en ligne sur Cairn.info le 01/12/2011

Nul ne peut contester la profonde mutation de la République populaire de Chine (RPC). En quinze ans, le PNB du pays a été multiplié par six, permettant à la Chine d'être actuellement la deuxième puissance économique mondiale, et selon toute vraisemblance la première dans une vingtaine d'années. Elle est devenue l'un des principaux pôles de la production industrielle mondiale (en 2008, la Chine vient de dépasser l'œuvre comme premier exportateur mondial de produits manufacturés). L'image d'une Chine simple « usine de la planète » s'estompe peu à peu avec le développement de technologies avancées, comme en témoignent le nombre de dépôts de brevets par des industriels chinois (qui a été multiplié par cinq depuis 2000), et la création de marques chinoises présentes sur les marchés occidentaux (comme Haier, Huawei ou SAIC). L'ouverture de campus en Chine par les grandes universités occidentales devrait lui permettre de progresser encore plus rapidement dans la maîtrise des technologies. Depuis plusieurs années, les établissements de ParisTech (qui réunit les grandes écoles d'ingénieurs et de management de Paris) dispensent leurs formations en Chine.

La création d'un fonds souverain en septembre 2007, le China Investment Corporation (CIC) doté d'un capital de 200 milliards de dollars s'inscrit dans cette évolution de la Chine, devenue une puissance financière, avec la première réserve en devises au monde avec 2 000 milliards de dollars. Les investissements de la Chine à l'étranger connaissent une hausse régulière, ils ont été multipliés par plus de trois depuis 2003, pour atteindre à la fin de l'année 2007, un stock de 95 milliards de dollars [1]. Si l'Asie est la destination principale des investissements de la RPC, les entreprises occidentales sont maintenant des cibles privilégiées. La CIC a récemment pris une part du capital de la banque Morgan Stanley, et de 12,5 % du groupe financier Blackstone. L'assureur Ping An est également devenu en novembre 2007, actionnaire du groupe bancaire Fortis à la hauteur de près de 5 %.

Les succès technologiques (avec les missions spatiales *Shenzhou*), sportifs (avec une organisation réussie des derniers Jeux olympiques et une foison de médailles) et de manière plus anodine, culturels (avec le succès en Occident du Tai-chi-chuan ou le titre de Miss Monde décerné à Zhang Zilin en 2007) illustrent la reconnaissance internationale dont bénéficie la Chine. La connaissance de la langue et de la culture chinoise est également favorisée par les activités des centres culturels chinois, les Instituts Confucius fonctionnant sur le modèle de l'Alliance française.

La diplomatie de la RPC est de plus en plus active. En une décennie, la Chine est parvenue à nouer des relations étroites avec les pays africains. Le commerce sino-africain a été multiplié par cinq depuis 2003 (passant de 18,5 milliards de dollars à 106,8 milliards en 2008), plaçant la Chine au rang de deuxième partenaire commercial du continent noir après les États-Unis. Les échanges commerciaux de la RPC avec l'Amérique latine ont pour leur part été multipliés par quatre depuis 2003, la Chine est désormais le deuxième fournisseur du Brésil et du Cœuvre.

La présidence de George W. Bush (2001-2009) a été marquée par un rapprochement politique entre Pékin et Washington. La Chine avait pu adhérer à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en décembre 2001, puis avait été associée pour la première fois aux travaux du G8 lors du sommet d'Évian en 2003. La Chine, une alliée dans le combat contre l'islam radical, était devenue un partenaire privilégié des États-Unis, contribuant grâce à ses achats de

bons du trésor au financement de l'économie américaine. À la fin de l'année 2008, la RPC était le premier détenteur de bons du trésor américain pour une somme de 696 milliards de dollars, devant le Japon. La « montée pacifique » de la Chine selon l'expression de Zheng Bijian [2], employée lors d'une conférence au forum de Boao pour l'Asie en novembre 2003, amène le pays à participer plus activement aux opérations de maintien de la paix de l'ONU (avec en janvier 2009, 2 140 soldats servant comme Casques bleus, principalement déployés au Soudan et au Liban).

L'élection de Barack Obama a fait naître un certain scepticisme, d'autant que nombre de ses collaborateurs ont travaillé sous la présidence de Bill Clinton, une période marquée par une nette détérioration des relations bilatérales (avec la crise dans le détroit de Taiwan en 1996, et la publication du rapport Cox en mai 1999, qui dénonce l'ampleur du pillage technologique auquel se livrent les entreprises chinoises).

La Chine peut-elle devenir alors une hyperpuissance au milieu de ce siècle ? Comme le soulignait Hubert Vedrine [3], l'auteur de ce qualificatif, « C'est l'implosion de l'URSS qui a fait apparaître les États-Unis comme l'unique superpuissance. Mais pour moi ce terme est trop militaire et trop connoté Guerre froide. C'est pourquoi j'utilise le terme d'hyperpuissance, pour souligner que la puissance des États-Unis d'aujourd'hui est prédominante dans tous les domaines politique, militaire, stratégique, financier et technologique, mais aussi la langue, Hollywood, CNN... toutes les formes de culture et de modes de vie ».

Ce terme d'hyperpuissance ne semble pas approprié pour désigner la puissance chinoise du milieu de ce siècle. La croissance de la Chine n'est pas plus spectaculaire, que celle du Japon ou de la Corée du Sud à la fin des années 1970. Même si calculé en parité de pouvoir d'achat le revenu d'un Chinois équivaut à 18 % de celui d'un Américain, ce résultat encourageant ne doit pas masquer les très profondes disparités dans le pays. Le tiers de la population chinoise vit dans le plus profond dénuement avec 2 dollars par jour [4]. Le contrat social semble bien fragile. Les Chinois se sont longtemps résignés à ne pas revendiquer des progrès démocratiques mais en échange, leur était garantie une amélioration régulière de leurs conditions de vie (en moyenne, le PNB par habitant a été multiplié par trois depuis 2000).

La hausse du coût de la vie (le prix de l'essence comme celui des produits alimentaires), le chômage de plus en plus important consécutif à la crise économique actuelle, mettent à mal ce contrat social. La croissance économique ne devrait pas dépasser 6,5 % en 2009. La modicité des pensions de retraites aggrave le malaise social et alimente le mécontentement. La publication par des dissidents de la Charte 08, en décembre 2008, qui dénonce l'absence d'un véritable État de droit dans le pays, révèle ces frustrations.

Le modèle de développement suivi depuis l'ouverture décidée par Deng Xiaoping, montre ses limites avec le ralentissement de la demande mondiale en biens manufacturés. La croissance de la Chine est surtout assurée non pas par le dynamisme de la consommation intérieure, mais par le poids des exportations (qui représentent 37 % du PNB contre 8,4 % pour les États-Unis) et par le montant des investissements étrangers effectués dans le pays (380 milliards de dollars entre 2004 et 2008). Mais l'Inde devrait dans les prochaines années, devenir un concurrent redoutable dans la fabrication de biens à faible valeur ajoutée, réduisant ainsi les débouchés commerciaux de la Chine.

La situation énergétique de la RPC constitue une vulnérabilité de premier plan. Le développement industriel du pays entraîne une augmentation de la consommation en électricité, qui a doublé depuis 2000. Une situation aggravée par la vétusté des infrastructures de production qui provoque un fort gaspillage. Aujourd'hui la Chine achète la moitié de sa consommation de pétrole à l'étranger. Une dépendance qui va s'aggraver davantage au cours des prochaines années [5], puisque les importations en pétrole devraient couvrir 80 % de la consommation du pays en 2030, selon les prévisions de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) [6]. Le retard dans le domaine de l'énergie nucléaire civile (qui ne fournit que 1,9 % de l'électricité du pays) est patent. La situation est d'autant plus inquiétante que la RPC ne contrôle

pas ses principales routes commerciales, et particulièrement le détroit de Malacca par lequel transitent plus des deux tiers de ses importations en hydrocarbures. En effet en 2007, la Chine a importé 38 % de son pétrole du Moyen-Orient, 26 % d'Afrique (principalement l'Angola et le Soudan) et 6,5 % d'Amérique latine.

Le terme d'hyperpuissance ne semble pas approprié pour qualifier une Chine dont les moyens militaires restent encore limités. Un réel effort est mené depuis une dizaine d'années avec une augmentation régulière du budget de la défense (de près de 200 % depuis 1990). En 2008, les dépenses militaires de la RPC sont officiellement de 58 milliards de dollars, un budget onze fois inférieur à celui des États-Unis. Même si ce chiffre est notoirement sous-estimé (les États-Unis évaluent les dépenses militaires de la RPC entre 97 et 140 milliards de dollars [7]), les moyens de projections de la Chine restent très faibles. En janvier 2009, pour la première fois depuis le xv^e siècle et les explorations maritimes de Zheng He au large des côtes de l'Afrique, les forces navales chinoises sont entrées dans l'océan Indien, pour participer à la surveillance du golfe d'Aden. Mais la RPC ne dispose pas pour le moment, ni de SNLE (sous-marin nucléaire lanceur d'engins), ni de porte-avions et dépend pour son armement principalement de la Russie. D'ailleurs, plutôt que de chercher une parité avec les États-Unis, très difficile à envisager, la RPC défend l'idée de se doter de moyens asymétriques. Il s'agit, dans certains domaines comme la paralysie du réseau Internet, d'être en mesure de défier les Américains.

La nature du régime politique de la Chine, comme sa puissance commerciale alimentent désormais une certaine inquiétude. En Amérique latine, comme en Afrique, la progression des échanges commerciaux se fait maintenant principalement au bénéfice de Pékin. En 2007, la Chine, en dépit de ses achats massifs de matières premières, a dégagé un léger excédent commercial dans ses échanges avec le continent africain. Le tissu industriel des pays émergents est fortement ébranlé par la concurrence des produits *made in China*. Le déficit commercial du CŒuvre comme de l'Afrique du Sud avec la Chine ne cesse de s'accroître ; avec Mexico il est passé de 16,5 milliards de dollars en 2005 à 32,7 milliards en 2008. Le régime politique de la Chine suscite une certaine méfiance, à des degrés divers, dans les démocraties du Sud. Thabo Mbeki a été l'un des premiers dirigeants africains à se montrer très critique devant une présence chinoise, jugée envahissante. Un état d'esprit de plus en plus partagé en Afrique. En Zambie, l'opposition emmenée par Michael Sata dénonce depuis plusieurs années et particulièrement lors de la dernière campagne électorale pour le scrutin présidentiel en octobre 2008, le comportement des hommes d'affaires chinois, accusés de négliger les règles de sécurité dans les mines, de rémunérer de manière dérisoire leurs salariés africains, de faire venir leur propre main-d'œuvre de Chine et de se livrer à un *dumping* entraînant la disparition d'activités artisanales locales. Lors de sa visite officielle (3 et 4 février 2007), Hu Jintao avait dû renoncer à se rendre dans la mine de Chambeshi par crainte de violentes manifestations. L'aide apportée à Pékin en faveur du Venezuela, du Zimbabwe ou du Soudan est dénoncée *in petto* comme un facteur d'instabilité.

La RPC semble prisonnière d'un nationalisme, recherchant à laver les humiliations subies au cours des xix^e et xx^e siècles (les guerres de l'Opium, les invasions russe puis japonaise). La Chine depuis 1949 poursuit le même objectif : récupérer les territoires dont elle avait été amputée comme le Xinjiang, le Tibet, Port Arthur, Hong Kong, Macao et naturellement Taiwan. L'expression d'un nationalisme frisant la xénophobie, témoigne d'une certaine crispation (manifestations d'hostilité contre les joueurs japonais lors de la finale de la coupe d'Asie de football à Pékin en août 2004, contre la CŒuvre après le passage chaotique de la flamme olympique à Paris en avril 2008). Plus récemment, la Chine a menacé d'interdire les activités de la maison de ventes aux enchères *Christie's* sur le sol chinois, pour avoir procédé à la mise en vente de bronzes volés lors du pillage et de l'incendie du Palais d'été (le *Yuanming yuan*) en 1860. Le système politique de la Chine, l'ampleur de la corruption, le népotisme et une censure idéologique entravent l'initiative individuelle. Dans le rapport du département d'État américain [8], publié en février 2009, la Chine fait l'objet de critiques sévères, accusée de pratiquer la torture et d'infliger des châtiments cruels. Les mouvements nationalistes sont violemment réprimés comme au Tibet au début de l'année 2008, ou au Xinjiang à l'été 2009.

Le régime chinois actuel n'offrira jamais un environnement propice à l'entrepreneuriat, ce qui fait la force de l'économie américaine qui parvient à attirer les élites des pays du tiers-monde. Les étrangers sont à l'origine des innovations significatives de la Silicon Valley comme le Taiwanais Jerry Wang (le portail Yahoo), le Russe Sergei Brin (le moteur de recherche Google), ou encore l'Indien Sabeer Bhatia (la messagerie Hotmail). Même le moteur de recherche le plus utilisé en Chine, Baidu, a été conçu par un Chinois, Li Yanhong, mais ayant séjourné près de dix ans aux États-Unis. La Chine ne deviendra probablement pas un foyer d'innovations technologiques, en dépit des efforts menés depuis plusieurs années (le taux d'alphabétisation est de l'ordre de 90 % contre 60 % en Inde et la Chine compte maintenant davantage de chercheurs que le Japon [9]).

La démographie est aussi une donnée qui contrarie l'avenir du pays. Dans quinze ans, selon les projections de l'ONU, l'Inde deviendra la première puissance démographique du monde. Le vieillissement de la population chinoise, la conséquence de la politique de l'enfant unique et du déséquilibre des sexes est inéluctable. Actuellement, 8 % de la population chinoise a plus de 65 ans, un chiffre qui atteindra 20 % en 2050, contre respectivement 5,2 % et 12 % en Inde. Au milieu du XXI^e siècle, la Chine, à moins de profondes évolutions démocratiques, ne sera pas une « hyperpuissance », mais deviendra néanmoins un acteur de premier plan du monde multipolaire qui se dessine.

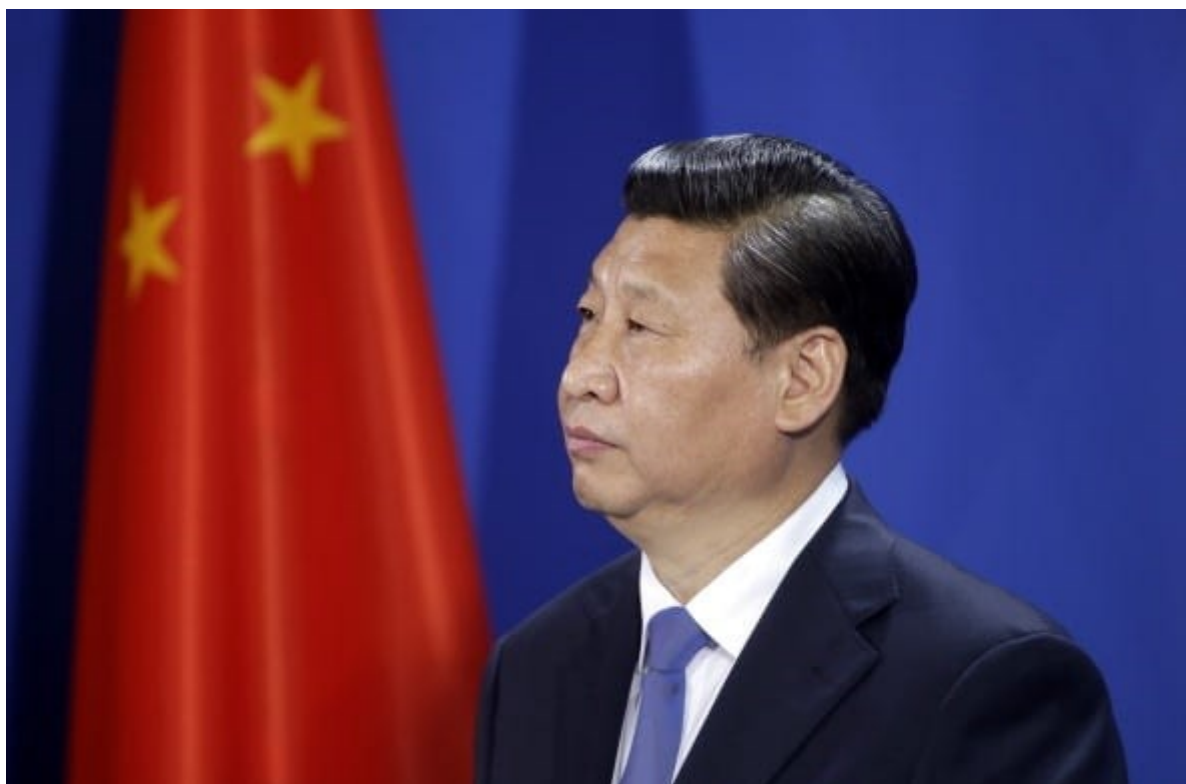
Notes

- [1]OCDE, *Investment Policy Review : China*, 2008.
- [2]Le terme de « montée pacifique » sera employé pour la première fois par le Premier ministre Wen Jiabao lors d'une conférence intitulée « Tournez vos regards vers la Chine » et prononcée à Harvard, le 10 décembre 2003.
- [3]Les notes de la fondation Jean Jaurès, *L'hyperpuissance américaine*, n° 17, septembre 2000, p. 75.
- [4]Données du PNUD.
- [5]François Lafargue, *La Guerre Mondiale du pétrole*, Éditions Ellipses, 2008.
- [6]World Energy outlook, *China and India insights*, 2007.
- [7]Dépêche AFP, *CIA chief says China's rapid military buildup troubling*, 30 avril 2008.
- [8]The State Department's 2008, *Country Reports on Human Rights Practices*.
- [9]Rapport de l'OCDE, *Comment rester compétitif dans l'économie mondiale : Progresser dans la chaîne de valeur*, 2007, p. 116.

<https://www.cairn.info/revue-geoeconomie-2009-3-page-55.htm>

La Chine, une puissance résistible ?

Interview ; 21 octobre 2021 ; Le point de vue de [Emmanuel Lincot](#), [Emmanuel Véron](#)



La puissance chinoise continue de grandir de jours en jours et interroge quant à son avenir, ses limites mais également ses faiblesses. Les enjeux sont nombreux et les questions essentielles afin de saisir les contours des relations internationales actuelles et futures. Entretien avec Emmanuel Lincot, sinologue, chercheur associé à l'IRIS, Professeur à la Faculté des lettres de l'Institut Catholique de Paris, et Emmanuel Véron, enseignant-chercheur associé à l'INALCO et à l'École navale, à propos de leur ouvrage « [La Chine face au monde : une puissance résistible](#) » (Capit Muscas éditions, 2021).

En quoi la nature de la puissance chinoise est-elle si particulière, ou « résistible » pour reprendre le titre de votre ouvrage ?

Emmanuel Lincot : Elle l'est dans la disruptivité de ses actions. Au niveau multilatéral, par la création d'instances internationales alternatives à celles déjà existantes, et au niveau national en promouvant un système de surveillance totalitaire d'un type nouveau, s'appuyant sur des moyens techniques de contrôle. C'est la raison pour laquelle, nous qualifions cette puissance de cybercrature. Elle opère sur un mode à la fois défensif (sanctuariser le territoire des contagions idéologiques exogènes) et offensif par l'organisation de cyberattaques programmées contre l'Occident mais aussi Taïwan (l'île subissant quotidiennement des millions d'attaques afin de paralyser son système de communication...). Nous avons donc à faire à un prédateur qui ne laisse par ailleurs d'autre choix à la population chinoise que de souscrire à une vindicte nationaliste et anti-occidentale. Pour autant, cette puissance est « résistible » du fait même de ses contradictions et de ses faiblesses d'une part, et le degré grandissant de résistance que lui opposent les États-Unis et leurs alliés d'autre part.

Emmanuel Véron : Le niveau de puissance que connaît aujourd'hui la Chine et que le reste du monde expérimente et perçoit est une première dans l'histoire globale, mais particulièrement dans l'histoire propre de cette puissance chinoise, qui jusqu'alors était « restreinte » ou contenue à l'Asie elle-même, plus précisément l'Asie orientale. Le monde et les relations internationales contemporaine appréhendent une situation inédite.

Le fait d'être « résistible » me semble-t-il, concerne d'abord ce postulat. Pékin, plus encore le régime n'a pas l'expérience d'une puissance globale. Les frictions, hier assez peu médiatisées et n'intéressant que peu de sensibilités, sont aujourd'hui mises en lumière systématiquement. Bon nombre d'entre elles renvoient directement à cette inexpérience de la puissance globale, telle que le monde a pu connaître dans les années 1990 jusqu'au début des années 2000 avec l'Amérique.

La dimension « résistible » demeure aussi dans les immenses contradictions entre un géant dont la gouvernance est le sujet et sa volonté de polarisation et de puissance (mondiale). Enfin, les « trente glorieuses Chinoises » (des années 1980 à 2010) ont rendu assez confuse l'analyse même de la Chine, de ses ambitions et de sa projection globale. Le faste de la geste économique et commerciale a pu laisser penser que rapidement Pékin serait au cœur de la gouvernance mondiale éclipsant Washington... La célérité du développement chinois d'hier, est progressivement rattrapée par la complexité de la politique intérieure et sa politique étrangère.

Quelles sont les limites que connaît la politique intérieure chinoise malgré son statut de grande puissance à l'international ?

Emmanuel Lincot : Tout d'abord un esprit de défiance et de résistance passive s'est installé au sein de la population. C'est une réaction à la politique répressive tous azimuts qu'organise Xi Jinping. Crédit social (auquel ni les riches ni les pauvres ne peuvent se soustraire), matraquage idéologique (la pensée Xi Jinping est partout imposée), suppression d'exutoires (comme les jeux vidéo pour les jeunes) et avenir sociopolitique incertain constituent les premières limites au pouvoir. L'interdépendance économique a été par ailleurs à l'avantage de la Chine durant ces dernières décennies. Seulement, le découplage entre les intérêts stratégiques d'une part, et les enjeux industriels entre la Chine, les États-Unis et leurs alliés d'autre part, crée désormais des tensions de plus en plus fortes. Elles sont autant de limites posées au déploiement de la Chine en tant que puissance.

Emmanuel Véron : La Chine demeure une puissance continentale autocentrée, peuplée et à l'histoire longue, relativement continue dans le temps long, articulée par des mouvements d'épanouissement/expansion et des phases de reflux. La gestion du territoire est au cœur des problématiques de politique intérieure, autant que les questions démographiques (le nombre, la pyramide des âges épaissie vers le sommet et les flux). La particularité chinoise réside bien dans une forme affirmée post-impériale de sinisation de ce qu'il ne l'est pas (territoires, paysages, populations, etc.), d'où la question de l'unité ou unicité, clef de voûte du système politique autocentré, aujourd'hui incarné par le régime de Parti-État, où le PCC rayonne partout.

Demain, s'ajouteront toujours plus encore, les questions de santé, les sujets environnementaux, bancaires et financiers et des mouvements internes (sociaux et sociétaux) dont le régime ne pourra pas avancer son image légitime de « bon ordre sous le ciel ».

Dans quelle mesure la Chine refaçonne-t-elle le système international ? Comment voyez-vous l'avenir de ses relations avec les États-Unis ?

Emmanuel Lincot : En sinisant tout d'abord les instances internationales existantes ou en exerçant des pressions sur les pays du Sud. La complaisance à cet égard du directeur de l'OMS – un Éthiopien de nationalité – au début de la pandémie vis-à-vis de Pékin était à ce titre significative. La création d'instances internationales alternatives, comme nous le disions plus haut, accroît son audience et donne des coups de butoir à une architecture des relations internationales qui, elle, est chaque année un peu plus affaiblie. Les États-Unis ne sont naturellement pas étrangers à cet affaiblissement. Ils concourent à un état d'anarchie généralisé des rapports de force au niveau international et une fragmentation grandissante des alliances traditionnelles. L'affaire des sous-marins français le démontre pour le camp occidental – si tant est que cette appellation ait encore un sens – et même si Russes et Chinois semblent s'affirmer uniment dans une posture de bloc, je ne serais pas surpris que leur relation subisse à leur tour quelques entorses. Bref, il est urgent que dans ce chaos général, les Européens se fassent davantage entendre y compris dans le choix d'une relation beaucoup moins confrontationnelle que celle que les États-Unis ont choisie vis-à-vis de la Chine.

Emmanuel Véron : Dès son entrée à l'OMC (en 2001), la Chine a accéléré la recomposition géoéconomique globale, par le commerce, les chaînes logistiques et industrielles, mais aussi par un travail patient et long à l'ONU pour avancer ses intérêts. Sans suivre la voie des pays occidentaux, industrialisés et développés, Pékin propose au monde, précisément aux « ex-Tiers Monde » et avec la Russie, un autre modèle. Celui-ci, inféodé à des formes diverses de corruption (notamment dans les pays dits du « Sud », mais pas uniquement) se veut être une contre-formule à l'ordre international post-1945, c'est-à-dire, le ferment du système onusien. Pour autant, Pékin ne se suffit pas de son influence augmentée à l'ONU, les initiatives (très nombreuses) depuis plus de deux décennies vont dans le sens de la création d'un système international à côté de l'ONU (OCS, BAI, Banque des BRICS, BATX, BRI, BRITACOM, UnionPay, le Yuan, etc.). Ainsi, la dimension de la puissance et de son influence est globale, il n'y a pas un front sur lequel Pékin n'est pas, en plus d'être force de proposition...

C'est bien que la Chine après avoir bénéficié de son ouverture progressive et mesurée au monde a rattrapé ses retards technologiques et de développement. Pékin est bien une puissance capable de rivaliser avec les autres grands pôles du système international. En cela, la rivalité stratégique, militaire et technologique avec les États-Unis continuera de structurer les relations internationales pour les deux prochaines décennies. Le spectre de la guerre (haute intensité) est bien réel, malgré le manque d'expérience opérationnel chinois et la relative asymétrie dans certains systèmes... La prochaine décennie sera celle non pas d'une « guerre froide », mais bien d'une polarisation/atomisation des moyens d'action, de la politique internationale où coexisteront avec difficultés l'héritage onusien, dominé par les États-Unis et une part du système international partiellement sécant, en convulsions contre cet héritage.

Pour aller plus loin :

Emmanuel Lincot & Emmanuel Véron, *La Chine face au monde : une puissance résistible*, Capit Muscas éditions, 2021.

<https://www.iris-œuvre.org/161881-la-chine-une-puissance-resistible/>

« La Chine en route vers la prospérité »

Françoise Lemoine : dans [L'Économie politique 2012/4 \(n° 56\)](#), pages 6 à 19

La montée en puissance des grandes économies émergentes a entraîné un bouleversement majeur de l'économie mondiale depuis vingt ans. Dès le début des années 1980, le plus grand de ces grands émergents, la Chine, a pris la tête du mouvement avec des rythmes de croissance économique très élevés (10 % par an).

La Chine a d'ores et déjà fait basculer le centre de gravité de l'économie mondiale vers l'Asie et vers le Sud. La dynamique chinoise exerce des effets d'entraînement économique et a en même temps une valeur d'exemple sur les autres économies en développement. Plus globalement, elle met en jeu la position de puissance dominante dans le monde à l'horizon de moins de vingt ans.

Entre les visions qui prédisent son prochain effondrement et celles qui annoncent son irrésistible ascension vers la domination du monde, comment se faire une idée de l'avenir de la Chine ? Les travaux qui dessinent des scénarios à long terme pour l'économie mondiale anticipent la poursuite de sa montée en puissance. Ces modèles ne prévoient pas les chocs ni les ruptures de tendance, qui abondent dans l'histoire économique, et invitent donc à envisager les pièges et les crises qui peuvent interrompre ou ralentir la trajectoire chinoise. Enfin, on sait que, pour soutenir sa croissance au cours des vingt prochaines années, la Chine devra changer de stratégie économique, car les conditions internes au pays et celles qui prévaudront dans le monde seront très différentes de celles des trois dernières décennies. Le pays pourra-t-il renoncer aux priorités qui ont jusqu'ici fait son succès sans une profonde transformation de son système politique ?

Où en est la puissance économique chinoise ?

Avant d'essayer de deviner l'avenir, il est utile de cerner la position actuelle de la Chine dans l'économie mondiale. Or, les performances passées de la Chine comme l'état actuel de sa puissance économique font l'objet d'appréciations discordantes. Il est incontestable que ses progrès économiques au cours des trente dernières années ont été fulgurants, mais bien des questions restent en suspens : la Chine est-elle déjà la première puissance économique du monde ? Quelle est la réalité de ses performances foudroyantes sur le marché mondial, notamment dans les nouvelles technologies ? La Chine utilise-t-elle de mieux en mieux ses ressources internes ou bien les gaspille-t-elle ?

La Chine est la deuxième économie du monde si l'on mesure les produits intérieurs bruts (PIB) au taux de change courant. Elle a dépassé le Japon depuis 2010, mais elle est encore loin derrière les Etats-Unis (avec un PIB moitié moindre). Si l'on mesure le PIB en parité de pouvoir d'achat (PPA), ce qui corrige la sous-évaluation du taux de change, le PIB de la Chine se trouve rehaussé, comme celui de la plupart des pays en développement. La parité de pouvoir d'achat du yuan (renminbi) est elle-même sujette à discussion mais, dans l'estimation la plus haute, le PIB de la Chine est, dès 2011, pratiquement au niveau de celui des Etats-Unis.

L'ascension commerciale de la Chine peut être considérée comme un critère plus sûr de ses progrès économiques. Sa position de premier exportateur mondial, devant l'œuvre, prouve la compétitivité de son industrie. Qu'elle devance les Etats-Unis comme exportateur de produits de haute technologie passe aussi pour un signe de sa capacité à maîtriser les technologies modernes. Pourtant, il est patent qu'une bonne partie de ces avancées exceptionnelles tiennent à ce que l'industrie chinoise est fortement intégrée dans la segmentation internationale des processus de production. Plus de la moitié de ses exportations industrielles provient d'activités d'assemblage de composants importés, et celles-ci ont un contenu local relativement faible, surtout dans la haute technologie. Une reconstitution des échanges internationaux en termes de valeur ajoutée mettrait la Chine en position beaucoup plus modeste. A l'appui d'un tel diagnostic, il est reconnu que, si la Chine a développé une intense activité en matière de dépôts de brevets, ces derniers correspondent plus souvent à des améliorations de produits existants qu'à de réelles innovations.

Si l'on mesure la « richesse des nations » non plus en termes de flux annuels (par le PIB) mais en stock, en prenant en compte le capital humain (la population, son niveau d'éducation et de rémunération), le capital naturel (ressources, terres) et physique (infrastructures, équipements), la Chine est encore loin derrière le Japon et *a fortiori* les Etats-Unis. La richesse des Etats-Unis ainsi calculée est six fois celle de la Chine ; celle du Japon près de trois fois [11].

Les progrès de la Chine en matière d'efficacité économique sont aussi controversés. Les données disponibles ne permettent pas de mesurer précisément la croissance et la taille réelle du PIB (les statistiques officielles l'ont réévalué de 25 % en 2004), ni l'effort d'investissement ou le nombre de travailleurs dans les différents secteurs. Dans ces conditions, les progrès de la productivité font l'objet d'estimations discordantes, alors qu'il est essentiel, pour juger de la qualité et de la pérennité de la croissance, de savoir si les ressources mobilisées sont utilisées au mieux.

Malgré ces réserves, certains experts [12] considèrent que la Chine est déjà une puissance à parité avec les Etats-Unis, dans la mesure où elle satisfait nombre de critères qui sont les attributs de la puissance (poids dans les productions mondiales et le commerce international, réserves de change).

La concentration des richesses dans les grandes métropoles, la consommation ostentatoire des nouveaux millionnaires chinois, les acquisitions spectaculaires par les entreprises chinoises de fleurons de l'industrie européenne, les gigantesques réserves de devises du pays (plus de 3 300 milliards de dollars) tendent à faire oublier que la Chine est encore loin d'être un pays riche. Le revenu moyen par habitant en Chine n'est actuellement que d'un cinquième du niveau américain. On vit certes à Shanghai à peu près aussi bien qu'au Cœur, mais dans le Gansu, la province chinoise la plus pauvre, le revenu par habitant n'est guère plus élevé qu'au Cameroun.

Implications à long terme des dynamiques en place : des scénarios de convergence

Depuis les premiers travaux de Goldman Sachs, en 2001, sur les BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine), les projections à long terme de la redistribution des forces dans l'économie mondiale ont été nombreuses. Ces travaux simulent les trajectoires de croissance des différents pays en utilisant des fonctions de production qui prennent en compte principalement l'évolution de la population en âge de travailler, son niveau d'éducation, l'effort d'épargne et d'investissement, le progrès technique qui détermine l'efficacité avec laquelle les ressources sont mobilisées.

Les résultats diffèrent du fait de la méthode et de l'horizon retenus, mais les conclusions se rejoignent sur plusieurs points. Au cours des prochaines années, la Chine poursuivra sa trajectoire de rattrapage car son taux de croissance économique, même s'il ralentit, restera bien supérieur à celui des pays avancés. Dans le scénario du Cepii la croissance chinoise tombe ainsi de 10 % (entre 1980 et 2010) à 7 % de 2010 à 2025, puis 5 % de 2025 à 2050 [13]. Ces chiffres sont proches de ceux de Subramanian [14] (entre 6 et 7 % entre 2010 et 2030), ainsi que du scénario central de la Banque mondiale [15], selon lequel le rythme de croissance fléchit progressivement de 7 % à la fin de la présente décennie à 5 % à la fin de la prochaine.

L'appréciation en termes réels du renminbi (yuan) accélère le rattrapage (il faut moins de yuans pour avoir le même nombre de dollars). Au total, le PIB de la Chine (en prix et dollars courants) dépasse celui des Etats-Unis entre 2020 et 2025 selon le Cepii, et il représente alors 22 % du PIB mondial (contre 16 % pour les Etats-Unis). Les autres scénarios le situent un peu plus tard : en 2025 (Goldman Sachs [16]) ou vers 2030 (Arvind Subramanian).

La convergence du revenu par tête reste cependant lente, et la force de la Chine réside dans son poids démographique. En 2030, le revenu par tête en Chine serait, au mieux, encore moins de la moitié de celui des Etats-Unis. En 2025-2030, la Chine serait donc l'économie dominante mais serait encore loin d'avoir rejoint le club des pays riches.

La Chine et le piège des revenus intermédiaires

Les modèles de simulation ne peuvent prévoir les chocs, et l'histoire montre que de nombreux pays ont vu leur course au développement précocement interrompue.

En effet, il est plus facile de déclencher une accélération de la croissance que de la pérenniser sur longue période. Dans la première phase de leur décollage, les pays ont des réserves de productivité qu'il est relativement facile de mobiliser. Ils abordent ensuite une phase bien plus épineuse de leur développement. Quand la forte augmentation de la population en âge de travailler qui sous-tend la première phase de croissance prend fin, le coût de la main-d'œuvre augmente et le taux d'épargne tend à baisser (moins d'actifs pour soutenir les inactifs). En même temps, la réallocation de la main-d'œuvre de l'agriculture vers les secteurs modernes (industrie et services), qui a été une source majeure de gains de productivité, arrive à son terme. Enfin, au fur et à mesure que le retard technologique par rapport aux pays avancés se réduit, la vitesse d'attrapage se réduit aussi. Le pays perd ainsi les avantages de compétitivité que procurent le faible coût du travail, mais n'a pas les atouts en termes de productivité et de capacité d'innovation qui lui permettraient de soutenir la concurrence des économies avancées.

Il est ainsi plus difficile, pour un pays à revenu "intermédiaire", de devenir un pays à haut revenu qu'il ne l'a été pour lui de sortir de la pauvreté. Au cours des cinquante années passées, relativement peu d'entre eux ont franchi ce seuil : des pays du Sud de l'Europe (Grèce, Grèce, Grèce), quelques pays asiatiques (Japon, Corée du Sud, Taïwan, Singapour, Hongkong), des pays pétroliers. Nombre d'autres pays en développement ont vu leur croissance se ralentir et leur processus de rattrapage se bloquer, notamment en Amérique latine (Brésil, Grèce, Chili), mais aussi en Asie (Malaisie).

Ce piège semble guetter la Chine. Sa population en âge de travailler (15-60 ans) stagne depuis 2010 et diminuera à partir de 2015, ce qui constitue un virage majeur dans les conditions internes de la croissance. La population d'âge actif, qui avait augmenté de plus de 350 millions au cours des trente dernières années, va diminuer de 140 millions d'ici 2040, et la population jeune (15-24 ans) diminuera de 60 % d'ici 2030. La Chine entame donc une nouvelle phase de son développement, où elle cesse de disposer de réserves illimitées de main-d'œuvre, mobilisables à très bas coûts. La situation du marché du travail va se retourner et exercer des pressions à la hausse sur les rémunérations. Le ratio de la population de plus de 60 ans à la population d'âge actif passera de 18 % à 40 % entre 2010 et 2030. Le vieillissement de la population (la part des plus de 60 ans va passer de 12 % à 29 %) entraînera aussi une montée des dépenses de protection sociale.

La Chine semble en outre avoir encore une marge de croissance substantielle. Les transformations structurelles sont loin d'y être achevées, puisque l'agriculture continue d'occuper 40 % de la population et que la moitié seulement de la population est urbaine. Elle dispose donc encore de réserves de main-d'œuvre, à condition de favoriser les migrations et d'accélérer l'urbanisation. Les différences de niveaux de développement régionaux lui donnent aussi une marge de œuvre : il se produit actuellement une réallocation de certaines activités industrielles des provinces côtières vers les régions intérieures, moins développées, où les gains potentiels de productivité sont plus grands et les salaires moins élevés.

Depuis 2011, dans la classification de la Banque mondiale, la Chine est entrée dans la catégorie « supérieure » des pays à revenu intermédiaire, et selon certaines analyses, elle approche désormais du seuil à partir duquel la croissance des pays se ralentit. Pour autant, un ralentissement n'implique pas l'arrêt du processus de convergence, comme le montrent les scénarios mentionnés plus haut. En effet, la distance qui la sépare des pays riches est encore très grande – c'est seulement vers 2030 que le revenu par habitant de la Chine atteint la moitié de celui des États-Unis.

Tout compte fait, c'est plutôt à long terme que le piège des revenus intermédiaires guette l'économie chinoise. A plus court terme, elle devra cependant faire face à des risques sérieux de « panne de croissance ».

Les risques de panne

Dans les années 1960, on considérait que l'économie de l'Union soviétique pourrait dépasser celle des Etats-Unis à l'horizon des années 1970. A la fin des années 1980, l'ascension du Japon faisait prédire qu'il serait l'économie dominante en 2010. Il ne faut donc pas sous-estimer le risque de crises qui peuvent interrompre ou freiner la croissance chinoise [\[7\]](#).

Il y a ainsi un risque de crise financière. Le plan de relance de l'économie mis en œuvre fin 2007 a entraîné des investissements massifs, financés par une expansion inconsidérée des crédits. Le ralentissement de la croissance et l'éclatement de la bulle immobilière en 2012 risquent d'avoir pour effet d'augmenter les défauts de paiement et donc des faillites bancaires ; à moins que l'Etat ne procède à de nouvelles recapitalisations des banques, ce qui provoquerait alors une crise budgétaire.

Les dégâts environnementaux, eux aussi, menacent la croissance. La pollution coûte déjà au pays près de 10 % de son PIB chaque année. La pollution de l'eau et de l'air a atteint des niveaux inquiétants ; la pénurie d'eau sévit déjà dans le Nord du pays et pousse les autorités à engager des travaux titanesques de détournement des fleuves.

Une crise sociale, enfin, peut éclater si le gouvernement ne parvient pas à réduire les inégalités, à faire reculer la corruption, à assurer la sécurité de la population, qui est trop souvent mise en cause par les accidents du travail et l'absence de contrôles sanitaires. La montée des désordres pourrait alors freiner les productions et les investissements privés.

La pérennité de la croissance dépend ainsi en premier lieu de la capacité du système politique à répondre aux attentes de la population, à surmonter les nouveaux défis que pose le développement, à garantir les biens publics et à assurer la primauté de l'intérêt collectif sur les intérêts particuliers de plus en plus puissants.

La croissance de la Chine est aussi tributaire de la situation de l'économie mondiale, et cette dernière n'est plus celle des années 1990 ou 2000. La montée en puissance de la Chine y a créé des tensions. Elle a notamment profondément bouleversé l'équilibre du marché énergétique mondial. L'«usine du monde» est devenue le premier pays consommateur d'énergie et le plus grand émetteur de gaz à effet de serre. Selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), sa contribution à la demande mondiale d'énergie devrait se faire encore plus forte dans les vingt-cinq prochaines années. Entre 2010 et 2035, la Chine sera responsable de 30 % de l'augmentation de la demande mondiale d'énergie ; en 2035, elle consommera 30 % de l'énergie mondiale, soit 70 % de plus que les Etats-Unis. Dès 2020, elle importera 15 % du pétrole échangé, soit deux fois plus qu'en 2010 et plus que les Etats-Unis. Par ses énormes besoins d'importation de produits primaires, la Chine continuera donc à pousser à la hausse les cours mondiaux, ce dont elle est la première victime puisque cela affecte défavorablement ses termes de l'échange (le prix de ses importations augmentant plus vite que celui de ses exportations).

La libéralisation des échanges internationaux qui a eu lieu depuis trente ans et la forte demande dans les économies occidentales, notamment aux Etats-Unis dans les années 2000, ont été très favorables à l'économie chinoise. Au cours des prochaines années, la contribution de la demande extérieure à sa croissance sera moins importante que dans le passé. Depuis 2008, la crise globale a déjà profondément affecté le commerce extérieur chinois. Le ratio exportations/PIB a chuté de 36 % en 2007 à 26 % depuis 2009 et, dans le même temps, l'excédent commercial a fondu, passant de 7 % à 2 % du PIB. La demande dans les pays occidentaux et notamment en Europe, qui est le principal marché de la Chine, risque de rester durablement faible. En outre, il sera plus difficile à la Chine d'élargir encore sa part de marché – en 2010, elle réalise 16 % des exportations mondiales de produits manufacturés, un seuil que n'ont guère franchi les plus grands exportateurs dans le passé. La crise renforce les tentations protectionnistes, tant les économies développées que les économies émergentes, qui multiplient les mesures à l'encontre des produits chinois, perçus comme une menace pour les industries et l'emploi.

Un nouveau modèle de croissance : vers une « société harmonieuse » ?

Les conditions qui ont fait les succès de l'économie chinoise depuis trois décennies sont donc en train de disparaître. Les changements dans sa situation démographique et la transformation du contexte international imposent de nouveaux paramètres à sa stratégie de développement.

Le modèle de croissance fondé sur la compétitivité de ses industries à forte intensité de main-d'œuvre a pratiquement épuisé son potentiel. La Chine va progressivement cesser d'être le pays où les coûts sont les plus bas et va devoir se bâtir de nouveaux avantages comparatifs. Ses entreprises exportatrices devront évoluer vers des productions à plus forte valeur ajoutée et améliorer leur positionnement sur la gamme de prix et de qualité. Cette montée en gamme exigera une main-d'œuvre plus qualifiée et mieux rémunérée, des capacités d'innovation technologique. C'est la voie qu'ont empruntée, en leur temps, le Japon, la Corée du Sud ou Taïwan.

Dans un contexte international peu porteur, la demande intérieure devrait retrouver un rôle central. Le 12^e plan (2011-2015) prévoit de rééquilibrer la demande interne au profit de la consommation des ménages, ce qui passe par l'augmentation des dépenses sociales et la réduction des inégalités. Le redéploiement de la croissance vers les services, jusqu'ici négligés au profit de l'industrie, fait aussi partie des nouvelles priorités en faveur d'une croissance plus qualitative et écologiquement soutenable. Les services utilisent en effet cinq fois moins d'énergie par unité de production que l'industrie.

L'objectif des autorités est de faire de la Chine une « société harmonieuse » à l'horizon 2030. Le rapport conjoint de la Banque mondiale et d'un *think tank* de Pékin rattaché au conseil des ministres [\[8\]](#) décrit l'ensemble des politiques et des réformes qui permettraient de concilier les ambitions de développement du pays avec les contraintes qui s'imposent à lui au cours des vingt prochaines années. Parmi les nouvelles opportunités qui s'offrent à la Chine pour pérenniser sa croissance, il y a l'émergence d'une classe moyenne qui constitue un nouveau marché pour les biens et les services. Vers 2030, l'agriculture n'emploiera plus que 12,5 % de la population active (38 % actuellement) et la population sera à 70 % urbaine, ce qui augmentera le pouvoir d'achat et les dépenses de consommation des ménages. La consommation, maillon faible de la croissance chinoise jusqu'ici, devrait prendre une place prépondérante et atteindre 66 % du PIB (contre 49 % actuellement) ; les services, actuellement sous-développés, comme en témoigne leur poids dans le PIB (43 %), devraient connaître une expansion accélérée et atteindre 61 % du PIB en 2030.

Le rapport plaide aussi pour une « croissance verte ». L'engagement pris par la Chine de réduire l'intensité de ses émissions de carbone de 40 ou 45 % en 2020, par rapport à 2005, est un objectif insuffisant pour abaisser les émissions de CO₂. Il faut découpler la croissance de l'émission de carbone, engager la Chine dans une nouvelle voie où les énergies vertes seront un moteur de la croissance. Un des moyens envisagés serait d'imposer un système de prix du carbone, ce qui ralentirait la progression, puis réduirait la consommation de charbon (qui pourrait retrouver en 2030 son niveau actuel) ; ses émissions de CO₂ seraient réduites de 20 % à 25 % d'ici 2030 par rapport aux prévisions.

Rejoignant cette perspective, d'autres auteurs [\[9\]](#) considèrent aussi que la Chine est capable d'innover et d'inventer un nouveau modèle de développement. Pour rendre sa croissance soutenable, elle est en quelque sorte « condamnée » à faire prévaloir des modes de consommation différents du modèle américain – trop gourmand en énergie –, de nouvelles formes d'urbanisation – avec des villes adaptées aux exigences du changement climatique (transports publics) –, des innovations frugales. La réforme des prix en est la condition nécessaire, de façon à valoriser correctement tous les actifs, y compris les actifs intangibles et naturels (énergie, environnement, terres). L'établissement d'une « société harmonieuse » exigera aussi d'autres réformes : de nouvelles relations salariales traduisant les changements de rapports de force sur le marché du travail ; une recentralisation du pouvoir économique pour surmonter l'influence des groupes d'intérêt particuliers et locaux, de plus en plus puissants ; une réforme de l'Etat, et notamment les relations entre le centre et les provinces, pour assurer une plus grande redistribution interrégionale des ressources et un développement moins inégal des services publics.

L'ampleur des transformations requises est donc considérable. Certaines bénéficieront d'un large soutien et comportent peu de risques, tels les investissements publics dans l'éducation et la recherche ; d'autres rencontreront la résistance des groupes d'intérêt (ceux qui actuellement bénéficient de monopoles et de rentes

liées aux distorsions de prix) et de ceux qui sont perdants à court terme (salariés des entreprises polluantes). Une réforme majeure, comme la privatisation des terres, peut être une boîte de Pandore et conduire à une explosion des inégalités, du fait des écarts de prix des terres et des processus de concentration foncière.

La Chine dans le monde : une nouvelle étape

De la puissance commerciale à la puissance financière ?

L'ascension de la Chine dans le commerce international a été un fait majeur dans l'économie mondiale des trente dernières années. Les succès économiques et commerciaux de la Chine ont été portés par un afflux massif d'investissements directs étrangers (IDE), qui lui ont permis de financer sa croissance et de moderniser son industrie tout en ayant une balance des paiements excédentaire. Depuis 1980, la Chine a été un des principaux pays d'accueil pour les IDE. Elle va très vraisemblablement devenir dans les années qui viennent un grand investisseur international.

C'est seulement depuis les années 2000 que les entreprises chinoises sont autorisées à investir à l'étranger. L'expansion de leurs investissements directs à l'étranger a été rapide depuis le milieu des années 2000, et la Chine compte désormais parmi les dix premiers investisseurs mondiaux. Tout concourt à prédire que le phénomène n'en est qu'à ses débuts. La marge de progression est importante d'abord parce que le niveau actuel de ses investissements directs à l'étranger est à tous égards encore faible. La part de la Chine dans les flux mondiaux d'investissements directs (5 %) est bien en deçà de sa part dans le commerce mondial (9 %). De même, leur montant mesuré par rapp'rt au PIB chinois (5 %) est encore plus faible que dans d'autres grands émergents comme le Brésil (10 %). Même si ce ratio reste inchangé, la croissance du PIB de la Chine entraînera un gonflement de ses investissements extérieurs. Enfin, si l'on en juge par les expériences internationales, notamment celles du Japon et de la Corée, les montants d'investissements chinois à l'étranger devraient s'accélérer au cours des vingt prochaines années.

L'expansion des grandes entreprises chinoises à l'international correspond à leur stade de développement. Elles ont acquis sur leur marché intérieur une taille et une expérience qui les incitent à se projeter à l'étranger. Elles ont des objectifs stratégiques diversifiés. Elles s'implantent à l'extérieur pour contrôler leur approvisionnement en ressources (énergie, matières premières), développer des activités à forte valeur ajoutée en remontant les chaînes de production, acquérir des marques et des technologies, étendre leurs réseaux de distribution. Elles disposent de liquidités et bénéficient de politiques de soutien public (prêts bancaires). Dans le même temps, les entreprises occidentales en difficulté leur offrent des opportunités d'acquisition.

Les autorités chinoises encouragent désormais ces sorties de capitaux afin de réduire l'accumulation des réserves de change. La Chine détient les plus grosses réserves de change du monde (3 300 milliards de dollars en 2012), et la banque centrale qui les gère les a placées pour moitié environ en titres de la dette publique américaine, et sans doute pour environ 20 % en euros. Cela laisse la Chine exposée aux risques de change et de crise financière, raison pour laquelle elle a créé un fonds souverain (China Investment Corporation) afin de diversifier ses placements. Par ailleurs, elle laisse à certains investisseurs institutionnels la possibilité de faire des placements à l'étranger, et a considérablement assoupli les contrôles sur les investissements directs à l'étranger des entreprises chinoises et facilité leur financement. A terme, cela devrait modifier la structure des actifs extérieurs de la Chine, qui se composent actuellement principalement de réserves de change officielles placées en titres de dette publique. Leur importance devrait diminuer au profit des actifs détenus par les entreprises chinoises, un changement qui aura des conséquences considérables sur l'économie mondiale.

Cependant, cette progression des investissements directs chinois suscite à la fois de l'intérêt et des craintes dans les pays d'accueil, en particulier en Europe et aux Etats-Unis. Ces craintes rappellent les réactions face aux investissements japonais dans les années 1990. Les entreprises chinoises devront donc apprendre à banaliser leur présence.

L'internationalisation du yuan

Le yuan succédera-t-il au dollar comme monnaie internationale dominante, comme celui-ci a succédé à la livre sterling ? Cela est peu probable à l'horizon 2020, car il y a généralement un décalage temporel entre le moment où un pays devient la première économie mondiale et celui où il impose sa monnaie. En outre le yuan (renminbi) n'est actuellement pas librement convertible. Les autorités envisagent une libéralisation par étapes des opérations en capital, qui devrait être achevée seulement vers 2030.

En attendant, les dirigeants chinois ont récemment pris des mesures afin de développer l'utilisation internationale de la monnaie chinoise pour le règlement des échanges extérieurs et les prêts. Leur objectif est, dans un premier temps, de réduire la dépendance de la Chine à l'égard de la monnaie américaine ; dans un deuxième temps, de mettre fin à la suprématie du dollar dans le système monétaire international et de faire du yuan une monnaie internationale dans un système multipolaire. Une fois le yuan librement convertible, il pourra devenir une monnaie de réserve internationale, mais cela suffira-t-il à le mettre en position de rivaliser avec le dollar américain, voire de l'évincer comme monnaie dominante ? Il faudra pour cela que la Chine ait réussi à développer son système financier. Mais il restera encore une interrogation : la monnaie d'un régime non démocratique peut-elle inspirer une confiance suffisante à la communauté mondiale ?

Quel rôle dans les relations internationales ?

La Chine dans vingt ans sera aussi différente de la Chine actuelle que cette dernière l'est de la Chine d'il y a vingt ans. On peut tenir pour acquis qu'en 2030 sa population sera vieillissante, urbanisée, en majorité composée par les générations des « petits empereurs » nés après 1980. Il est probable que le pays sera devenu relativement prospère, avec un niveau de vie moyen proche de celui de l'Europe centrale ou méridionale actuellement ; que l'agriculture aura été privatisée, que les entreprises chinoises seront mondialisées et que le yuan sera devenu une monnaie internationale.

Le système politique, qui a déjà géré les formidables transformations intervenues depuis trente ans, aura sans doute évolué pour absorber ces nouveaux chocs économiques et sociaux. Mais rien ne laisse présager qu'il se sera rapproché des régimes démocratiques occidentaux. L'avenir du système économique lui-même est une énigme, dans la mesure où le capitalisme qui se développe en Chine depuis trente ans ne suit aucun modèle existant et a défié les prédictions. Avec son poids économique dominant et des interactions toujours plus fortes avec le reste du monde, il sera de plus en plus difficile à la Chine d'isoler ses préoccupations intérieures de sa politique internationale. L'expansion de son influence comporte des risques de confrontation avec les pays de la région et avec les Etats-Unis. Finalement, la manière dont la Chine gèrera les conséquences de sa montée en puissance économique sur ses relations politiques avec le reste du monde n'est pas la moindre des incertitudes.

Notes

- [1] UNU-IHDP/Unep (United Nations University-International Human Dimensions Programme/United Nations Environment Programme), *Inclusive Wealth Report 2012. Measuring Progress Toward Sustainability*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012.
- [2] Cf. Arvind Subramanian, *Eclipse. Living in the Shadow of China's Economic Dominance*, Washington DC, Peterson Institute for International Economics, 2011.
- [3] Cf. Agnès Bénassy-Quéré, Lionel Fontagné et Jean Fouré, « L'économie mondiale en 2050 », *La Lettre du Cepii*, n° 303, 15 déc. 2010 (disponible sur www.cepii.fr).
- [4] Cf. Arvind Subramanian, 2011, *op. Cit.*
- [5] The World Bank, "China 2030. Building a modern, harmonious, and creative high-income society", Washington DC, The World Bank, 2012 (disponible sur www.worldbank.org).
- [6] Dominic Wilson, Kamakshya Trivedi, Stacy Carlson et José Ursúa, "The BRICs 10 years on : halfway through the Great Transformation", Goldman Sachs, *Global Economics Paper*, n° 208, 7 déc. 2011.
- [7] Wing Thye Woo, Ming Lu, Jeffrey D. Sachs et Zhao Chen (eds.), *A New Economic Growth Engine for China. Escaping the Middle-Income Trap by Not Doing More of the Same*, Londres, World Scientific Publishing/Imperial College Press, 2012.
- [8] The World Bank, "China 2030", *op. cit.*
- [9] Cf. Michel Aglietta et Guo Bai, *La Voie chinoise. Capitalisme et empire*, Paris, Odile Jacob, 2012 (voir aussi notre entretien p. 20 [NDLR]).

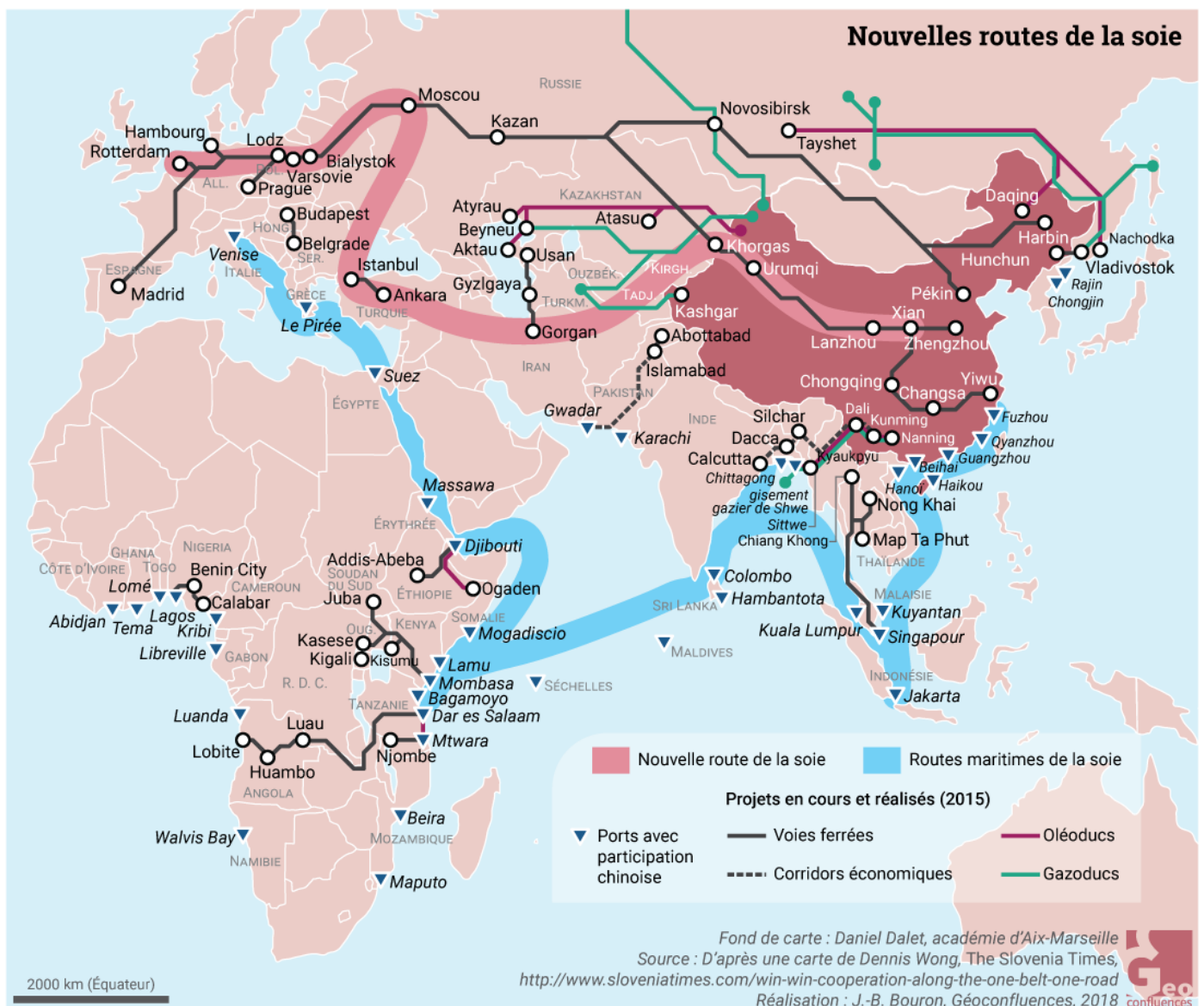
Mis en ligne sur Cairn.info le 30/10/2012

<https://www.cairn.info/revue-l-economie-politique-2012-4-page-6.htm>

Routes de la soie, nouvelle route de la soie

La **nouvelle route de la soie** (parfois aussi au pluriel) est un projet stratégique chinois visant à relier économiquement la Chine à l'Europe en intégrant les espaces d'Asie Centrale par un vaste réseau de corridors routiers et ferroviaires. Dans son versant maritime, ce réseau de routes commerciales inclut les espaces africains riverains de l'Océan indien.

Surnommé le « projet du siècle » par Xi Jinping, le programme OBOR, pour « One Belt, One Road » (« Une Ceinture, Une Route ») vise à créer une nouvelle génération de comptoirs transnationaux. C'est en 2013, lors d'une tournée en Asie centrale, que le président chinois nouvellement élu mentionnait à Astana (Kazakhstan) son projet de **ressusciter la mythique route caravanière** qui reliait, il y a près de 2 000 ans, Xi'an en Chine à Antioche en Syrie médiévale (aujourd'hui en Turquie). Depuis, ce projet est devenu central dans la politique économique chinoise. Il concerne plus de 68 pays regroupant 4,4 milliards d'habitants et représentant près de 40 % du produit intérieur brut (PIB) de la planète. Les banques et institutions financières chinoises ont largement été sollicitées pour mettre en place un tel projet.



Les **objectifs économiques** sont multiples pour la Chine : il s'agit d'accroître ses exportations, d'écouler sa production et de **trouver de nouveaux marchés** pour ses entreprises de BTP. En effet, la Chine est en surcapacité industrielle. Or, l'Asie centrale est un marché en pleine expansion. Autre objectif économique, la création de ces routes répond également à un besoin de **diversification et de sécurisation de ses approvisionnements énergétiques**. L'Asie centrale représente pour la Chine un intérêt majeur afin de se libérer de sa dépendance énergétique vis-à-vis des pays du Golfe et de la Russie. En solidifiant des accords de coopérations avec des pays comme le Sri Lanka, le Bangladesh ou la Birmanie, elle assure en même temps la sécurité de ses nouvelles routes d'approvisionnement.

Politiquement, l'objectif est autant intérieur qu'international. Sur le plan interne, il s'agit pour la Chine d'assurer l'intégrité de son territoire. La province du Xinjiang, très riche en matières premières et au carrefour des routes d'hydrocarbures, est régulièrement en proie à des conflits ethniques. Pékin souhaite que l'aide au développement des pays limitrophes (Afghanistan, Kazakhstan, Tadjikistan, Kirghizstan), **réduise l'instabilité aux frontières et à l'intérieur du pays**. L'objectif interne se greffe à un objectif de politique régionale en Asie centrale : **étendre l'influence chinoise** face à l'acteur historique russe, et s'affirmer comme un acteur stabilisateur des relations internationales.

Nashidil Rouiaï, septembre 2018.

Source

- Dans ce texte l'auteure a repris et condensé des éléments d'un article paru dans *Carto* : Nashidil Rouiaï, « La Chine à la conquête de la nouvelle route de la Soie », *Carto* n° 44, nov-déc. 2017.

<http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/routes-de-la-soie>

Sur les routes de l'influence : forces et faiblesses du soft power chinois

Il est acquis que la Chine est une grande puissance mondiale. Pourtant, les autorités chinoises ont encore une bataille à gagner : celle de la séduction sur la scène internationale, d'autant que leurs tentatives sont contre-productives dès qu'elles sont perçues par l'opinion mondiale comme de la propagande. À partir de plusieurs exemples, l'article montre que le défi du soft power ne peut pas être dissocié des éléments traditionnels de la puissance.

Énigmatique, voire effrayante, pour un Occident qui la voit à travers le prisme de ses propres valeurs, la Chine est encore perçue comme « un pays puissant, riche d'un immense marché, réinvestissant l'Asie de tout son poids géopolitique, irriguant l'économie mondiale de ses produits exotiques et/ou bon marché » (Sanjuan, 2001, p. 21). Parce que la Chine est vue comme une puissance économique qui bouleverse l'équilibre géopolitique hérité de la fin de la Guerre froide, sa montée en force s'accompagne en Occident d'un double sentiment paradoxal et contradictoire d'inquiétude et d'admiration (Shuo, Yé et Delattre, 2007). Bien souvent décriée par l'opinion publique occidentale pour le traitement des minorités ethniques, pour les questions ayant trait aux droits de l'Homme, au travail des enfants et à la liberté d'expression, la Chine a-t-elle les ressources suffisantes pour transformer ces représentations ? De son côté, « le dragon chinois, à l'aspect parfois menaçant, veut désormais s'affirmer comme un dragon bienveillant », à la fois compétitif et amical (Courmont, 2009, p. 9). **Comment cette volonté d'affirmation sur la scène internationale comme un partenaire compétitif mais pas agressif coïncide-t-elle avec de nouvelles ambitions du côté chinois ?** Dans cet article nous nous proposons d'exposer comment, afin de montrer un visage acceptable, voire accueillant et même séduisant, la politique chinoise ne se sert plus exclusivement des éléments traditionnels du pouvoir étatique et mise sur les outils du *soft power*. L'ambition de la Chine de tenir le premier rôle au sein des puissances mondiales n'est réalisable qu'en vertu de la production et de la diffusion d'une représentation symbolique et imaginaire recevable et désirable à l'échelle globale.

1. Des ambitions multiscalaires

Le *soft power* – en mandarin *ruan shili* (軟實力) – a été officiellement adopté par le gouvernement chinois comme un principe politique en 2007 durant le 17^e Congrès du Parti communiste chinois, et ce pour des raisons plurielles et multiscalaires.

À l'**international**, l'objectif clé pour la Chine est **d'améliorer son image** et « de lutter contre ce que Pékin considère comme les perceptions erronées de la réalité de la Chine par les médias étrangers » (Barr, 2010, p. 514). L'objectif étant de réfuter la thèse de la « menace chinoise et de convaincre le monde des intentions pacifiques de la Chine » (*ibid.*).

À l'**échelle régionale**, la Chine souhaite **accroître son influence et construire des relations pacifiques avec sa périphérie**, notamment l'est et le sud-est asiatique, afin, d'une part, de développer son économie, et d'autre

part, d'assurer son approvisionnement énergétique (Yu, 2010). **Malgré des tensions toujours fortes** entre la Chine et ses voisins notamment à cause de conflits liés à l'eau (conflits fluviaux autour du Gange, du Bramapoutre et du Mékong, et conflits maritimes en mer de Chine méridionale), c'est dans cette perspective qu'elle développe des actions bilatérales et multiplie les initiatives de coopération, à travers les **processus d'intégration régionale** et les organisations intergouvernementales (ASEAN+3, Organisation de Coopération de Shanghai notamment). L'autre dessein, géopolitique cette fois-ci, est de convaincre les pays étrangers de suivre la politique d'*une seule Chine* et d'isoler Taïwan.

À l'**échelle nationale**, l'espoir semble être qu'une meilleure image du régime chinois puisse **asseoir la légitimité du Parti**, et dans le même temps, limiter l'attraction d'idéologies occidentales dans le pays.

Pour ce faire, le régime investit dans son *soft power* : la défense du multilatéralisme, les aides humanitaires, le développement d'infrastructures à l'international, la mise en place d'un vaste réseau de promotion de la langue et de la culture chinoises, l'investissement dans le cinéma ou encore l'organisation de grands événements internationaux sont autant d'éléments constitutifs de l'opération de séduction mise en place par Pékin.

1.1. Les Instituts Confucius

Les Instituts Confucius sont parmi les éléments les plus visibles du soft power chinois. Ils ont pour but de véhiculer la langue, la culture, l'histoire et la philosophie chinoises par-delà les frontières de la Chine. Le calcul des dirigeants est simple : plus les populations du monde maîtriseront la langue chinoise et s'intéresseront à la culture du pays, mieux seront comprises l'émergence de la Chine ainsi que les politiques et les idées véhiculées par l'Empire du Milieu sur la scène internationale. D'où le développement rapide de ces instituts à travers le monde depuis le milieu des années 2000. Selon le dernier recensement du Hanban, le Bureau national pour l'enseignement du chinois langue étrangère (sous la tutelle du ministère chinois de l'Éducation), on comptait en 2017 pas moins de 516 instituts Confucius et 1 076 classes Confucius dans des écoles primaires et secondaires, répartis dans 142 pays.

1.2. Les opérations de maintien de la paix

À côté du développement, par les autorités chinoises, de l'attractivité de la Chine à travers la multiplication des infrastructures et des programmes de promotion de la langue et de la culture, **le gouvernement a mis en place une ligne stratégique axée sur le rayonnement international.** Celui-ci prend la forme d'un accroissement progressif de son implication dans les opérations de maintien de la paix et d'une quête de visibilité au sein des organisations internationales. Cette stratégie « se fait aux bénéfices d'intérêts de réputation et géostratégiques importants » (Struye de Swielande, 2009, p. 11). Alors qu'elle est à ce jour **le pourvoyeur de troupes le plus important des cinq membres permanents du Conseil de sécurité et le sixième contributeur financier aux Opérations de maintien de la paix**, elle cible particulièrement, du point de vue géographique, le continent africain. Au cours des dernières années, la Chine y a participé à douze opérations de maintien de la paix notamment au Soudan (UNMIS), au Sahara occidental (MINURSO), en Côte d'Ivoire (UNOCI), en Éthiopie-Érythrée (UNMEE), au Libéria (UNMIL), en République Démocratique du Congo (MONUC, figure 1) et, depuis 2013, au Mali (MINUSMA). L'année 2015 marque l'apogée de **l'implication de la Chine dans dix opérations en Afrique mobilisant 2 838 soldats.** Il est entendu que cette stratégie vise en premier lieu à consolider et accroître la présence et l'influence chinoise en Afrique. Ce « réalisme » politique est non seulement important d'un point de vue des intérêts géoéconomiques de la Chine en Afrique^[1], mais il a en outre un intérêt, en termes d'image, particulièrement prononcé. Mettre en scène son armée dans des opérations de maintien de la paix permet au gouvernement chinois de faire d'elle un acteur diplomatique. **L'armée populaire de libération (nom officiel de l'armée chinoise), dont le monde conserve les images de la répression de la place de Tiananmen le 4 juin 1989, devient un outil de la transformation de l'image de la Chine : de pouvoir autoritaire à celle de pays responsable, acteur indispensable du maintien de la paix**^[2]. Notons que cet effort de transformation des représentations de l'armée est régulièrement mis à mal – à chaque regain de tension en Mer de Chine notamment.

1.3. Les organisations régionales et internationales

La stature géopolitique que prend la Chine sur la scène internationale se déploie également dans son implication accrue dans plusieurs organisations régionales et internationales. Le recours à ces organisations lui permet de rééquilibrer le système dans des enceintes donnant un pouvoir formel. Elle y agit comme une force de consensus. Cette voie du consensus s'affiche notamment au **Conseil de sécurité**, où la Chine a toujours fait un **usage restreint du veto** (10 vetos entre 1946 et mars 2018), à la différence des États-Unis (80 vetos dans la même période) ou de la Russie (105 vetos).

C'est depuis la fin des années 1990, sous l'impulsion du tandem Jiang Zemin-Zhu Rongji, que **la Chine a accentué son rôle et sa présence dans les différentes instances internationales et régionales** pour devenir un acteur qui compte d'un point de vue géopolitique. En 2001 l'intégration de la République populaire à [l'Organisation mondiale du Commerce \(OMC\)](#) confirme cette orientation. Aujourd'hui, elle participe à de nombreux forums internationaux dont l'Association de Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC), le Dialogue Asie-Europe (ASEM), l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est plus trois – Japon, Chine, Corée du Sud (ASEAN+3), et [l'Organisation de Coopération de Shanghai \(OCS\)](#) (figure 2). À cela, on peut ajouter le lancement à l'automne 2014, de la [Banque asiatique de développement pour les infrastructures \(BAII\)](#). Cette nouvelle structure financière, mise en place par la Chine elle-même, a un impact géopolitique et géostratégique de premier ordre tant elle redessine l'ordre financier mondial en sa faveur. Enfin, à travers le projet des « [nouvelles routes de la soie](#) », la Chine met en œuvre un programme hors norme qui concerne plus de 68 pays regroupant 4,4 milliards d'habitants et représentant près de 40 % du produit intérieur brut (PIB) de la planète (figure 3). Surnommé le « projet du siècle » par Xi Jinping, le **programme OBOR, pour « One Belt, One Road »** (« Une Ceinture, Une Route ») vise à créer une nouvelle génération de comptoirs transnationaux. En effet, au-delà des enjeux économiques, énergétiques et politiques, l'importance symbolique du projet supplante son utilité commerciale (en Asie Centrale, des pertes de l'ordre de 20 à 40 % par rapport à l'investissement chinois de départ sont estimées et ce pourcentage atteint les 80 % pour le Pakistan). Pour la République populaire, il s'agit avant tout d'accroître son influence sur des pays qui sont ses marchés d'exportation, imposer sa vision de la mondialisation face aux discours protectionnistes de l'administration Trump et développer son *soft power* en ciblant l'Eurasie. À travers tous ces exemples, on comprend dès lors comment la République Populaire de Chine utilise les outils traditionnels de la [puissance](#) (*hard power*) pour asseoir son *soft power* à différentes échelles.

2. Les impasses du soft power chinois « traditionnel »

Alors que la place de la Chine dans les rapports de force géostratégiques et dans la gouvernance économique mondiale s'est largement affirmée depuis le début des années 2000, **cette stratégie s'est pourtant révélée insuffisante** pour asseoir la légitimité de la [puissance](#) chinoise auprès des opinions publiques internationales. Cela a notamment été rendu perceptible lors des **manifestations contre la politique chinoise à l'égard des Tibétains en 2008** dans les grandes métropoles internationales peu de temps avant l'ouverture des Jeux olympiques à Pékin. Le passage de la flamme olympique a été vécu comme une humiliation et un affront pour la Chine. « C'est le naufrage de l'idée chinoise de *soft power* », expliquait Renaud de Spens, ancien diplomate en poste en Chine et sinologue (de Spens cité par Le Belzic, 2012). Beaucoup d'intellectuels chinois et d'hommes politiques ont alors pris conscience que la Chine faisait encore peur et qu'elle avait un déficit d'image important. « L'opinion publique a découvert que son pays était détesté du monde entier, mais elle ne comprenait pas pourquoi. Pour le régime, c'est une véritable crise de communication » (*ibid.*). À partir de cet événement, les stratégies de communication chinoises se sont transformées et les médias se sont vus largement sponsorisés par le gouvernement.

Afin de renforcer l'importance du discours chinois à l'étranger et promouvoir l'image de la Chine sur la scène internationale, la **doctrine du qiao shili** (桥势力) a pris forme. Définie par Fu Ying, ambassadrice de Chine en Grande-Bretagne de 2007 à 2009, comme le fait de « **communiquer tôt, communiquer beaucoup,**

communiquer de façon intelligible » (Fu citée par Bandurski, 2009), elle met au centre de son action l'image et le renforcement de son poids médiatique et diplomatique sur la scène internationale. Dans ce cadre, le gouvernement a décidé d'investir massivement dans une vaste offensive de charme. Pour le gouvernement, la promotion de l'image de la Chine passe par divers canaux et notamment celui de l'information. Au moyen des médias, les autorités chinoises souhaitent améliorer l'image du pays et renforcer son poids médiatique tout autant que diplomatique sur la scène internationale.

2.1. Une stratégie coûteuse

Pour ce faire, le régime aurait affecté à la fin des années 2000 quelques 6,6 milliards de dollars pour l'expansion outre-mer de ses principales organisations médiatiques (Barr, 2010, p. 513). Si aucun chiffre officiel n'a été communiqué par les autorités de Pékin, en 2010 la télévision CCTV, l'agence de presse Xinhua et le *People's Daily* auraient à leur tour perçu plus de trois milliards de dollars pour accroître l'influence de la Chine dans le monde, ainsi que pour améliorer l'image de la Chine auprès des opinions publiques internationales (Jiao, 2010). En 2009, une édition en langue anglaise incluant une version en ligne du *Global Times*, publication sous la direction du quotidien officiel *People's Daily*, est lancée. La même année, c'est au tour d'une **station de télévision de nouvelles en continu 24 h sur 24 (CNC)** et d'une chaîne de télévision nationale sur Internet (CNTV) de voir le jour. Dans le même temps **Radio Chine Internationale (CRI)** émet, en quarante-trois langues, près de 300 heures de programmes quotidiens à travers le monde. Parallèlement l'**agence de presse Xinhua** décide de multiplier ses bureaux – dont le nombre s'élevait déjà à 117 – pour assurer un service en huit langues (en janvier 2018, on dénombrait 180 bureaux de Xinhua établis à l'étranger et 32 bureaux locaux).

2.2. Une stratégie inefficace voire contreproductive

Mais le risque que prend le gouvernement chinois à financer et à soutenir de manière aussi ouverte et massive la sphère médiatique, est de faire basculer l'ensemble de son *soft power* vers une voie purement propagandiste. **Si l'attraction dépend en bonne partie de la manière dont l'image ou le message est transmis, elle découle également de la crédibilité du message véhiculé.** La différence entre *soft power* et propagande réside alors dans l'impartialité de la diffusion de l'information. Lorsque des soupçons pèsent sur la crédibilité d'un message, le *soft power* se voit affaibli. Lorsque des soupçons pèsent sur son impartialité, l'ombre de la propagande ressurgit. Aujourd'hui la multiplicité des médias et des moyens de communication, notamment au sein des réseaux numériques, transforme structurellement le rapport qu'entretiennent les États et l'opinion publique. Sur un plan interne, ils affaiblissent le contrôle des nations. La critique, qu'elle vienne de l'extérieur ou de l'intérieur par le biais des réseaux sociaux ou des blogs, se développe. (voir encadré ci-dessous).

Dans le cas des démocraties, le discours officiel est systématiquement contredit par le « journalisme citoyen », les fuites ou les lanceurs d'alerte. Si bien qu'une vaste entreprise de séduction ou d'influence de la part d'un gouvernement sera vite perçue comme de la propagande. Dans le cas des pays où les médias ne bénéficient ni d'une liberté d'expression ni de ton, la crédibilité du discours officiel, faute de contradicteurs, si elle peut avoir une certaine valeur sur le plan interne, est systématiquement mise à mal sur le plan international.

Aujourd'hui, si la stratégie médiatique du gouvernement chinois a un certain impact sur l'image de la Chine au sein des pays émergents, en particulier en Asie du Sud-est, en Afrique et en Amérique du sud, son influence en Occident est beaucoup plus controversée et soumise à polémique ; l'image d'une volonté propagandiste efface les avancées en termes de *soft power*. **Il semble que le *soft power* ne soit vraiment efficace que lorsqu'il**

parvient à s'affranchir des logiques politiques, lorsqu'il parvient à échapper à ses bénéficiaires. Le discours partisan n'a que peu de valeur s'il n'existe, à ses côtés, un discours critique. « Dans l'ère de l'information, l'une des clés de réussite d'une politique de diplomatie publique est d'éviter toute ressemblance avec les logiques de propagande. Le message ne doit plus passer par le gouvernement, mais par la société civile, garante de crédibilité » (Nye, 2010).

3. La culture chinoise : pivot du soft power ?

La Chine dispose d'un atout considérable pouvant contrebalancer cette vision très politisée d'une influence forcée : sa culture.

3.1. La culture historique

En 2007, pour marquer le 600^e anniversaire des voyages de l'explorateur Zhang He, ayant durant la dynastie Ming (au début du XVe siècle) promu l'échange marchand mais aussi les relations politiques et diplomatiques entre la Chine, Ceylan, l'Arabie et l'Afrique de l'Est, Hu Jin Tao, alors Secrétaire général du Parti Communiste Chinois, affirmait lors d'un discours à l'Université de Pretoria :

« Il y a 600 ans, Zheng He, un célèbre navigateur chinois de la dynastie Ming, a pris la tête d'un important convoi qui a traversé l'océan et atteint la côte est-africaine quatre fois. Ils ont apporté au peuple africain un message de paix et de bonne volonté, et non des épées, des armes, des pillages ou de l'esclavage. Durant plus de cent ans au cours de l'histoire de la Chine moderne, le peuple chinois a été soumis à l'agression des colons ainsi qu'à l'oppression des puissances étrangères et il est passé par une souffrance et une agonie qu'une majorité des pays africains ont également endurées. » (Hu Jintao, 2007).

Jouant à la fois sur le terrain de l'émotion et sur celui de la mémoire (celle du « siècle de l'humiliation » qui, entre la moitié du XIXe et la moitié du XXe siècle, a vu la Chine placée entre les mains de puissances étrangères), cette déclaration table sur deux arguments principaux. Si elle tente d'établir une relation claire entre la mémoire de la guerre de l'opium du XIXe siècle et les racines historiques de la politique actuelle de la Chine, c'est non seulement pour établir « des expériences communes de la colonisation occidentale avec d'autres États » (et notamment des États africains), mais également pour « renforcer l'idée selon laquelle la puissance chinoise est "différente" des grandes puissances (occidentales) précédentes » (Barr, 2010, p. 511). Ainsi, l'harmonie confucéenne prônée par la Chine serait une solution culturelle – et commerciale – alternative à l'Occident. Le « **consensus de Pékin** », c'est à dire la stratégie diplomatique et de développement proposée par la République Populaire de Chine, prend ainsi le contre-pied du « [consensus de Washington](#) ». À la défense des droits de l'homme et des droits civiques, à la lutte contre la corruption, à la transparence et à la démocratisation prônée par l'un, l'autre répond par la non-ingérence et le développement structurel (chemins de fer, routes, ports, barrages, etc.) et économique (industrie, pétrole, mines, gaz, etc.)^[3]. En se fondant sur certains aspects de la culture politique maoïste (défense du Tiers-Monde et condamnation du colonialisme), la Chine réussit à développer ses propres intérêts à la fois géopolitiques et économiques. Car ici, à côté des intérêts en termes d'image, **les enjeux du hard power chinois refont surface**. Le développement de ses relations avec des États d'Asie centrale et d'Afrique notamment lui permet de **diversifier ses sources d'approvisionnement énergétique** d'une part, et d'**offrir à ses industries de nouveaux débouchés** dans une période de ralentissement économique d'autre part^[4].

3.2. Les productions culturelles

Mais pour convaincre l'Occident, cette mise en avant d'une opposition au modèle occidental ne tient pas. Si le cadre historique est un moyen intéressant de montrer sa richesse culturelle, **pour se présenter comme attractive à l'échelle internationale, la Chine doit proposer quelque chose de plus consensuel**. Les productions culturelles chinoises, héritées d'une histoire millénaire, de traditions riches et séculaires, de symboles et de documents textuels et iconographiques semblent précisément se situer sur ce terrain.

Alors que durant la Révolution culturelle la culture traditionnelle chinoise a été largement réprimée à la faveur de l'idéologie communiste maoïste, elle s'exporte aujourd'hui massivement en dehors des frontières chinoises, de manière plus ou moins fidèle, pour se marier aux autres cultures. La nourriture, la médecine traditionnelle, les estampes, la calligraphie, les arts martiaux sont à ce titre des éléments d'attraction culturelle traditionnels. En tant que pivots de la diffusion de la culture, les membres de la **diaspora chinoise** contribuent à promouvoir ces éléments d'attraction traditionnels dans le monde. Les « **Chinois d'outre-mer** » (ou *Huaqiao* 华侨), seraient autour de 50 millions à travers le monde (Wang 2012), principalement en Asie du sud-est (Indonésie, Thaïlande et Malaisie), aux États-Unis et au Canada.

Enfin les **grands évènements internationaux** sont l'occasion, pour les dirigeants chinois, de montrer au monde le visage d'un pays culturellement riche et ouvert, sur fond de mise en valeur d'une Chine impériale mythique et mythifiée. L'exemple de la **cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques d'été à Pékin le 8 août 2008** coïncide avec cette stratégie ([voir la vidéo](#) sur YouTube) Décrite unanimement par les commentateurs internationaux comme un succès esthétique (Thomas 2008, *France 24* 2008, Boisseau 2014, Speed 2014, Yiu 2018), elle a nécessité de la part du gouvernement un investissement estimé à cent millions de dollars (ce qui en fait la cérémonie la plus onéreuse de l'histoire des Jeux Olympiques)^[5]. Cet investissement a été consenti pour que plus de deux milliards de téléspectateurs à travers le monde puissent assister à la mise en scène d'une « société harmonieuse » (*hexie shehui* 和谐社会), ouverte sur le monde, mais forte de ses traditions. En maître d'œuvre, le cinéaste Zhang Yimou s'est donné pour mission de représenter cinq mille ans d'histoire de la Chine en cinquante minutes. Les coupes consenties dans cette histoire plurimillénaire ne sont pas dues au hasard : ni la tradition post-impériale, ni la période socialiste, ni l'étape postcoloniale n'ont été présentées. N'étaient mis en scène que les éléments culturels et historiques les plus répandus sur la culture chinoise : l'unification des Trois Royaumes, les grandes inventions, les arts martiaux, Confucius, etc.

À l'instar des Jeux Olympiques, l'**Exposition universelle de 2010 à Shanghai** a également été l'occasion d'une mise en scène de la puissance culturelle de la Chine, à commencer par le logo de l'exposition qui allie à la fois l'image d'une Chine forte de sa culture et celle d'un pays ouvert sur le monde. Inspiré du caractère “*shì*”, “世”, qui signifie « le monde », le logo est calligraphié de telle manière qu'il puisse représenter trois personnes unies et qu'il rappelle en même temps le trait du pinceau des calligraphies chinoises traditionnelles

Quant au **pavillon de la Chine** – estimé à 220 millions de dollars, c'est le plus large et le plus coûteux de l'Exposition – haut de 70 mètres, sa structure évoque un temple traditionnel. Tradition, histoire, modernité, ouverture au monde, main tendue, les symboles ne manquent pas pour faire de l'évènement un miroir des ambitions de la Chine pour les 180 pays représentés, les 73 millions de visiteurs présents et pour les Chinois eux-mêmes.

Cet investissement dans les grands évènements se poursuit. Lors du 19^{ème} Congrès du Parti Communiste Chinois en octobre 2017, le président Xi Jinping évoquait la nécessité de préparer les **Jeux olympiques d'hiver de 2022 à Pékin**. Affirmant l'importance pour la Chine de renforcer ses capacités de communication internationale, il évoquait alors la mission qu'il faisait sienne : celle de « raconter la Chine, c'est-à-dire, de présenter de manière exhaustive une Chine réelle et pluridimensionnelle afin de contribuer au renforcement du *soft power* culturel du pays » (Xi, 2017).

Enfin, dans la quête de la mise en scène d'une Chine idéale, le **cinéma** joue un rôle structurant. Le gouvernement de Pékin reconnaît désormais l'industrie cinématographique comme l'un des outils indispensables du *soft power* chinois (Su, 2010, p. 317). Depuis le début des années 2000, un « **Chinawood** » est en train d'émerger, dont l'une des caractéristiques est le mélange, au sein des films produits, d'éléments hérités des films de kung-fu hongkongais d'une part et de la culture chinoise d'autre part. Alors que le *box office* chinois est en train de rattraper celui des États-Unis (figure 8), la Chine attire également de plus en plus de producteurs et de cinéastes étrangers désireux d'accéder à ce marché immense mais fermé (seuls 34 films étrangers peuvent pénétrer le marché chinois chaque année), provoquant une transformation profonde des représentations attachées au territoire (Rouiaï, 2016 ; voir encadré 4).

Conclusion

Le *soft power* est aujourd'hui un enjeu politique important pour la Chine. Les autorités chinoises en ont largement conscience et investissent massivement pour maximiser la capacité d'attraction du pays. Pourtant

l'influence des opérations de maintien de la paix ou des offensives médiatiques dirigées par Pékin sur le *soft power* chinois est régulièrement remise en question. Les actions directes des autorités en faveur de la stratégie d'influence de la Chine sont davantage considérées comme des entreprises de propagande que comme des avancées pour le *soft power* du pays. Si « la meilleure propagande est l'absence de propagande » (Nye, 2013), le *soft power* est d'autant plus décisif qu'il s'abstrait, ou qu'il semble s'abstraire, des logiques partisanes voire des discours clairement propagandistes. C'est à ce titre que la culture paraît être un élément structurant de l'offensive de charme chinoise : en apparence moins politique, elle est moins soumise au soupçon propagandiste. La culture contemporaine chinoise brille notamment sur la scène internationale lors de l'organisation de grands événements sportifs ou culturels mais aussi grâce au cinéma. Pourtant même au sein des productions culturelles l'implication gouvernementale est souvent bien réelle, de sorte qu'on peut parler, dans le cas chinois, d'une « stratégie de *soft power* » (Courmont, 2016). Si l'idée d'une « stratégie » dévie du modèle initial proposé par Joseph S. Nye, elle n'est pourtant pas inédite et le modèle français de « l'exception culturelle » qui implique un large financement du cinéma par l'État à travers une politique de quotas et de subventions, n'est pas sans rappeler – toute mesure gardée – la logique protectionniste chinoise. Si l'implication financière de l'État dans les productions culturelles n'est donc pas forcément un contre-argument au *soft power*, moins sa présence se fera sentir dans le contenu de l'œuvre et plus cette dernière sera jugée crédible par les spectateurs.

NOTES :

[1] Emmanuel Lincot et Barthélémy Courmont dans *La Chine en défi* (2012), mettent en avant cette relation géoéconomique de plus en plus forte entre la Chine et les États d'Afrique (renforcement de la stratégie de développement des pays africains à travers la coopération sino-africaine). La nouvelle coopération entre les deux partenaires s'est matérialisée en octobre 2000, lors d'un premier forum réunissant 80 ministres des Affaires Étrangères de 45 pays africains. Puis en novembre 2003, lors d'un second forum, les grandes lignes de la coopération ont été tracées. Ces deux forums ont ainsi marqué la naissance de la « Chinafrique », une coopération qui se développe du fait des intérêts convergents des deux partenaires

[2] Cela est renforcé par l'image irréprochable des Casques bleus chinois parmi les responsables onusiens : alors que les scandales d'exploitation sexuelle se multiplient (69 cas d'abus sexuels auraient été commis par ses casques bleus en 2015, 52 auraient été commis en 2014), aucun officier ou soldat chinois n'a jamais été mis en cause.

[3] Bien que portée en étendard, la non-ingérence chinoise est une façade. Pour protéger ses intérêts, la Chine a interféré à plusieurs reprises dans les affaires politiques de pays aux ressources minières et énergétiques importantes : ce fut le cas lors des élections présidentielles en Zambie en 2006 et au Sierra-Leone en 2018, ou hors élections en RDC ou au Zimbabwe notamment.

[4] En deux ans (2015 et 2016), la Chine, avec 4,76 milliards de tonnes de ciment, en a produit davantage que les États-Unis durant tout le XX^{ème} siècle (4,5 milliards). Les surcapacités chinoises concernent 19 des 29 principaux secteurs industriels. L'aide chinoise au développement des infrastructures de ses voisins et des pays africains lui permet de recycler ses excédents de production en ouvrant de nouveaux débouchés à ses entreprises nationales dans des marchés en pleine expansion.

[5] Un dossier de *Problèmes économiques*, consacré aux Jeux-Olympiques de 2008, a établi un inventaire complet des coûts engendrés par les Jeux pour les autorités chinoises. Au total, ce seraient 42 milliards de dollars qui auraient été investis. Voir : Collectif, dossier « La Chine, l'atelier du monde...et après », *Problèmes économiques*, La Documentation Française, avril 2008.

[6] Sur les cent films ayant eu le plus de succès au box office international, 99 sont des productions étasuniennes ou des co-productions impliquant les États-Unis.

Nashidil Rouiaï, « Sur les routes de l'influence : forces et faiblesses du *soft power* chinois », *Géoconfluences*, septembre 2018.

<http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/la-chine/articles-scientifiques/forces-et-faiblesses-du-soft-power-chinois>

La Chine à la croisée des "routes de la soie"

Publié le : 25/04/2019 - 19:02 Modifié le : 27/04/2019 - 13:49

Texte par : [Sébastien SEIBT](#)



Le président chinois Xi Jinping à l'ouverture du deuxième sommet des "routes de la soie". Damir Sagolj, Reuters

Le président chinois Xi Jinping doit jouer au VRP de ses nouvelles "routes de la soie", critiquées de toute part, à l'occasion du deuxième sommet, qui a débuté jeudi, consacré à ce vaste programme d'investissement.

Ils ne sont pas tous venus. Une trentaine de chefs d'État ont honoré l'invitation du président chinois Xi Jinping à participer au [deuxième sommet des "routes de la soie"](#), qui s'est ouvert jeudi 25 avril à Pékin et doit durer trois jours. Mais des pays comme l'Espagne, la Turquie, le Sri Lanka ou encore l'Argentine ont préféré s'abstenir, alors qu'ils avaient assisté à la première édition, en 2017, de ce grand [raout à la gloire du vaste programme d'investissement dans les infrastructures hors de Chine](#).

Ces absences illustrent les réticences grandissantes de certains pays à emprunter les "routes de la soie", initiées en fanfare par Xi Jinping en 2013 et qui suscitent un nombre croissant de controverses au fur et à mesure de la montée en puissance du programme chinois. "L'enjeu majeur de ce forum pour le président chinois est de désamorcer les critiques afin qu'elles ne remettent pas en cause la pérennité d'un projet qui se révèle être, aujourd'hui, plus important que jamais pour la Chine", résume Jean-François Dufour, spécialiste de l'économie chinoise et directeur du cabinet de conseil DCA Chine-Analyse, contacté par France 24.

Service après vente

L'économie chinoise fait en effet face à un double défi : sa [croissance tourne au ralenti](#) et le "made in China" s'exporte moins bien aux États-Unis – premier débouché pour les produits chinois – [à cause du conflit commercial avec Washington](#). Les "routes de la soie" apportent une solution à ces deux problèmes puisqu'elles "offrent des débouchés aux entreprises chinoises dans d'autres pays où elles participent à la construction d'infrastructures financées par les prêts chinois. Pékin trouve ainsi des relais de croissance en-dehors de la Chine où l'activité a ralenti", explique Jean-François Dufour.

Xi Jinping doit donc assurer le service après-vente de son ambitieux plan d'investissement durant les trois jours du sommet sous peine de mettre en danger la santé économique de son pays. Une tâche ardue tant les critiques sont nombreuses. Le principal reproche adressé à Pékin est qu'il enterre le pays récipiendaire de ses prêts sous une montagne de dettes... et le met ainsi sous sa coupe économique.

[Les mésaventures du Sri Lanka](#), en 2017, sont souvent invoquées pour dénoncer cette forme d'impérialisme économique dont se rendrait coupable la Chine. À partir le début des années 2000, Colombo avait reçu 8 milliards de dollars de prêts chinois pour développer des infrastructures, dont un port à Hambantota (au sud de l'île), que le gouvernement s'est trouvé incapable de rembourser. Pour effacer leur ardoise, les autorités sri-lankaises ont accepté d'accorder à Pékin une concession de 99 ans pour l'exploitation du nouveau port – qui est devenu de facto une enclave chinoise dans l'île. Mais le Sri Lanka n'est pas le seul exemple. L'Éthiopie et la Malaisie ont aussi dû renégocier les conditions de leurs prêts pour éviter de faire défaut.

Arme géopolitique ?

Au-delà du problème de la dette, plusieurs pays ont aussi dénoncé l'opacité des conditions du financement chinois. "Le Népal et le Pakistan ont décidé, en 2018, de suspendre certains projets avec la Chine, arguant que les conditions d'exécution du contrat s'étaient révélées trop favorables aux entreprises chinoises", [rappelle le cabinet de conseil chinois Belt and Road Advisory](#).

Mais les critiques ne sont pas qu'économiques. Certains détracteurs de l'initiative chinoise, à commencer par l'administration Trump, estiment que les "routes de la soie" sont utilisées comme une arme géopolitique par Pékin pour étendre sa sphère d'influence. "Lorsqu'on fait construire un port au Sri Lanka en pleine sphère d'influence maritime de l'Inde, lorsque Pékin investit agressivement dans le port de Djibouti, un pays qui héberge aussi des bases militaires américaine et française, ou que la Chine veut participer au développement du port de Haïfa (Israël) qui se trouve être le lieu où les navires militaires américains viennent se ravitailler en priorité en mer Méditerranée, il est naturel de se poser des questions sur les motivations chinoises", souligne le cercle de réflexion américain Brookings Institute dans [une récente note d'analyse](#).

Défilé de chefs d'État

Face à cette avalanche de controverses, Xi Jinping va "mettre en avant certains chefs d'État qui sont venus au sommet comme autant de cautions de la viabilité des 'routes de la soie'", estime Jean-François Dufour. À ce titre, le président chinois peut se féliciter d'avoir réussi à convaincre Mahathir Mohamad, le Premier ministre malaisien.

La Malaisie a en effet été depuis plusieurs mois [l'une des principales épines dans le pied des promoteurs chinois des routes de la soie](#). Peu après son élection en mai 2018, Mahathir Mohamad avait décidé d'annuler un vaste projet de chemin de fer pour lequel les Chinois avaient avancé 20 milliards de dollars. C'était le

chantier le plus coûteux des "routes de la soie" et le retrait d'un pays voisin de la Chine, directement dans sa sphère d'influence, envoyait un signal très négatif à d'autres pays susceptibles d'accepter des investissements de Pékin. Finalement, un mois avant la tenue du sommet, Xi Jinping a réussi à remettre le chantier sur les rails en acceptant de faire des concessions sur les conditions de remboursement et sur la participation d'entreprises locales. "La venue de Mahathir Mohamad au sommet montre que la Chine prend en compte les attentes de ses partenaires", explique Jean-François Dufour.

La venue du Premier ministre italien, Giuseppe Conte, dont le pays [est la première puissance économique majeure](#) à avoir rejoint officiellement, en mars 2019, le projet des "routes de la soie" est l'occasion pour Xi Jinping "de souligner que son programme intéresse aussi des économies de premier plan", souligne l'expert français. Enfin, la présence du président russe Vladimir Poutine ne devrait pas passer inaperçue. Même si Moscou ne soutient pas officiellement "les routes de la soie", le fait que le maître du Kremlin fasse le déplacement indique que la Russie est prête à faire front avec la Chine face aux États-Unis pour défendre le projet chinois.

Mais Xi Jinping est aussi prêt à reconnaître que la Chine doit faire davantage d'efforts pour apaiser les craintes des autres pays. Pékin a ainsi profité de l'ouverture du sommet pour affirmer que dorénavant, les banques chinoises prendraient davantage en compte le niveau d'endettement des pays qui bénéficient de l'argent chinois. Comme le souligne Jean-François Dufour, Pékin acceptait jusqu'ici de prêter de l'argent "sans se préoccuper de savoir si le pays débiteur pouvait rembourser".

<https://www.france24.com/fr/20190425-chine-route-soie-sommet-xi-jinping-critique-investissement>

La nouvelle puissance maritime de la Chine et ses conséquences

Hugues Eudeline ; Dans [Stratégique 2015/2 \(N° 109\)](#), pages 169 à 196

Après avoir été du XII^e au XV^e siècle la première puissance maritime mondiale, rayonnant sur le Pacifique ouest et l'océan Indien, l'Empire du Milieu a abdicé toute ambition maritime forte. Pendant un demi-millénaire, il n'en a pas ressenti l'utilité économique et a redouté les échanges avec d'autres civilisations. Après la victoire des troupes communistes le 1^{er} octobre 1949, la Chine va mener une stratégie prioritaire d'expansion terrestre au Tibet et de soutien des partis communistes voisins en Indochine et en Corée. Il est ensuite trop tard pour reprendre Taiwan et les îles encore sous domination nationaliste : elles sont protégées par les forces navales américaines, qui sont rapidement montées en puissance pour faire face au conflit coréen. En 1978, date du début de son ouverture économique, la Chine se développe grâce aux flux maritimes qui irriguent ses ports et les bassins d'activité qui en dépendent. Désireuse de retrouver une place de premier plan dans le concert des nations, retenant les leçons de sa très longue histoire [1] et ayant conduit une analyse rigoureuse de sa situation géopolitique actuelle, ses dirigeants font le constat que pour atteindre les objectifs politiques qu'ils lui ont fixés, elle doit devenir une grande puissance maritime. L'accession à ce statut lui impose de développer son industrie maritime, d'accroître les espaces maritimes qu'elle contrôle et de disposer de forces navales de premier rang, capables d'assurer sur tous les océans la protection de ses intérêts ainsi que son rayonnement. Elles doivent être suffisamment puissantes pour faire plier ses opposants sans qu'il soit nécessaire de les utiliser.

La Chine prétend ne pas avoir de visées expansionnistes, mais ne vouloir que le juste retour sous son autorité de terres et de mers qui lui reviennent historiquement. Elle refuse de soumettre à une juridiction internationale les différends maritimes que sa conception territoriale d'une grande partie de la mer de Chine méridionale a générés avec les autres États riverains et préfère les traiter au cas par cas, de façon bilatérale. S'appuyant avant tout sur sa puissance maritime, elle s'emploie méthodiquement, avec ténacité et efficacité, à imposer une forme moderne et totale de *Mare Nostrum* asiatique, au risque de déstabiliser la région et de bouleverser l'équilibre mondial.

L'environnement maritime

La façade maritime de la Chine est baignée du nord au sud par la mer Jaune qui sépare le pays de la Corée, par la mer de Chine orientale qui est délimitée à l'ouest par les îles Riu-Kyu et au sud par Taiwan et enfin par la mer de Chine méridionale. Elle n'est riveraine de celle-ci que dans sa partie nord. L'extrémité sud de cette

mer aboutit aux détroits donnant accès à l'océan Indien et en particulier au détroit de Malacca, par lequel transitent chaque année plus de 70 000 navires transportant la plus grande partie des échanges des quatre grandes puissances économiques que sont le Japon, la Corée du Sud, la République populaire de Chine et la République de Chine (Taiwan).

Déclin et redressement de la Chine

Les XIX^e et XX^e siècles ont marqué le déclin historique de l'économie chinoise qui, selon l'économiste anglais Angus Maddison, aurait représenté 32,9 % du PIB mondial en 1820, plaçant alors la Chine au premier rang mondial. Miné par de violentes luttes intestines et en butte aux interventions occidentales et japonaises de 1839 à 1911, l'Empire du Milieu va connaître un véritable démembrement sous l'effet des « *traités inégaux* » qui lui sont imposés. La Seconde Guerre mondiale et la prise de pouvoir communiste en 1949 aggravent encore la situation économique de la Chine. En 1952 son PIB n'est plus que de 5,2 % du PIB mondial. En 1978, année marquant l'ouverture économique du pays, il atteint son niveau le plus bas : 4,9 %.

À partir de cette date, le redressement est spectaculaire. La Chine est devenue en 2012 le premier partenaire commercial, la deuxième destination des investissements étrangers, le premier pays manufacturier, le plus grand détenteur de réserves de change, la plus grande nation créancière et la deuxième économie mondiale. Ce dernier titre doit cependant être relativisé si l'on considère le PIB *per capita*, qui place la Chine au 87^e rang mondial en raison de la taille de sa population.

En octobre 2014, la Chine devient la première économie mondiale mesurée en termes de PIB de pouvoir d'achat ajusté. À la fin de la même année, avec 17 600 milliards de dollars, elle représente 16,5 % du PIB mondial, devançant les États-Unis d'Amérique dont la part s'élève à 16,3 %. Cependant, en termes relatifs, cette richesse ne représente que la moitié de ce qu'elle était en 1820. La Chine, qui aspire à reprendre non seulement son rang, mais aussi « *la place au centre du jeu* » qui était autrefois la sienne [2], entend poursuivre sa progression.

Pourtant, le taux de croissance du PIB, qui a longtemps été à deux chiffres, est en baisse continue. De 2008 à 2012, il était en moyenne de 9,2 % par an. Il est passé successivement à 7,8 % en 2012 ; 7,5 % 2013 ; 7,4 % 2014 et devrait être de 7 % seulement en 2015. Cette diminution devrait se poursuivre inéluctablement pour n'être plus que de 6,8 % en 2016 et 6,3 % en 2019. Pire encore, dans un récent rapport, le *Conference Board*, un organisme d'études de l'entreprise, prévoit une baisse de la croissance à 4 % par an après 2020. Ces chiffres, qui feraient rêver les citoyens de toutes les nations ayant imposé les « *traités inégaux* » à l'Empire du Milieu, sont particulièrement alarmants pour les dirigeants chinois. Ils peuvent en effet remettre en question le modèle qui a permis le rétablissement de ce pays.

Le 6 septembre 2011, le gouvernement chinois a publié un livre blanc intitulé *Développement pacifique de la Chine*. Rédigé en mandarin et en anglais, il définit les intérêts fondamentaux de la Chine (*core interests*) comme étant :

- la souveraineté ;
- la sécurité nationale ;
- l'intégrité territoriale et la réunification du pays ;
- le système politique de la Chine établi par la constitution ;
- la stabilité sociale globale ;
- les garanties fondamentales pour assurer un développement économique et social durable.
- Ce texte doit être lu à la lumière de l'histoire douloureuse d'un pays qui a toujours dû lutter contre des insurrections. Pendant le seul XIX^e siècle, elles ont fait des millions de victimes, un bilan largement supérieur aux pertes subies du fait des envahisseurs étrangers. Se conjugaient alors rébellions sécessionnistes et révoltes contre la dynastie mandchoue des Qing. Parmi les premières, il faut citer, de 1855 à 1873, la révolte du peuple Miao dans le sud du Hunan et Guizhou ; de 1856 à 1873, la révolte des musulmans Panthay dans le Yunnan ; de 1862 à 1878, les grandes révoltes musulmanes du Xinjiang

et des trois provinces occidentales bordant la Mongolie. Les secondes comprennent entre autres le soulèvement en 1813 de la société secrète des Huit Trigrammes ; au début du siècle, celui de la confrérie des Triades qui veulent restaurer la dynastie Han des Ming ; de 1854 à 1856, la révolte des Turbans rouges dans le Guandong ; de 1851 à 1864, la révolte des Nian dans le nord Shandong et enfin, de 1851 à 1864, la révolte des Taiping dans le sud puis le centre du pays qui a ravagé cette province et dévastée plus de 600 villes.

Le xx^e siècle fut tout aussi violent, sinon plus encore ; la prise de pouvoir communiste et le règne de Mao seraient responsables de la mort de 60 millions de Chinois. Ces violences internes ont entraîné en grande partie la déchéance du pays, un fait parfaitement intégré par les dirigeants chinois actuels. Ils ont compris que seule la croissance économique peut garantir la stabilité sociale, préalable indispensable à la non-remise en cause d'un système politique fort, lui-même considéré comme nécessaire pour mener à bien des projets de grande envergure nécessitant un soutien politique continu sur de longues périodes. Il existe donc un pacte tacite en Chine entre le peuple et le pouvoir, système qui permet au premier de s'enrichir à condition de ne pas remettre en cause le second. Ce pacte est susceptible d'être rompu au cas où la prospérité économique ne serait plus assurée avec une vigueur suffisante.

Au xviii^e siècle, époque où l'empire Qing atteint son apogée, les limites du pays incluent la Mandchourie, la Mongolie extérieure, le Tibet et Taiwan. Sa suzeraineté s'étend sur la Corée, les îles Ryu Kyu (aujourd'hui japonaises), la mer de Chine orientale et la mer de Chine méridionale, le Sabah (aujourd'hui malaisien), toute la péninsule indochinoise, la Malaisie, la Birmanie, le Bhoutan et le Népal ainsi qu'une part importante de l'Afghanistan. Ce sont principalement les échanges au sein de cette sphère d'influence – auxquels il faut ajouter les comptoirs jalonnant les routes de la soie, terrestre et maritime – qui permettent alors à la Chine d'atteindre un niveau de prospérité exceptionnelle. Il est intéressant de comparer cette carte ancienne à celle que présente un atlas chinois actuel. L'invasion du Tibet a permis à la Chine de recouvrer en grande partie ses frontières terrestres d'antan. Il lui manque encore la Mongolie extérieure, pays enclavé et pauvre, mais surtout Taiwan qui est inclus dans la « *ligne en dix traits* » par laquelle elle s'octroie la plus grande partie de la mer de Chine méridionale pour des raisons historiques, en dépit du droit de la mer qu'elle a pourtant ratifié. Ce faisant, elle remplit l'objectif du troisième des intérêts fondamentaux décrits dans son livre blanc : l'intégrité territoriale et la réunification du pays.

Le « dilemme de Malacca » et la nécessité de redevenir une puissance maritime

Comment expliquer cette volonté d'intégrer dans les limites de ses frontières nationales une zone maritime de plus de 3 millions km², au mépris du droit international ? En 1978, les dirigeants chinois ont compris que le développement économique du pays passait par son ouverture. Il ne lui est plus possible de reprendre la place qu'il convoite en vivant en autarcie. Son expansion économique dépend de ses échanges avec le reste du monde. Véritable île géopolitique en raison de relations géographiques ou politiques difficiles avec ses voisins – inimitiés historiques importantes avec le Vietnam, l'Inde, la Russie, les États musulmans –, la Chine commerce principalement avec le reste du monde par l'intermédiaire de ses ports. Elle a très vite compris l'importance économique de la mer, qu'elle avait en grande partie occultée pendant plus de trois siècles. Devenue la première usine du monde, elle importe par voie maritime ce dont elle a besoin : flux énergétiques qui lui apportent charbon, pétrole et gaz naturel, flux de matières premières nécessaires à l'alimentation de son industrie. Elle importe également des denrées alimentaires – ressources halieutiques et produits de l'agriculture. En retour, elle exporte ses produits manufacturés. Par ailleurs, elle exploite les ressources minières *offshore* et se prépare à exploiter les ressources génétiques marines très prometteuses à moyen terme. Toutes ces activités reposent sur une industrie maritime de tout premier ordre qui, en 2013, représentait déjà 10 % du PIB national.

L'analyse géopolitique de la Chine montre que cette ouverture indispensable aux espaces maritimes est contrainte par la situation géographique du pays, dont les côtes sont toutes baignées par l'océan Pacifique alors que les flux passent principalement par l'océan Indien. C'est ce qui a conduit le président Hu Jintao à

formuler le 23 novembre 2003 le concept de « *dilemme de Malacca* ». Il constate que le détroit de Malacca est le centre de gravité du développement de la Chine. Son ouverture est la condition indispensable à la poursuite de la croissance économique du pays, elle-même gage de la paix sociale et donc de la stabilité politique du pays par la non-remise en cause de la légitimité du Parti communiste chinois. Or, les menaces pesant sur le détroit sont multiples et il se situe entièrement hors de la zone d'action chinoise. Il s'agit en particulier des risques de piraterie (c'est en 2015 la zone au monde où elle est la plus active) et du terrorisme maritime islamiste (plusieurs alertes ont même conduit le *Joint War Committee* de la *Lloyd's Market Association* à le classer « *war risk zone* » en 2005). La menace la plus importante est cependant celle d'une fermeture du détroit par des puissances rivales, en particulier américaine, à titre de rétorsion en cas d'attaque de Taiwan, ou d'une limitation de la liberté de navigation, par exemple.

En raison de son éloignement, le détroit de Malacca échappe complètement à la puissance continentale de la Chine. C'est pourquoi, le 8 novembre 2012, le président Hu Jintao appelle la Chine à devenir une « *puissance maritime* » (*Sea Power*) : Pékin se doit de « *défendre résolument ses droits et ses intérêts maritimes* » et entend défier la puissance américaine. Son successeur, le président Xi Jinping, s'inscrit dans la continuité et, le 30 juillet 2013, appelle à son tour à des efforts pour faire de la Chine une puissance maritime. Il note à cette occasion qu'au XXI^e siècle, les océans et les mers jouent un rôle capital dans le développement économique et l'ouverture d'un pays. Il met en outre l'accent sur leur importance croissante dans la concurrence politique, économique, militaire, scientifique et technologique.

Ce concept de puissance maritime n'est pas nouveau. Il a entre autres été théorisé en 1845 par le stratégame naval français Lapeyrouse-Bonfils qui, selon Martin Motte, fut plagié par l'amiral américain Mahan dans son livre *The Influence of Sea Power upon History* [3]. Le choix des mots et le fait que les discours de Hu Jintao et Xi Jinping ont été publiés simultanément en anglais et en mandarin montre que c'est bien cette acception mahanienne du terme qui a été retenue par les deux présidents. Ses domaines constitutifs sont au nombre de cinq : géographie ; économie et finances ; industrie ; politique ; force militaire. Appliqués à la Chine, ils montrent qu'elle est effectivement une grande puissance maritime, bien qu'elle souffre de vulnérabilités résiduelles.

- Géographie : le pays dispose d'excellentes interfaces terre/mer (ports, terminaux, *hinterlands*), mais pâtit d'un fort enclavement. Son domaine maritime comparé à sa superficie continentale est faible : le rapport des zones économiques exclusives augmentées des eaux territoriales sur la surface du territoire terrestre n'est que de 0,4 alors qu'il est de 1,2 pour les États-Unis d'Amérique, de 12 pour le Japon et de 17,2 pour la France. Enfin, aucune des îles qui constituent la première ligne au large de ses côtes ne lui appartient.
- Économie et finances : outre la qualité de son économie, la Chine dispose d'excellentes capacités de financement qui lui permettent de prendre l'initiative de créer la nouvelle banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB), le Fonds pour la route de la soie dotée de 40 milliards de dollars et de participer à la nouvelle banque de développement des BRICS installée à Shanghai.
- Industrie : la Chine dispose de la première industrie maritime au monde. Son système éducatif efficace et l'envoi d'un grand nombre d'étudiants dans les universités étrangères lui permet de disposer de ressources humaines et techniques de bonne qualité.
- Politique : sa constitution assure une stabilité gouvernementale propice au développement de grands projets. Les présidents restent dix ans en place. Toutefois, l'isolement politique et les séquelles de l'histoire la confrontent à de nombreux différends avec ses voisins.
- Force militaire : la Chine est une puissance nucléaire ; elle dispose de la deuxième marine de guerre au monde en tonnage, dont l'efficacité progresse continûment. Elle reste cependant loin des standards opérationnels occidentaux. Ses forces sous-marines, en particulier, manqueraient encore d'efficacité. Mais elle déploie une diplomatie navale très active.

En résumé, la Chine manque de matières premières nécessaires à sa croissance économique et, à terme, à son autosuffisance alimentaire ; son développement dépend de l'outre-mer. Île géopolitique, elle n'a pas

d'alliés fiables à ses frontières terrestres longues de 22 000 km. Ses 18 000 km de côtes constituent la seule ouverture sûre vers le monde extérieur. Cependant, l'essentiel de son trafic maritime doit passer par des détroits qu'elle ne contrôle pas, notamment le détroit de Malacca, centre de gravité de son développement économique. Enfin, elle manque d'espaces maritimes stratégiques.

La réponse géostratégique à ces défis se fait en plusieurs étapes. Tout d'abord, à défaut de contrôler directement le détroit de Malacca, la Chine peut être présente en force sur les espaces maritimes situés de part et d'autre : la mer de Chine méridionale et l'océan Indien. Ensuite, elle a besoin d'acquérir de l'espace stratégique dans l'océan Pacifique en cassant la continuité de la première chaîne d'îles auxquelles appartiennent Taiwan et les îles Diaoyu (Senkaku). En parallèle il lui faut développer des routes alternatives à Malacca pour réduire sa dépendance à l'égard de ce détroit. Pour cela, elle s'intéresse de près à l'ouverture du passage du Nord-Est et multiplie les projets de flux énergétiques avec ses voisins. Tous ces objectifs requièrent une marine de guerre équilibrée et puissante. La Chine y travaille méthodiquement.

La puissance navale de la Chine

Le rédacteur des *Flottes de combat 1982* qualifiait la marine chinoise de marine de défense côtière. L'édition 1992 la plaçait au 10^e rang mondial. Selon les *Flottes de combat 2012*, elle occupe le 3^e rang mondial en tonnage et est en passe de surclasser la marine russe. Elle n'est pas seule à agir en mer. Elle peut s'appuyer sur des forces maritimes paramilitaires nombreuses et bien coordonnées. Elle travaille aussi en coordination avec l'armée de l'air ainsi qu'avec le 2^e corps d'artillerie, une armée indépendante chargée de mettre en œuvre les missiles nucléaires lancés à partir de la terre, en particulier le nouveau système balistique à phase terminale hyper vélocité DF-21D (*anti-ship ballistic missile* – ASBM), surnommé « *tueur de porte-avions* ».

Le rôle dévolu à la marine s'est singulièrement développé avec l'ouverture économique de la Chine et la prise de conscience du « *dilemme de Malacca* ». Sa première mission consiste à assurer la souveraineté nationale avec les autres forces armées. C'est elle qui serait directement concernée par les opérations de conquête de certaines îles de la première chaîne, dont bien évidemment Taiwan et les îles Diaoyu (Senkaku). Il lui revient non seulement de protéger le domaine maritime, mais aussi de prendre le contrôle des zones dites d'intérêt vital, comme la partie de la mer de Chine méridionale délimitée par la « *ligne en 10 traits* ». Cela explique l'importance particulière donnée aux moyens amphibies.

Elle joue également un rôle de premier plan dans la volonté politique de poursuivre une croissance économique forte et stable. C'est à elle que revient la tâche d'assurer la liberté des activités nationales en haute mer afin de pouvoir intervenir sur tous les océans du globe. Il s'agit d'établir et d'assurer la sûreté et la sécurité des flux maritimes mondiaux aboutissant en Chine. Pour cela, elle s'appuie sur un chapelet de terminaux qui jalonnent la route maritime entre la mer de Chine méridionale et la Méditerranée. Appelé « *collier de perles* » par les Américains, il correspond de fait au tracé de la « *Nouvelle route maritime de la soie* » décidé en 2013 par le président Xi Jinping.

Enfin, la marine chinoise doit acquérir le prestige, en particulier dans le domaine nucléaire, que l'on attend d'une puissance de rang mondial. Outre la capacité à mettre en œuvre tous les types de bâtiments complexes constitutifs d'une marine de premier rang, elle conduit une diplomatie navale particulièrement active depuis 2008. Dans ce domaine, elle pratique l'assistance humanitaire en Afrique, Asie, Amérique du Sud et dans les îles du Pacifique avec son navire-hôpital *Arche de Paix* ; participe à la lutte contre la piraterie en océan Indien sans interruption depuis 2008 ; use de la politique de la canonnière aux besoins et participe à l'évacuation de ses nationaux en Libye en 2011, puis au Yémen en 2015. C'est à Aden que, pour la première fois, elle aide d'autres pays en évacuant leurs ressortissants au cours d'une crise internationale. Ces opérations ont été menées le 29 mars et le 2 avril 2015 par les bâtiments du 19^e groupe d'escorte – 2 frégates et un pétrolier ravitailleur – qui assure la permanence de la lutte contre la piraterie en océan Indien.

La marine de guerre chinoise est équilibrée. Elle dispose d'un porte-avions, de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins et de sous-marins d'attaque à propulsion nucléaire ainsi que diesel-électrique. Elle arme également

un grand nombre de frégates et une composante amphibie importante. Elle n'a pas négligé la logistique avec 18 bâtiments de soutien en 2012. À cette date, son personnel comprend 255 000 hommes, dont 25 000 dans l'aéronavale, 28 000 dans la défense côtière et 8 000 fusiliers marins.

La marine est articulée en trois flottes de puissance comparable dont les états-majors sont respectivement à Qindao pour la flotte de la mer du Nord, Ningbo pour celle de la mer de l'Est et Zhanjiang pour la flotte de la mer du Sud (il s'agit de l'ancien Fort Bayard français de 1898, rétrocédé à la Chine en 1946). C'est à cette dernière flotte que sont à présent rattachés les SNLE qui opèrent à partir de Sanya, leur nouvelle base en partie souterraine, installée dans le sud de l'île de Hainan. Cette force océanique stratégique ne comprend qu'un sous-marin relativement ancien de type *Xia* et quatre *Jin* (deux autres seraient en cours de construction). Le premier SNLE, réputé bruyant, effectuait ses patrouilles dans le golfe fermé, mais aussi très encombré de Bohai, à proximité immédiate de Dalian, en application du concept du bastion cher aux Soviétiques. La nouvelle base située au nord de la mer de Chine méridionale présente l'avantage d'être située à proximité immédiate des grands fonds. La ligne de sonde des 200 m n'est qu'à 30 milles nautiques de la côte, celle des 500 m à 54 milles nautiques, ce qui permet au sous-marin de pouvoir plonger deux heures seulement après avoir appareillé. Il est d'ailleurs intéressant de noter que la ligne « *en dix traits* » qui limite la zone revendiquée par la Chine couvre la totalité des grands fonds de la mer de Chine méridionale, une raison supplémentaire de vouloir en prendre le contrôle. Enfin, la présence d'aéroports sur les îles de Woody Island aux Paracel et de Fiery Cross (en cours de construction) aux Spratly permet à la marine chinoise d'assurer une surveillance aérienne serrée de cette zone de patrouille et de pouvoir apporter un soutien aux sous-marins en cas de besoin.

Les forces sous-marines d'attaque chinoises sont en croissance rapide avec 68 unités, dont 9 nucléaires, en 2014. Elles conservent au fil des ans un rapport de six entre le nombre de sous-marins classiques et celui des SNA (59 pour 9). Selon le rapport annuel édité par le Pentagone en 2015, ils devraient être respectivement de 63 et 11 en 2020.

Toutes les grandes puissances navales disposent de sous-marins à propulsion nucléaire et de porte-avions. La Chine a été particulièrement marquée par la crise du détroit de Taiwan. Du 21 juillet 1995 au 23 mars 1996, elle tire des missiles dans les eaux territoriales taïwanaises. Puis, du 15 au 25 août 1995, des exercices navals de grande envergure sont menés dans la zone, menaçant explicitement d'une invasion la République de Chine. En mars 1996, les États-Unis déploient en Asie deux groupes aéronavals autour des porte-avions *USS Independence* et *USS Nimitz*. Ce message clair de soutien à Taiwan met fin à la démonstration des forces chinoises, qui ne sont pas en position de combattre un adversaire de ce niveau.

Cette intervention rappelle à la Chine l'importance des porte-avions américains pendant la guerre de Corée. Elle la convainc définitivement de s'en doter malgré les difficultés technologiques, logistiques et opérationnelles que représentent ces bâtiments de combat extrêmement complexes. Officiellement acheté à l'Ukraine en 2000 par un homme d'affaires de Macao pour être transformé en casino flottant, l'ex porte-avions russe *Variag*, rebaptisé *Liaoning* – du nom de la province frontalière avec la Corée du Nord –, est achevé aux chantiers de Dalian. Il effectue une première sortie d'essais à la mer du 9 au 14 août 2011. Pour accélérer la mise au point du système d'armes, une plate-forme d'essais est construite à terre, au centre d'expérimentation navale de Wuhan ; elle permet l'entraînement des pilotes à l'appontage et au décollage. Les avions utilisés sont les intercepteurs *J 15*, copies chinoises du *SU 33* russe. Le porte-avions est admis au service actif le 25 septembre 2012 et rejoint Qindao, son nouveau port base. Il poursuit depuis son évaluation militaire. Forts de cette première expérience, la Chine envisagerait de se doter d'au moins deux autres porte-aéronefs. Le 10 mars 2015, le vice commissaire politique de la marine, le contre-amiral Ding Haichun, confirme que la construction d'un premier porte-avions de conception purement nationale a bien commencé [4].

Le besoin de pouvoir desserrer l'emprise de la première ligne d'île et de contrôler la mer de Chine méridionale a conduit la marine chinoise à développer l'ensemble des types de bâtiments amphibies nécessaires pour mener à bien cette tâche. Alors que le porte-hélicoptères d'assaut japonais *Izumo* de 24 000 tonnes est lancé à Yokohama le 6 août 2013, un communiqué chinois du 26 août 2013 – moins de trois semaines plus tard –

annonce la construction à Shanghai d'un bâtiment de même type déplaçant 35 000 t, dont l'admission au service actif est prévue en 2015. Cet exemple permet de souligner la méthode de maîtrise de la conception systématiquement appliquée par la marine chinoise et que l'on retrouve dans tous les développements de projets majeurs : pour éviter tout risque d'erreur, elle aligne ses choix technologiques sur ceux de ses principaux adversaires, faute de pouvoir s'appuyer sur les conseils d'un grand allié. Enfin, la Chine a développé quatre aéroglisseurs géants *Zuhr* pouvant emporter jusqu'à 500 hommes ou 8 engins blindés à la vitesse moyenne de 50 nœuds ; ils permettent de traverser le détroit de Taiwan en moins de deux heures. Selon le rapport taiwanais d'évaluation de la défense de 2013, la République populaire de Chine aurait les moyens suffisants pour prendre l'île dès 2020.

La Chine dispose également de forces paramilitaires, les « *Dragons maritimes* ». Initialement composés de cinq corps distincts, ils ont été réorganisés le 9 juillet 2013 quand quatre d'entre eux ont été regroupés au sein du nouveau corps des garde-côtes. Ils disposent de bâtiments dont certains peuvent déplacer plus de 5 000 tonnes. Seule l'administration de la sécurité maritime du ministère des Transports a conservé son indépendance.

Enfin, héritière de la tradition maoïste, la Chine dispose également d'une milice maritime très importante composée de navires de pêche et de marins civils ayant reçu une formation militaire doublée d'une éducation politique. Ses missions comprennent le secours en mer, la collecte de renseignements, le mouillage de mines, les débarquements sur les îles pour y manifester la souveraineté nationale, la guérilla maritime, le tir de missiles antiaériens, etc. Loin d'être négligeable, cette force d'appoint, qui s'appuie sur la plus importante flotte de pêche au monde, est systématiquement utilisée dans toutes les confrontations. Ce sont les bateaux de la milice maritime qui ont débarqué des « *civils* » venus « *spontanément* » manifester sur les îles et les îlots faisant l'objet de différends maritimes ; ce sont encore eux qui ont cherché à couper les antennes de détection en très basse fréquence remorquées par les navires de renseignements américains *T-AGOS* en mer de Chine ; ce sont toujours eux qui, en 2014, ont été utilisés pour repousser les bateaux vietnamiens qui voulaient s'opposer à la présence d'une plate-forme de forage dans les eaux contestées entre les deux pays. Le Vietnam est d'ailleurs le seul autre pays de la région à disposer d'une milice maritime. C'est ce qui a conduit à de nombreux abordages au cours desquels les chalutiers chinois avaient l'avantage d'une coque métallique sur ceux de leurs adversaires, le plus souvent en bois.

Des visions économiques concurrentes

En raison des implications de la puissance maritime pour son économie et, partant, pour sa stabilité sociale et politique, la Chine doit user des moyens dont elle dispose afin de se prémunir des menaces que fait peser son principal compétiteur, les États-Unis d'Amérique. C'est d'abord le cas en ce qui concerne les projets économiques. Outre la liberté totale de navigation, les États-Unis veulent promouvoir le *TransPacific Partnership* (TPP), un accord commercial de libre-échange entre 12 pays situés de part et d'autre du Pacifique et qui représentent ensemble 36 % du PIB mondial, mais dont la Chine est exclue. La vision chinoise, très différente, propose un accord de libre-échange pour l'Asie-Pacifique (FTAAP), placé sous l'égide de l'APEC (*Asia-Pacific Economic Cooperation*), qui serait mieux adapté à des économies en développement et donc plus acceptable par la plupart des États de la région.

En octobre 2013, la Chine propose la réactivation la « *Route maritime de la soie* ». L'expression est réapparue au printemps 2011 avec le projet de connexion routier et ferroviaire entre la Chine et l'Europe, alors baptisé « *Nouvelle route de la soie* ». Proposée par le président Xi Jinping, l'initiative de la « *Route maritime de la soie* » vise à relier le Pacifique, l'océan Indien et l'Atlantique en incluant le Moyen-Orient, présenté comme étant au carrefour des flux commerciaux internationaux et des échanges culturels, mais probablement aussi parce que c'est la principale région de production des hydrocarbures importés par la Chine. Un fonds de 40 milliards de dollars a été activé en février 2015 pour fournir des capacités d'investissement et de financement aux économies et aux acteurs privés tout au long de cette route. Il s'agit de développer des zones de libre-échange qui seront constituées en réseau pour stimuler la collectivité régionale préconisée par la Chine et ses voisins.

Le 9 novembre 2014, le président chinois précise que l'objectif visé est de « *briser le goulot d'étranglement de la connectivité* » en Asie. Cette phrase résonne comme une réponse au « *dilemme de Malacca* ». Le 25 mars 2015, le président chiffre les objectifs : « *Nous espérons que le volume d'échanges annuels entre la Chine et ces pays dépassera 2 500 milliards de dollars d'ici dix ans* ». À titre de comparaison, le commerce de la Chine avec l'Union européenne en 2013 s'élevait à 466 milliards de dollars.

Les différends maritimes

Cette volonté de la Chine de sortir de l'enclavement territorial dans laquelle l'héritage très défavorable du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle l'a placée se heurte à l'ordre imposé dans le cadre de l'ONU après la Seconde Guerre mondiale. La Loi de la mer de 1982, bien que signée et ratifiée par la Chine, ne lui permet pas de briser le carcan matérialisé par la première ligne d'îles longeant ses côtes, auquel il faut ajouter le problème posé par les détroits indonésiens, à commencer par celui de Malacca. S'affranchir de ces contraintes sans renier les accords conclus impose à la Chine d'innover en faisant appel à l'Histoire pour asseoir sa légitimité sur Taiwan et la mer de Chine méridionale : elle considère que les lois internationales promulguées par l'ONU, comme la convention de Montego Bay de 1982, ne sauraient s'appliquer au territoire national. Elle s'appuie en conséquence sur un argumentaire contestable pour justifier sa pleine propriété des îles Diaoyu (Senkaku), de Taiwan et d'une grande partie de la mer de Chine méridionale. Cela crée des différends maritimes et territoriaux avec tous les pays voisins.

En mer de Chine orientale, le conflit porte principalement sur les îles Diaoyu. Le 10 septembre 2012, le gouvernement japonais décide d'acheter trois des cinq îles à leur propriétaire japonais. Le 25 septembre 2012, la Chine – et Taiwan qui sur ce point sont en parfaite communauté de pensée – conteste cette décision et multiplie les incursions des « *Dragons maritimes* » et de la milice dans les eaux territoriales des îles. Les Japonais envoient leurs garde-côtes et il s'ensuit une série d'échauffourées violentes. Des avions chinois pénètrent dans l'espace aérien des îles, ce qui oblige les chasseurs japonais à décoller à plusieurs centaines de reprises pour les intercepter. La réponse vient le 25 septembre 2012 par le biais d'un *Livre blanc* dans lequel la Chine affirme que les îles sont partie intégrante de son territoire :

Diayu dao est un territoire appartenant à la Chine depuis les temps anciens et elle y possède une souveraineté incontestable... Le gouvernement chinois a la détermination inébranlable et la volonté de maintenir la souveraineté territoriale de la nation. Il a la volonté et la capacité d'assurer la souveraineté de l'État et de la Chine ainsi que son intégrité territoriale.

La situation se durcit encore quand, le 27 avril 2013, le ministère des Affaires étrangères chinois utilise pour la première fois à propos de ces îles l'expression « *core interest* », c'est-à-dire « *intérêt vital* », une expression jusqu'alors réservée à Taiwan, au Tibet et à la région autonome ouïgour du Xingjiang. Cependant, la façon dont est exprimé le propos (tenu par un simple porte-parole) et son absence de réitération laissent planer à dessein une forte ambiguïté sur le sujet. L'escalade atteint un niveau critique en janvier 2013, quand des frégates chinoises verrouillent leurs conduites de tir sur des bâtiments de guerre japonais, le 19 sur un hélicoptère et le 30 sur un destroyer navigant en haute mer. Bien que les règles d'engagement en pareille circonstance prévoient souvent de répondre par un tir immédiat, les Japonais gardent leur sang-froid et ne répliquent pas.

Cet incident grave a deux conséquences qui montrent que les parties en présence veulent éviter tout dérapage incontrôlé. Le 9 mars 2013, le Premier ministre japonais ordonne à sa marine de guerre d'adopter dorénavant une attitude non provocante en restant hors de vue des forces chinoises ; quelques mois plus tard, le 9 juillet 2013, les Chinois réorganisent les « *Dragons maritimes* » en regroupant quatre d'entre eux sous un commandement unique dans le cadre nouveau des garde-côtes. Cependant, la situation s'aggrave à nouveau quand, le 23 novembre 2013, la Chine instaure unilatéralement une zone d'identification de la défense aérienne qui englobe les îles objets du différend. Cette zone empiétant sur celle de la Corée du Sud,

ce pays réagit en étendant également la sienne, ce qui complique encore plus la situation en mer de Chine orientale.

Enfin, le 23 avril 2014, le président américain Obama, en visite d'État au Japon, affirme pour la première que les îles Senkaku sont couvertes par le traité de sécurité qui oblige les États-Unis à défendre le Japon s'il venait à être attaqué. La situation est très tendue et exacerbe le nationalisme de part et d'autre. C'est dans ce contexte que le Premier ministre japonais Abe annonce vouloir modifier la constitution du Japon de façon à permettre aux forces japonaises de combattre aux côtés de leurs alliés à l'étranger, ce qui constitue une première depuis la fin de la seconde guerre mondiale. En parallèle, le budget japonais de la défense est porté à 42 milliards de dollars, en augmentation de 2 % par rapport à 2014. Il s'agit de la troisième année consécutive de hausse après plus de 10 années de décroissance. Un nouvel accord de défense avec les États-Unis d'Amérique doit être négocié fin avril 2015.

La situation est également tendue entre la Chine et la Corée du Sud en raison d'un différend maritime portant sur leodo, une roche immergée. La création d'un groupe de travail sino-coréen est décidée en juillet 2014 et il se réunit pour la première fois le 29 janvier 2015. Il a pour mission de résoudre les questions litigieuses sans se limiter à la Convention des Nations unies sur le droit de la mer. Ce dernier point est en soi une victoire pour la Chine puisqu'il accepte le mode de règlement des problèmes qu'elle préconise. Les deux pays conviennent que la station de recherche scientifique établie sur la roche leodo par la Corée du Sud relève de pourparlers sur les frontières maritimes plutôt que d'un différend territorial. Les relations sur mer entre garde-côtes coréens et pêcheurs chinois restent cependant extrêmement difficiles, au point que des morts d'hommes sont à déplorer régulièrement ; des pêcheurs chinois meurent en 2010, 2012 et 2014 ; des garde-côtes coréens sont poignardés en mars et décembre 2011 et quatre sont blessés en avril 2012.

En mer de Chine méridionale, la situation est encore plus complexe, car elle implique presque tous les États riverains. Pour faire valoir ses droits historiques, la Chine s'appuie sur une carte établie en 1946 par le géographe Zheng Zihue. C'est elle qui a servi de base au tracé de la ligne « *en neuf traits* » originale, le 14 avril 1947, au ministère de l'Intérieur du Guomindang. La Chine communiste s'inscrit donc dans la continuité de la Chine nationaliste, partageant ainsi l'approche de la République de Chine (Taiwan). La première introduit cependant un nouveau concept, celui de « *territoire national bleu* » : en conséquence, les cartes des atlas édités en Chine font apparaître les « *neuf traits* » (ou « *dix traits* » à partir de 2013, le dernier englobant Taiwan) avec la même symbolique que celle des frontières terrestres du pays. Ce tracé, qui englobe une zone de haute mer, empiète aussi sur les zones économiques exclusives du Vietnam, de l'Indonésie, de la Malaisie, de Brunei et des Philippines. Il englobe enfin les îles Paracel, les Spratly et le banc Scarborough, tous revendiqués par plusieurs États.

L'intérêt pour la Chine de posséder cet espace maritime est multiple. Nous avons déjà vu son importance pour ce qui concerne la dissuasion nucléaire chinoise et le contrôle des approches orientales du détroit de Malacca et, partant, de tous les flux à destination des ports chinois, taiwanais, japonais et sud-coréens. À cela il faut ajouter l'intérêt de la Chine pour les ressources halieutiques et pour les réserves d'hydrocarbures que la zone recèlerait [5]. L'accès à ces ressources est très important pour elle, puisqu'elle est devenue importatrice nette de pétrole en 1993 et première consommatrice d'énergie au monde en 2010. Depuis septembre 2013, elle est aussi la première importatrice de pétrole au monde.

Confrontée à une situation complexe et refusant d'appliquer la convention de Montego Bay, la Chine pratique une stratégie du « *saucissonnage* ». Selon Robert Haddick, un consultant auprès de l'État-major des forces spéciales américaines, « *le saucissonnage consiste en une lente accumulation de petites actions dont aucune ne peut constituer de casus belli, mais qui, au fil du temps, conduisent à un changement stratégique majeur* ». Pour cela, la Chine a créé en 2009 un bureau réservé aux conflits territoriaux et maritimes. En s'appuyant sur la montée en puissance de ses forces armées, au premier rang desquelles sa marine, elle espère pouvoir atteindre sans heurt ses objectifs. Elle prend petit à petit le contrôle des récifs et des îles de la mer de Chine nationale, accroît sa présence et consolide ses revendications. Pour morceler l'opposition, elle n'accepte de

traiter qu'à titre individuel avec chacun des pays concernés, dont aucun n'a de puissance qui approcherait seulement la sienne. De façon à accroître la pression et ne pas laisser ses opposants s'organiser, elle déroule un programme systématique que rien ne semble pouvoir ralentir.

Le 29 novembre 2013, le gouvernement chinois prend de nouvelles mesures unilatérales de contrôle de la pêche en mer de Chine méridionale. Il les annonce le 3 décembre de la même année dans les médias chinois et les rend effectives à partir du 1^{er} janvier 2014. La zone concernée recouvre presque parfaitement la ligne « *en dix traits* ». Les navires de pêche autres que chinois ne peuvent y opérer sans accord préalable des autorités chinoises. Les sanctions pour tout navire violant ces directives sont la reconduite hors de la zone, la confiscation des prises, éventuellement une amende pouvant atteindre 82 600 US \$; dans certains cas, les bateaux pourront être séquestrés et les équipages livrés à la justice chinoise. Ces mesures sont totalement injustifiées au regard du droit international et les sanctions insupportables pour des pêcheurs pauvres d'Asie du sud-est.

Parallèlement, la marine chinoise prend possession d'un certain nombre d'îles et de hauts-fonds. Après remblayage, elle les transforme en îles artificielles et construit des ports sur certains d'entre eux, ainsi qu'au moins un premier aérodrome sur le haut-fond de Fiery Cross, qui est pratiquement situé au centre géographique de la mer de Chine méridionale. Devant le tollé international, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères chinois déclare le 9 avril 2015 :

Nous construisons des abris, des aides à la navigation destinées à la recherche et au sauvetage ainsi que des stations de météorologie marine au service de la pêche et d'autres services administratifs agissant pour la Chine et les pays voisins. Les îles et les récifs répondront également aux besoins de la défense militaire de la Chine. La construction est entièrement faite dans le cadre de la souveraineté de la Chine. Elle est juste, raisonnable et légitime ; elle n'affecte pas et n'est dirigée contre aucun pays. Elle est irréprochable.

Cette déclaration est une fin de non-recevoir à toute récrimination. Elle est particulièrement importante, car c'est la première fois que la Chine reconnaît vouloir faire un usage militaire des îles Spratly.

'est encore l'histoire qui permet d'expliquer la différence des réactions selon les pays riverains. Le cas du Vietnam, autre pays communiste, est particulièrement intéressant. Malgré le partage d'un même type de régime politique, une inimitié millénaire perdure entre les deux États dont le plus petit a été le vassal de l'autre jusqu'à la colonisation française. Après cette période, la Chine a soutenu le Vietnam pendant sa guerre contre les États-Unis. En 1974, elle a pris possession des îles Paracel, alors occupées par des forces sud-vietnamiennes. En 1975, la guerre américaine terminée, elle ne rétrocède pas ces îles à Hanoi qui se rapproche de Moscou en raison du soutien de Pékin aux Khmers rouges. En 1979 éclate une guerre de frontières entre les deux États au cours de laquelle des milliers de soldats sont tués. En 1988 enfin, une confrontation a lieu pour la possession de l'îlot de Fiery Cross au cours de laquelle environ 70 marins vietnamiens sont tués.

Ce lourd contentieux peut expliquer la réaction particulièrement vive du Vietnam quand, le 1^{er} mai 2014, en réponse à la venue du président Obama en Asie, la Chine provoque un incident dans les eaux contestées des Paracel, plus particulièrement dans la ZEE vietnamienne. Elle y envoie une plate-forme de forage très coûteuse, escortée par 80 bateaux, dont 33 navires des garde-côtes et de l'administration des pêches, soutenus par sept bâtiments de guerre. Le 7 juin, ce sont 120 navires chinois de toutes catégories qui font un écran autour de la plate-forme. Il s'agit de 37 à 40 garde-côtes, de plus de 30 bâtiments de transport et de remorquage, de 40 à 45 navires de pêche de la milice et de quatre bâtiments de guerre dont deux dragueurs de mines et deux frégates lance-missiles. Les Vietnamiens viennent en force et il s'ensuit une série d'abordages au cours desquels un remorqueur chinois éperonne un navire vietnamien de surveillance des ressources halieutiques. Selon un communiqué chinois, les bateaux vietnamiens seraient responsables de plus de 1 400 abordages. Le 4 mai 2014, ce sont des garde-côtes chinois qui éperonnent des bateaux vietnamiens. Le 19 mai, les garde-côtes vietnamiens approchent à moins de six nautiques de la plate-forme et les navires chinois emploient leurs canons à eau pour les repousser. Le 26 mai, c'est un navire de pêche chinois qui

aborde et coule un bateau de pêche de Da Nang. Pendant ce temps, à terre, se déroule la plus grave série d'émeutes anti-chinoises au Vietnam depuis 1975 :

- le 11 mai, un millier de personnes défilent à Hanoi pour protester contre l'installation de la plate-forme ;
- le 13, une émeute éclate dans un parc industriel des environs d'Ho-Chi-Minh ville : 250 usines y sont incendiées, endommagées et pillées ;
- le 15, les émeutes gagnent le centre du pays : 21 personnes dont cinq Chinois et 16 Vietnamiens trouvent la mort ;
- le 18 mai les autorités chinoises évacuent plus de 3 000 ressortissants, Pékin déployant cinq navires à cette fin.
- Les incidents se poursuivent et ce n'est que le 15 juillet que la plate-forme quitte sa position pour entrer à Hainan. Cette situation conduit au rapprochement de Washington et de Hanoi. Le 2 octobre 2014, John Kerry et son homologue vietnamien Pham Binh Minh, également vice-Premier ministre, se rencontrent à Washington. Après quarante ans d'embargo, les États-Unis envisagent de vendre des armes au Vietnam afin « *de répondre aux besoins spécifiques de la région* ». Il s'agirait en l'occurrence de patrouilleurs armés et d'appareils de patrouille maritime *P3 Orion* d'occasion. Il est intéressant de noter que l'effort porte sur la lutte anti-sous-marine, destinée à contrer la menace croissante de sous-marins chinois de plus en plus nombreux, mais toujours réputé bruyants.

La diplomatie reprend ses droits, dans la forme tout au moins, le 7 avril 2015, à l'occasion de la visite en Chine du secrétaire général du parti communiste vietnamien Nguyen Phu Trong : il réaffirme avec son homologue chinois l'engagement à une relation « *de bons voisins, de bons amis, de bons camarades et de bons partenaires* ». Et conformément à la phraséologie chinoise, les deux hommes affirment vouloir conjuguer leurs efforts pour adoucir les litiges maritimes entre les deux pays et sauvegarder la paix et la stabilité en mer de Chine méridionale...

La République des Philippines, seule ancienne colonie américaine, est un pays pauvre disposant de très peu de forces navales. Elle n'est pas en mesure de s'opposer à celles de la Chine. Cela pourrait expliquer qu'il s'agisse du seul pays à avoir initié une procédure devant la Cour permanente d'arbitrage (CPA) de La Haye. Le 22 janvier 2013, il adresse une notification et un mémoire en demande « *concernant le différend avec la Chine sur la juridiction maritime des Philippines pour la mer occidentale des Philippines (autre nom de la mer de Chine méridionale)* ». En réponse, la Chine présente le 19 février 2013 une note diplomatique dans laquelle elle rejette et renvoie la notification philippine. Le 3 juin 2014, le tribunal arbitral fixe au 15 décembre de la même année la date à laquelle la Chine doit soumettre son « *mémoire en réplique* » répondant au « *mémoire en demande* » des Philippines.

Il est intéressant de noter que le Vietnam, qui n'avait pas choisi cette voie pour régler son propre différend maritime avec la Chine, décide le 5 décembre 2014 de déposer devant la cour permanente d'arbitrage un « *mémoire en intérêt* » au procès Chine-Philippines. Il y reconnaît la compétence de la CPA sur la plainte présentée par les Philippines et demande à la cour de porter l'attention voulue aux droits légaux et aux intérêts du Vietnam dans les Spratly, les Paracel, sa ZEE et son plateau continental lorsqu'elle examinera la requête philippine sur le fond. Enfin il dénonce comme « *sans fondement légal* » le tracé « *en neuf traits* » imposé par la Chine pour partager les eaux de la mer de Chine avec les autres riverains.

Le 7 décembre 2014, le ministère chinois des Affaires étrangères publie un document récusant la compétence du tribunal arbitral concernant les litiges en mer de Chine méridionale et affirme que leur règlement doit se faire par le biais de négociations bilatérales débouchant sur un accord entre la Chine et les Philippines. Le 16 décembre 2014, le tribunal arbitral prend note de la décision de la Chine et demande aux Philippines de soumettre des conclusions supplémentaires portant sur des questions spécifiques.

Pendant que se déroule cette procédure, les Philippines n'ont d'autre choix que de se retourner vers leur ancienne puissance tutélaire, les États-Unis. Le 28 avril 2014, un pacte de dix ans est signé entre les deux pays.

Il établit un cadre pour une augmentation de la présence militaire américaine aux Philippines permettant en particulier une réinstallation à Subic Bay, la très grande base de la marine américaine pendant la guerre du Vietnam, qu'elle avait quittée depuis. Le pacte prévoit également la construction d'installations pouvant être utilisées conjointement pour des opérations concernant la sûreté et la sécurité maritime.

Les États-Unis, puissance globale, sont bien évidemment partie prenante dans le conflit. Ils le sont d'abord par leur rapprochement ou leur engagement auprès du Japon, du Vietnam et des Philippines. Ils le sont également par le choix du rééquilibrage des forces navales et aériennes entre l'Europe et l'Asie. Fin mai 2014, à l'occasion de la treizième édition du dialogue du Shangri-La à Singapour, le secrétaire américain à la défense, Chuck Hagel, décrit les quatre principes de l'action américaine dans la région :

- résolution pacifique des conflits ;
- promotion d'une architecture régionale de coopération ;
- amélioration des capacités des alliés des États-Unis ;
- renforcement des capacités américaines de défense dans la région, c'est-à-dire augmentation de 35 % des financements en Asie d'ici 2016 et déploiement de 60 % des forces de la marine et de l'aviation américaine en Asie-Pacifique d'ici 2020.

En mars 2015, l'*US Navy*, le *Marine Corps* et les *US Coast-guards* publient leur nouvelle stratégie conjointe : *A Cooperative Strategy for 21st Century Seapower*. Ce document prévoit une flotte de 308 bâtiments de guerre dont 120 seront prépositionnés outre-mer en 2020 (contre une moyenne de 97 en 2014) et dont 60 % seront effectivement affectés à la région Asie-Pacifique, ce qui confirme le discours de Chuck Hagel.

Les incidents maritimes entre la Chine et les États-Unis depuis le début des années 2000 concernent tous la surveillance de l'activité des sous-marins chinois, à l'exception de la collision en vol d'un avion de renseignements *EP-C Ariès* avec un chasseur chinois. Ce dernier a disparu en mer au large du Hainan et l'avion américain, endommagé, a dû se poser sur l'île où il est resté bloqué du 1^{er} avril au 3 juillet 2001. Cet incident, le plus grave depuis la Guerre froide, a permis à la marine chinoise de démonter entièrement l'avion-espion et d'en tirer probablement de nombreux enseignements. Il a été rendu sous forme de pièces détachées.

Plusieurs incidents concernant des *T-AGOS* américains destinés à la détection très basse fréquence des sous-marins se sont produits en 2000, 2002 et 2009 en mer Jaune, probablement pendant des opérations de surveillance de sous-marins nucléaires. D'autres incidents concernant le même type de bâtiments se sont déroulés en 2009 et 2013 devant l'île de Hainan, 2009 marquant probablement la date de mise en fonction de cette nouvelle base.

Le 22 août 2014, des chasseurs chinois ont effectué une interception dangereuse d'un avion de patrouille maritime *P-8 Poseidon* à 120 milles nautiques à l'est de Hainan, probablement pendant qu'il pistait un sous-marin. Cela met une fois de plus en évidence l'intérêt pour les Chinois de pouvoir disposer d'une couverture aérienne au-dessus de la zone de patrouille de mer de Chine méridionale. Dans le cadre de l'accord passé entre les États-Unis et les Philippines, il est probable que des sous-marins américains et d'autres moyens de lutte anti-sous-marine de Guam ou de Yokosuka (Japon) seront basés, au moins temporairement, à Subic Bay, ce qui les placera à proximité immédiate des zones présumées de patrouille des SNLE chinois. La distance séparant Sanya de cette base n'est en effet que de 645 milles nautiques.

La réaction militaire des pays voisins

Si le besoin pour la Chine de se prémunir des risques exprimés par le « *dilemme de Malacca* » peut paraître tout à fait légitime, la brutalité de ses manifestations inquiète les pays riverains des mers situées de part et d'autre du détroit. La rapidité avec laquelle la Chine déploie son programme tant économique que militaire bouscule les habitudes feutrées de la diplomatie.

Quasi absente des océans depuis plusieurs siècles, la marine chinoise est depuis 2008 présente dans toutes les zones de tension. Elle a ravi à l'armée de terre la priorité budgétaire. La croissance des dépenses militaires de la Chine est extrêmement rapide, largement supérieure à celui de son PIB. Elles se sont accrues successivement de 11,2 % en 2012 ; de 10,7 % en 2013 ; de 12,2 % en 2014 et de 10,1 % en 2015 pour atteindre le chiffre de 141,45 milliards de dollars. Cependant, ce montant est probablement sous-estimé et sa valeur réelle serait de 40 à 55 % supérieure. C'est le deuxième budget au monde, loin encore derrière celui des États-Unis. Il ne faut cependant pas oublier que, contrairement à la Chine, ceux-ci sont présents dans le monde entier et qu'ils doivent supporter des coûts opérationnels importants du fait des nombreux conflits dans lesquels ils sont engagés.

La progression de la puissance navale chinoise inquiète tous les pays riverains de la mer de Chine ainsi que ceux de l'océan Indien. Cette appréhension apparaît nettement dans l'évolution de leurs crédits de défense, dans le choix des systèmes d'armes dont ils privilégient l'acquisition et dans la volonté d'établir des accords de défense.

Nous avons déjà vu que le Japon augmente son budget après plus de dix ans de baisse. Il vient également d'admettre au service actif le plus grand bâtiment de sa flotte, l'*Izumo*, un porte-aéronefs qui, pour la première fois depuis la fin de la seconde guerre mondiale, est pourvu d'un pont continu. Jusqu'à présent, et même pendant la Guerre froide, la population japonaise s'était montrée totalement hostile à ce type d'architecture, qui lui rappelait trop la période d'avant 1945. L'évolution des mentalités est significative. De plus, le Japon a décidé d'augmenter sa flotte de sous-marins d'attaque, qui devrait passer de 16 unités à plus de 22. Il est intéressant de noter que tous les pays riverains du sud-est asiatique ainsi que l'Australie ont fait le même choix, voire, pour ceux qui ne disposaient pas de forces sous-marines, ont décidé de s'en doter. C'est en particulier le cas de Singapour et du Vietnam.

La survie de Singapour, Cité-État majoritairement composée de Chinois, dépend depuis sa création de son niveau de puissance économique et militaire. Grand port de conteneurs et pétrolier, miracle économique, elle se sent menacée par ses voisins immédiats, la Malaisie dont elle s'est séparée en 1965 et l'Indonésie qui a la plus forte population musulmane au monde. Sa situation à l'ouvert oriental du détroit de Malacca l'expose aussi à toutes les menaces pesant sur les flux commerciaux. C'est la raison pour laquelle, dès 1995, elle a créé *ex nihilo* une force sous-marine. À son habitude, elle a mené le projet à cadence accélérée et avec la même efficacité que celle qui lui a permis de passer « du tiers monde au premier » [6]. Le pays a préféré procéder selon une démarche systématique. Pour limiter les risques en sériant les difficultés, les décideurs ont choisi de s'équiper dans un premier temps de matériel éprouvé en nombre suffisant pour atteindre une « masse critique » [7] en termes de personnel. À cette fin, la Cité-État s'est tournée vers la Suède et a acquis en un court laps de temps six sous-marins dont le dernier a été admis au service actif en mai 2013. Ce sont d'abord quatre unités du type *Sjöormen* qui, après avoir été refondues, en particulier pour améliorer leur climatisation, ont permis, malgré leur âge vénérable [8], de former des sous-mariniers. Deux autres unités plus récentes du type *Västergötland* ont été désarmées en Suède en 2005 pour être transférées à Singapour à partir de 2011. Ces sous-marins sont équipés de systèmes anaérobies *Stirling mk III* de conception suédoise. L'ensemble forme l'escadrille 171 (*Squadron 171* en anglais). Singapour souhaite à présent s'équiper de bâtiments neufs et plus efficaces, de façon à acquérir une supériorité en lutte sous la mer sur toutes les marines de la région. Le pays dispose d'une excellente industrie de l'armement, de cadres très compétents, de capacités de financement importantes et d'une réflexion stratégique de tout premier ordre. Tous ces éléments concourent à en faire un pôle majeur de la lutte sous la mer, et en particulier anti-sous-marine, en Asie du sud-est.

Le Vietnam, moins riche, n'a pu procéder de façon aussi méthodique. Il a été contraint de lancer un programme d'acquisition dans l'urgence en raison de l'évolution rapide de la situation en mer de Chine. Il a commandé 6 sous-marins *Kilo* russes en juin 2011, dont le dernier lui sera livré en 2016 – un record de rapidité qui montre sa perception de l'imminence de la menace. Ils seront tous basés à Cam Ranh, cette ancienne base

navale française, également utilisée par les Américains pendant la guerre de Vietnam et située à seulement 375 milles nautiques de Sanya. Il a également commandé 50 missiles de croisières à changement de milieu pour effectuer des frappes contre la terre.

La Chine, compétiteur économique, adversaire militaire en 1962 et puissance régionale rivale, constitue l'étalon par rapport auquel l'Inde dimensionne ses forces. Une sorte de psychose agite régulièrement les médias indiens qui prétendent que de nombreux sous-marins chinois patrouilleraient le long de leurs côtes depuis des années. Pourtant, il semble qu'aucun sous-marin chinois n'ait opéré en océan Indien avant 2014, année durant laquelle ils y ont fait une entrée spectaculaire. Du 7 au 14 septembre, le sous-marin classique *Grande Muraille 0329* du type *Song* fait escale à Colombo avant d'effectuer des exercices avec le groupe de bâtiments de guerre chinois participant à la lutte contre la piraterie. Un mois et demi plus tard, c'est au tour du SNA *Changzheng-2* du type *Han* de faire escale du 31 octobre au 5 novembre au même endroit. Dans les deux cas, ils étaient accompagnés par un bâtiment de soutien. L'objectif de ces escales était double. Tout d'abord, montrer à l'Inde tout particulièrement et au monde que les forces sous-marines chinoises peuvent opérer en océan Indien ; d'autre part encadrer pour la rehausser la visite effectuée sur place le 17 septembre par le président chinois. Dans le cadre de la « *Route maritime de la soie* », il était venu resserrer les liens économiques avec le Sri-Lanka du président Mahinda Rajapaksa et conclure des projets d'investissements massifs dans les ports d'Hambantota et de Colombo. Cela n'a cependant pas porté chance au président sri-lankais, qui a été battu aux élections peu de temps après. Son successeur et opposant, soupçonnant des irrégularités, remet en cause début 2015 les accords signés avec la Chine.

Comme la marine chinoise, la marine indienne se dote de sous-marins nucléaires en complément de sa flotte de sous-marins d'attaque classiques. Elle dispose d'un unique SNA en service, le *Chakra*, qui est un *Akula* russe loué pour dix ans avec une option d'achat à terme. Un autre SNA russe, encore inachevé, de la classe *Akula II*, pourrait également être loué. Ces sous-marins pourraient lancer des missiles de croisière à changement de milieu *BrahMos*. L'Inde a procédé le 10 août 2013 à la première divergence du réacteur de ce qui sera son premier SNLE, l'*Arhidant*. Dans un premier temps, il mettra en œuvre des missiles de croisière *Sagarika K15* avant d'être doté de quatre missiles balistiques *K4* d'une portée de 3 500 km. Son réacteur est de réalisation nationale. Lorsque le sous-marin sera admis au service actif, l'Inde disposera d'une triade nucléaire.

En matière de sous-marins classiques, l'Inde, fidèle à sa politique d'équilibre entre l'est et l'ouest, dispose de quatre sous-marins allemands de type *209/1500* et de 9 du type *Kilo* russe. Elle en a perdu un le 14 août 2013 à la suite d'un accident qui s'est produit à bord de l'*INS Shindhu Rakshak*. En première analyse, il semble qu'il y ait eu allumage d'un missile à bord, pour une raison encore inconnue. Cette perte diminue le nombre de sous-marins indiens opérationnels, un problème qui suscite des critiques acerbes de la part de la presse. Le programme de construction, qui prévoyait la fourniture d'une première tranche de 12 sous-marins en 2012 et autant en 2030, n'est pas respecté, essentiellement pour des raisons de lenteur administrative. Un contrat a été signé en 2005 avec la France pour la construction avec l'assistance technique de DCNS de six sous-marins du type *Scorpène*. Le premier ne sera pas lancé avant le mois de septembre 2016. De surcroît, selon un article de l'*India Times* [9], le *Project-75 India*, un projet de sous-marin classique de conception nationale avec assistance étrangère, qui a été approuvé par le *Cabinet Committee on Security* (CCS) en novembre 2007, ne progresse pas. Une fois les blocages actuels levés, il faudra au moins trois ans pour passer un contrat avec le collaborateur étranger sélectionné et sept à huit ans de plus pour que le premier sous-marin soit construit. D'ici là, plusieurs sous-marins actuellement en service auront été désarmés.

Le choix de l'emplacement des nouvelles bases de sous-marins est intéressant. La Malaisie, qui vient de recevoir deux *Scorpène* de conception française, a installé sa nouvelle base à Kota Kinabalu, dans le Sabah, sur la mer de Chine méridionale, à moins d'une centaine de milles nautiques de la « *ligne en dix traits* », contestant celle-ci *de facto*. Autre pays qui relance un programme sous-marin moribond : l'Indonésie. Sa nouvelle base est en construction à Palu, dans les Célèbes, sur le détroit de Makassar qui prolonge celui de Lombok, seul passage possible pour les navires à fort tirant d'eau allant de l'océan Indien au Pacifique. Il est

stratégique pour la Chine où l'on assiste à une course au tonnage pour faire diminuer les coûts de transport : en Asie, seuls les ports chinois peuvent recevoir ces très gros porteurs.

Les raisons du choix prioritaire de sous-marins

Le sous-marin est une arme très complexe, difficile à mettre en œuvre, dont le coût de possession est très élevé et qui demande des équipages de grande qualité ayant reçu une formation spécifique. Cela tient à ses caractéristiques principales que sont la discrétion, l'endurance, la mobilité et la puissance de feu. Toutes sont le fruit de recherches et de développements très élaborés et ne sont conservées par la suite qu'au prix d'une maintenance et d'un entraînement soutenus. En contrepartie, le submersible jouit du don d'ubiquité qui lui permet d'être là où il n'est pas attendu pour y mener des opérations à l'insu de ses adversaires, jusqu'au moment où il sera décidé de les frapper. Le corollaire de cette spécificité est que les efforts qui doivent être déployés pour lutter efficacement contre lui demandent des moyens nombreux et très spécialisés, ce qui fait du sous-marin un multiplicateur de puissance.

En termes de missions, le sous-marin sait recueillir du renseignement en toute discrétion et lancer des armes létales dont il sera difficile de déterminer la nationalité [10]. Ce sont ces qualités qui intéressent les pays confrontés aux ambitions chinoises. Ils prennent également en compte le fait que la marine chinoise a encore du retard dans le domaine de la lutte sous la mer alors qu'eux peuvent acquérir des sous-marins d'exportation très modernes en Occident ou auprès du Japon.

Conclusion

L'Asie-Pacifique est une zone à croissance économique rapide pour laquelle les flux maritimes sont vitaux. Mêlant étroitement nationalisme et intérêts commerciaux, les pays riverains des mers de Chine méridionale et orientale sont entrés en compétition féroce, dominés par la nouvelle stature maritime de la Chine. Les conflits territoriaux issus de l'Histoire ont été ravivés. Malgré des intérêts communs, une alliance entre le Japon et la Corée du Sud est peu probable en raison des cicatrices du passé. Seule la puissance américaine peut réunir sous son parapluie tous les pays de la zone. C'est ce qui est en train de se produire avec le basculement du pivot américain d'Europe en Asie. Cela n'empêche pas la Chine de progresser pas à pas, méthodiquement, en évitant toute action qui pourrait être considérée par les États-Unis comme le franchissement d'une ligne rouge. Ce seuil ne cesse cependant de s'élever à mesure que la Chine se renforce sur le plan militaire. Vaincre sans combattre est, selon Sun Tsu, la meilleure façon de gagner un conflit. C'est ce que cherche la Chine en voulant devenir une puissance mondiale de premier plan : être inattaquable au risque d'infliger des dégâts inacceptables à ses adversaires.

Sa stratégie de « *défense active* » est très agressive malgré son nom. Mais qui serait prêt à entrer en conflit ouvert avec un État membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU, dont les objectifs sont somme toute limités et qui s'appuie sur une puissance maritime très importante pour imposer ses vues à des voisins qui agissent en ordre dispersé ? La Russie a pris la Crimée sans coup férir. La Chine peut-elle faire de même en mer de Chine méridionale ? Les projets économiques qu'elle propose sont-ils suffisamment attractifs pour aller à Canossa et justifier une éventuelle modification de la loi de la mer prenant en compte les arguments historiques plus largement qu'ils ne le sont aujourd'hui ?

Notes

- [1] : Selon Clausewitz, « *les exemples historiques éclairent tout ; de plus ils ont un pouvoir démonstratif de premier ordre en matière de science empirique* » (*De la Guerre*, Paris, éditions de Minuit, 1955, p. 171).
- [2] : Selon l'expression de Kishore Mahbubani, doyen à la *Lee Kwan Yew School* de Singapour et grand théoricien du déclin de l'Occident.
- [3] : Martin Motte (dir.), *Les Larmes de nos souverains*, Études marines n° 6, Paris, Centre d'études stratégiques de la Marine, 2014, pp. 69-76.
- [4] : <http://www.janes.com/article/49879/china-working-on-second-carrier>
- [5] : Les réserves de pétrole seraient de 28 à 213 milliards de barils (*US EIA*, mars 2008), ce qui correspondrait à 60 ans de la demande chinoise la plus optimiste. Les réserves de gaz naturel seraient de 3,79 .10¹² m³ de gaz naturel (*U.S. Geological Survey*, juin 2010), soit plus de 30 années de consommation chinoise.
- [6] : C'est le titre du livre écrit par le principal architecte de la remarquable réussite de Singapour en quelques décennies, Lee Kuan Yew, le premier Premier ministre de la République de Singapour : *From Third World to First : The Singapore Story, 1965-2000*.
- [7] : Ce terme est utilisé ici dans son acception nucléaire. S'agissant de personnel, il s'agit d'avoir un volume suffisant d'hommes formés pour en permettre une gestion saine et durable avec des conditions d'entraînement telles qu'elles leur permettent de progresser, par analogie à une réaction nucléaire qui peut s'initier et s'entretenir quand la masse est critique.
- [8] : Le premier du type, rebaptisé *Challenger*, est en service depuis 1969 dans la Marine suédoise.
- [9] : Rajat Pandit, « Tangled in red tape, India's submarine fleet sinking », *Times of India*, 9 juin 2013.
- [10] : Un exemple récent illustre cela. Le 26 mars 2010, la corvette sud-coréenne *PCC 772 Cheonan* est torpillée, probablement par un petit sous-marin nord-coréen, alors qu'elle patrouille dans une zone revendiquée par les deux pays qui sont toujours techniquement en état de guerre. Quarante-huit membres d'équipages sont tués. Si les présomptions concernant l'État responsable de l'attaque sont fortes, elles n'ont jamais été prouvées bien que l'épave ait été renflouée.

Mis en ligne sur Cairn.info le 17/09/2015

<https://www.cairn.info/revue-strategique-2015-2-page-169.htm>

La Chine à la conquête de l'espace

Un robot sur Mars au mois de mai, une station spatiale en cours de construction – des taïkonautes, c'est le nom des spationautes chinois, devraient s'y rendre en juin ; un projet de base lunaire avec la Russie... Ces derniers mois, le programme spatial de l'Empire du milieu est de plus en plus visible, et donne des sueurs froides au reste des poids lourds de l'espace, particulièrement aux Américains.

En fait, le programme spatial chinois est loin d'être récent : il date de la fin des années 50. Avant même le lancement du premier satellite russe Spoutnik, Mao Zedong estime en 1956 que la Chine doit devenir une puissance spatiale pour « être reconnue au sein des grandes puissances, et être présente dans le nouveau monde qui est en train de s'ouvrir », explique Isabelle Sourbès-Verger, directrice de recherche au CNRS et autrice de *Un empire très céleste : la Chine à la conquête de l'espace*. Mais la Chine, qui doit déjà faire face à un important retard économique et technologique, est ensuite confrontée à la Révolution culturelle, au moment où se met en place son premier programme de lanceur, avec comme conséquence « là encore une désorganisation des équipes technologiques et scientifiques, et donc c'est dans ce contexte très troublé que la Chine va réussir le lancement de son premier satellite en 1970 ».

Les trois piliers de la politique spatiale chinoise

C'est véritablement à partir des années 80 et l'arrivée au pouvoir de Deng Xiaoping, et de sa politique de réformes et d'ouverture, que le programme spatial chinois peut véritablement prendre son envol, et se structurer autour de programmes « bien structurés et surtout ambitieux, avec des budgets beaucoup plus importants », explique **Marc Julienne**, chercheur à l'Ifri et auteur de l'étude *L'ambition de la Chine dans l'espace*. Depuis, Pékin rattrape son retard, avec des objectifs précis, dont le premier a toujours été le développement économique et social du pays : « La Chine n'a jamais eu les infrastructures terrestres que nous pouvons connaître dans les pays développés », souligne Isabelle Sourbès-Verger, « que ce soient les télécommunications ou les outils d'aménagement et de gestion du territoire. Or la Chine est un pays immense, avec une très grande population, qui est parfois dans des zones d'accès difficile. » Et les retombées du programme spatial sont nombreuses - observation de la terre, télécommunications, télévision publique, météo, etc.

Le deuxième aspect du programme, « c'était la défense nationale », explique **Marc Julienne**, soulignant le caractère « dual » des applications spatiales, à la fois militaires et civiles. Il s'agissait donc pour Pékin de « défendre le pays contre des invasions extérieures, et la puissance américaine et russe à ses frontières ». Enfin, un troisième pilier est venu se greffer, « et qui est l'un des plus importants aujourd'hui » note le chercheur : « la compétition entre les grandes puissances. Les ambitions et les réalisations dans l'espace montrent la grandeur d'une puissance sur terre : pour la Chine, le spatial est une des voies de ses ambitions pour devenir une grande puissance mondiale. »

Une ambition qui inquiète

De fait, les autres grandes puissances spatiales s'inquiètent de l'avancée du programme chinois. La Russie voit cette montée en puissance avec « une appréhension mitigée », estime Isabelle Sourbès-Verger : « Ce qui l'ennuie, c'est qu'il y a un grand projet politique derrière le spatial chinois. Or la Russie, qui a eu longtemps dans ce domaine des technologies bien supérieures à celles de la Chine est, elle, en déficit de projet politique », et ne présente pas ces dernières années de grandes réalisations spatiales. Moscou s'allie donc avec Pékin (avec par exemple un projet de base sur la face cachée de la lune), mais « risque bien de passer de premier à second, ce qui n'est pas très agréable pour l'orgueil national quand on a connu la grandeur de l'Union soviétique. »

Pour ce qui est de l'Inde, elle a elle une position de « défiance » vis-à-vis de la Chine, en particulier pour ce qui est de l'influence régionale en Asie : New Delhi essaie donc de contrecarrer l'influence chinoise en proposant elle aussi aux autres pays asiatiques des coopérations spatiales.

L'Europe, elle, est « ennuyée », explique Isabelle Sourbès-Verger : si la Chine continue de développer ses capacités commerciales, en particulier la fabrication de satellites, « elle sera potentiellement un compétiteur sur le marché commercial des lancements, où il y a déjà les lanceurs américains ».

Enfin les plus inquiets sont peut-être les Américains : inquiets de voir la Chine acquérir de nouvelles compétences dans ce qui a longtemps été pour eux « *une chasse gardée* », et qui redoutent de se faire déloger de la première place. Ils tentent donc essaient de freiner leur adversaire.

Mise à l'écart

À la demande des Américains, la Chine ne peut pas envoyer de taïkonautes sur l'ISS, la station spatiale internationale : « *Il y a une crainte aux États-Unis d'un rattrapage technologique de la Chine* », explique **Marc Julienne**, « *et faire participer la Chine, c'était d'une certaine manière l'aider pour développer son programme spatial, avec des possibilités de fuite de savoir-faire et de technologies.* » Pékin ne peut donc pas non plus lancer de satellite fabriqué avec des composants américains – par exemple les satellites fabriqués en Europe ou au Japon avec ces composants. Et en 2011, le Congrès américain a voté une loi pour interdire à la Nasa de coopérer avec des institutions ou des entreprises chinoises dans le domaine spatial. « *Il y a véritablement une mise à distance des technologies spatiales américaines, en gros depuis Tiananmen* », note Isabelle Sourbès-Verger, qui souligne que le budget américain reste quand même très supérieur aux estimations du budget chinois, qui serait de l'ordre de 15 à 20 milliards de dollars, pour un budget spatial Américain de plus de 50 milliards de dollars.

Mais cette mise à l'écart de la Chine pour éviter un rattrapage l'a en fait favorisé, obligeant Pékin à se débrouiller en grande partie seul. La Chine, qui voulait faire de la recherche en orbite en condition d'apesanteur, a ainsi développé sa propre station spatiale (CSS). Une station en cours d'assemblage qui pourrait très bien les mettre en position de force dans les années à venir, car l'ISS arrive en fin de vie d'ici quelques années. « *La station chinoise pourrait devenir la seule station spatiale, en tout cas étatique, pour de la recherche scientifique en orbite terrestre d'ici la fin de la décennie* », remarque **Marc Julienne**. Les Russes et les Américains ont certes leurs propres projets (une station en orbite lunaire pour les États-Unis), mais la station chinoise sera elle rapidement achevée, d'ici 2022. Pékin a annoncé l'ouverture de cette station à la coopération internationale, vraisemblablement en direction des pays en développement comme le Pakistan, et la Russie. Mais ce sera à ses conditions, note **Marc Julienne**. Si l'ISS était une station internationale (États-Unis, Russie, Japon, Canada et onze pays européens), qui fonctionnait à partir de traités signés entre gouvernements, la nouvelle station sera, elle, exclusivement chinoise, et donc la coopération annoncée se fera « *au bon vouloir et sous les conditions édictées par la Chine* ». Elle pourra ainsi servir à Pékin de « *levier diplomatique sur d'autres dossiers politiques, économiques, qui n'ont rien à voir avec l'espace* ».

Désarmement spatial

Par ailleurs, les Chinois essaient eux aussi de brider les possibilités spatiales de leur adversaire. Avec les Russes, ils proposent depuis de nombreuses années à l'ONU un projet de traité « *pour prévenir la course aux armements dans l'espace* ». Les États-Unis comme la France s'y opposent. Washington dénonce une certaine mauvaise foi car, rappelle **Marc Julienne**, Pékin et Moscou disent dans le même temps « *il faut désarmer et interdire le placement d'armes en orbite* » et « *on en développe* », avec comme argument : « *tant que les États-Unis en développent, il faut que l'on se défende* ». La Chine et la Russie ont donc des programmes dans les missiles antisatellites tirés depuis la terre, les lasers, les armes électromagnétiques... Et, autre ambiguïté, ne disent pas si elle s'en débarrasseront une fois le traité signé. D'ailleurs, l'un des problèmes majeurs pour les États-Unis dans cette proposition de traité, c'est l'absence de mécanisme de contrôle une fois le texte signé – un mode de vérification pourtant courant dans les traités internationaux (sur les armes nucléaires par exemple).

Précisons que ces armes sont encore en développement, et sont, pour celles que certains pays maîtrisent déjà, très difficiles à déployer (la destruction de satellite par exemple).

Au-delà de la « menace » dénoncée par Washington, **Marc Julienne** note que le succès du programme chinois aura agi comme un électrochoc pour les Européens. L'Europe est une puissance spatiale qui ces dernières décennies a eu des difficultés à se renouveler, alors que le développement de la Chine a été « *fulgurant* ». Aujourd'hui, elle se veut plus ambitieuse pour ne pas se laisser distancer, et développer dans le futur une dépendance vis-à-vis de Pékin, de Washington ou d'autres acteurs. Thierry Breton, le commissaire européen à l'espace, a ainsi récemment annoncé un projet de constellation (un ensemble de satellites) européenne pour l'internet basé dans l'espace.

Marc JULIENNE, cité par Christophe Paget pour [RFI](#) ; 30 mai 2021 ; l'IFRI dans les médias.

<https://www.ifri.org/fr/espace-media/lifri-medias/chine-conquete-de-lespace>

CONQUÊTE SPATIALE: COMMENT XI JIPING VEUT RÉALISER LE "RÊVE D'ESPACE" DE MAO

Pascal Samama ; Le 01/05/2021 à 15:53

En Chine, la conquête de l'espace a été lancée par Mao Tsé-toung en 1957. Aujourd'hui, avec Xi Jinping, Pékin compte créer des bases sur la Lune, sur Mars et vise Jupiter. Histoire d'une longue marche interplanétaire.

La conquête spatiale n'a jamais tant fait rêver, peut-être à cause de la crise sanitaire et du confinement qui donnent des envies d'évasion. Mais pour les Etats, c'est une course qui a démarré dès les années 50 et pas seulement entre Russes et Américains. Depuis plus d'un demi-siècle, les Chinois, qui ont lancé jeudi [le premier des trois éléments d'une station spatiale pour accueillir des taïkonautes en 2022](#), sont aussi de la partie.

Cette mission a été annoncée par Xi Jinping comme son "rêve d'espace". Elle est d'autant plus nécessaire que la Chine ne peut envoyer d'astronautes dans la Station spatiale internationale (ISS) après avoir été écartée de ce projet mené par les Américains, les Russes, les Européens, les Japonais et les Canadiens. Depuis, elle cherche à construire la sienne.

Ce "rêve d'espace" n'a pas démarré avec l'actuel président chinois. C'est Mao Tsé-toung lui-même qui a donné le top départ. En 1957, alors que l'URSS met en orbite son Spoutnik, Mao lance un appel à ses citoyens: "Nous aussi nous fabriquerons des satellites!".

La Lune, Mars et bientôt Jupiter

Seulement 17 ans plus tard, en 1970, Pékin lance son premier satellite avec la fusée "Longue Marche", en référence à celle de l'Armée rouge. En 2003, la Chine devient le 3e pays, après l'URSS et les Etats-Unis à envoyer un humain dans l'espace. L'astronaute Yang Liwei réalise cette année-là 14 fois le tour de la Terre en 21 heures. Depuis, la mission spatiale de Pékin n'a pas ralenti.

En 2011, la Chine met en orbite Tiangong-1 ("Palais céleste 1"), un module spatial utilisé pour l'entraînement des taïkonautes et pour des expériences médicales jusqu'en 2016. Tiangong-2 a alors pris le relais.

En 2013, une femme, Wang Yaping, donne un cours de physique depuis le module retransmis en direct à la télévision pour des millions d'écoliers. La même année, le drapeau chinois flotte sur la Lune. Un robot baptisé "Lapin de Jade" atterri sur la Lune pour prendre des photos pour une mission de 31 mois. Une seconde version a été envoyée en 2016 sur la face cachée de la Lune.



En 2020, le module de retour de la sonde spatiale chinoise Chang'e 5 a rapporté sur Terre environ deux kilos de roches prélevées sur la Lune. Le but est d'analyser le sol pour construire en coopération avec la Russie une base pour aller sur Mars. [La construction de "Palais céleste"](#), c'est son nom, devrait débuter en 2026 pour devenir opérationnelle en 2035. Les taïkonautes chinois s'entraînent déjà sur une base jumelle reconstituée sur Terre.

Les craintes américaines d'une "guerre des étoiles"

En 2021, l'Agence spatiale chinoise (CNSA) lance Tianwen-1, qui a été mise en orbite [après un voyage de sept mois autour de Mars](#). Le module a cartographié la planète pour déterminer la zone la plus apte à permettre à un rover d'atterrir afin de réaliser des cartes encore plus détaillées afin de déterminer l'endroit le plus propice à l'installation d'une base.

Mission réussie ce samedi, avec [l'atterrissage sans encombre](#) du robot "Zhurong" sur la planète rouge.



Quel budget la Chine consacre-t-elle à sa conquête spatiale? Elle ne l'a jamais dit, mais au vu de la rapidité à laquelle elle est parvenue seule à atteindre ses objectifs, ils sont logiquement colossaux. Le budget annuel de la Nasa s'élève à environ 20 milliards de dollars.

Si les objectifs de la Chine sont, comme tous les autres pays, la recherche scientifique et technologique avec des visées commerciales, les Américains la suspectent d'avoir des ambitions militaires et de mener une course géopolitique. La conquête spatiale chinoise est d'ailleurs sous le contrôle de l'armée comme le note [un rapport remis au congrès en 2020](#).

"Les investissements dans la recherche et le développement (R&D) liés à l'espace stimulent les capacités militaires et comblent les lacunes en matière de renseignement, de reconnaissance et de surveillance", indique le rapport en précisant qu'ils pourraient viser à mener des "opérations hors zone de l'Armée populaire de libération".

Les auteurs du rapport demandent au Congrès de "promulguer de nouvelles lois ou améliorer les lois existantes pour interdire aux laboratoires nationaux, universités, entreprises, gestionnaires de fonds et aux investisseurs privés de soutenir le programme spatial de la Chine "de nature intrinsèquement militaire". Un signe qui confirme que la guerre des étoiles n'est plus une fiction depuis déjà longtemps.

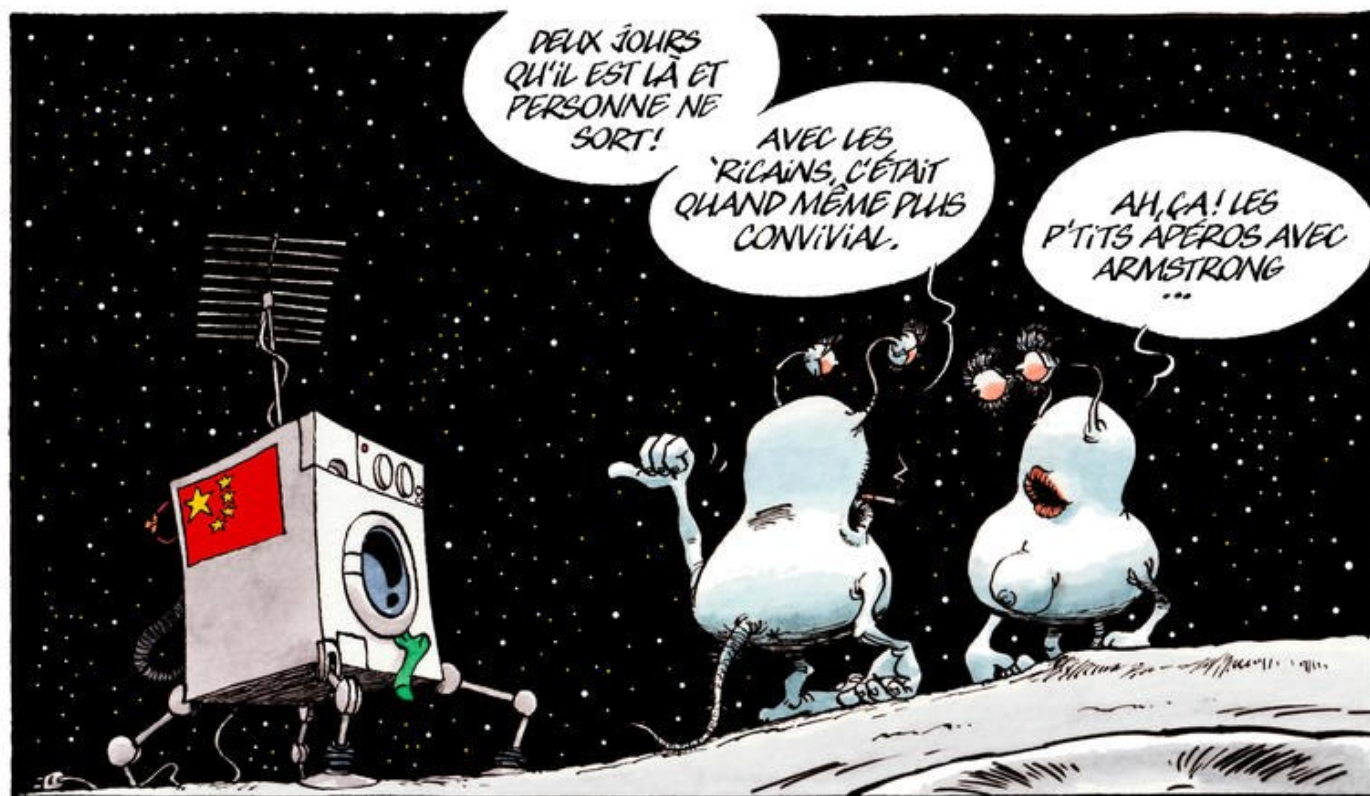
Pascal Samama

https://www.bfmtv.com/economie/entreprises/industries/conquete-spatiale-comment-xi-jiping-veut-realiser-le-reve-d-espace-de-mao_AV-202105010180.html

Géopolitique spatiale :

La Chine relance la course à la Lune

Publié le 17/07/2019 - 10:53



L'alunissage du rover chinois sur la face cachée de notre satellite naturel en janvier marque définitivement la fin de la domination américaine dans la conquête spatiale, analyse cette chercheuse indienne spécialiste des politiques des grandes puissances.

Lorsque le 3 janvier 2019 la sonde chinoise Chang'e 4 s'est posée dans le bassin Aitken du pôle Sud de la Lune [sur sa face cachée, une première], l'histoire de l'exploration spatiale a changé à jamais. Pendant près d'un demi-siècle, depuis le 21 juillet 1969 exactement, nous avons vécu dans l'ère d'Apollo, le programme [américain] qui a permis à l'homme de faire ses premiers pas sur la Lune.

Lorsque l'aube s'est levée le 3 janvier, nous sommes entrés dans l'ère de Chang'e, tournée vers l'installation durable de l'homme sur notre satellite naturel. À l'instar des missions Apollo de la Nasa qui avaient reçu le nom d'un dieu grec, le programme chinois d'exploration lunaire [connu sous l'acronyme Clep, pour Chinese Lunar Exploration Program] porte celui d'un personnage de la mythologie chinoise : Chang'e, la déesse de la Lune. Mais à la différence du programme Apollo, l'objectif du Clep n'est pas de laisser "des drapeaux et des empreintes de pas". Le Clep veut rejoindre

la déesse Chang'e, qui a fait de la Lune sa demeure, et y établir une présence humaine permanente d'ici à 2036.

L'objectif est d'exploiter ses ressources minières comme le titane, l'uranium et le minerai de fer, ainsi que sa glace d'eau pour fabriquer sur place des fusées et du carburant. Avoir des unités de fabrication dans l'espace est capital pour la Chine si elle veut mener à bien ses projets d'exploitation de l'espace, comme l'extraction des minerais des astéroïdes et la construction d'une centrale solaire en orbite géosynchrone [qui se déplace dans le même sens que la Terre et à la même vitesse] d'ici à 2050.

La dernière mission du Clep, Chang'e 4, a permis de découvrir des fragments du manteau lunaire. Le spectromètre imageur qui fonctionne dans le domaine du visible et en proche infrarouge (VNIS pour l'acronyme anglais) embarqué sur le rover montre que ces roches contiennent un orthopyroxène à faible teneur en calcium et de l'olivine. Les analyses permettront d'en savoir davantage sur la composition minéralogique de l'intérieur de l'astre ainsi que sur son origine et son évolution. Il est important d'étudier la géologie de la face cachée car elle diffère de celle de la face visible, d'où les missions Apollo ont rapporté leurs échantillons. Ces informations pourront être utilisées pour préparer l'établissement d'une présence humaine à long terme.

La Chine a prévu de lancer la mission Chang'e 5 avant la fin de l'année, sur la face visible cette fois, pour recueillir des échantillons et les rapporter sur Terre. Le 24 avril, à l'occasion de la Journée de l'espace en Chine, le directeur de l'Administration spatiale nationale chinoise (CNSA), Zhang Kejian, a annoncé que son pays comptait installer une station de recherche sur la Lune d'ici à 2030 et envoyer deux robots explorer ses pôles pour chercher de la glace et d'autres ressources.

Exploiter les richesses minières de la Lune est également devenu une priorité pour les États-Unis. Le laboratoire Swamp Works de la Nasa, en Floride, est en train de développer des robots capables de creuser et d'analyser la composition du sol lunaire. Le nouveau programme de l'agence spatiale américaine, baptisé Artemis (du nom d'une déesse grecque sœur jumelle d'Apollon) vise l'installation d'une base autour de 2028.

Jeff Bezos, PDG d'Amazon et fondateur de la société Blue Origin, a présenté le 9 mai la maquette de son alunisseur robotique Blue Moon, qu'il veut proposer à son pays pour atteindre l'objectif fixé par [le vice-président américain] Mike Pence de renvoyer des Américains sur la Lune d'ici à cinq ans. *"Nous pouvons aider à tenir ce délai, mais seulement parce que*

[...]

Namrata Goswami

<https://www.courrierinternational.com/article/geopolitique-spatiale-la-chine-relance-la-course-la-lune>

Les ambitions spatiales de la Chine

Etudes de l'Ifri, Janvier 2021

[Marc JULIENNE](#)



Après plus de 60 ans de recherche et d'innovation erratiques, la République populaire de Chine (RPC) est aujourd'hui une puissance spatiale complète, disposant d'un accès autonome à l'espace extra-atmosphérique et à l'exploration de l'espace lointain.

La Chine est actuellement sur le point de construire son propre laboratoire spatial en orbite basse, potentiellement le seul opérationnel dans quelques années. Au cours de l'été 2020, elle a lancé une ambitieuse mission vers Mars, qui devrait lui permettre de rattraper les autres pays dans l'exploration de la Planète rouge. Elle fait également de rapides progrès dans son programme d'exploration lunaire. En janvier 2019, Pékin a réalisé sa « première première mondiale » en alunissant une astromobile sur la face cachée de la Lune. Et en décembre 2020, elle a réussi une mission des plus délicates en prélevant des échantillons lunaires et en les rapportant sur Terre. Ses ambitions sont maintenant d'établir une base sur la Lune à l'horizon 2030. Plus près de la Terre, bien qu'à un stade encore relativement précoce, plusieurs projets chinois de constellations de satellites en orbite basse sont en développement, pour étendre la couverture Internet mondiale. Ainsi, la RPC n'est plus un *outsider* dans le domaine spatial, mais un véritable compétiteur des grandes puissances établies, y compris les États-Unis, bien qu'elle accuse encore un certain retard en termes de technologies et de moyens.

La doctrine spatiale chinoise repose sur trois piliers principaux : le développement national, l'autonomisation militaire et la compétition entre grandes puissances. Les deux premiers ont guidé le développement spatial de la Chine dès le début du programme, tandis que le troisième est une caractéristique qui s'est particulièrement intensifiée au cours de la dernière décennie. L'espace a été pleinement intégré dans le « rêve

chinois de grande renaissance de la nation chinoise », cher au secrétaire général Xi Jinping. Il doit contribuer à faire de la RPC la « grande puissance technologique » mondiale d'ici 2049.

Le paysage institutionnel du spatial en Chine est intéressant à étudier, notamment parce qu'il n'est pas tout à fait ce qu'il paraît. L'agence spatiale chinoise, la CNSA, est en réalité une vitrine pour la coopération internationale, tandis que la prise de décision proprement dite se trouve au sein de l'Administration d'État pour la science, la technologie et l'industrie pour la défense nationale (SASTIND), ainsi qu'au sein de l'Armée populaire de libération (APL), et en particulier de la Force de soutien stratégique. C'est cette dernière qui opère la plupart des systèmes spatiaux en Chine (centres de lancement, station de surveillance de l'espace...). D'autres acteurs jouent un rôle déterminant, tels que les industries d'Etat aérospatiales, CASC et CASIC, ainsi que l'Académie chinoise des sciences et le monde universitaire plus largement.

Le secteur commercial de l'espace est très dynamique en Chine depuis ces cinq dernières années, ce qui pousse nombre d'observateurs à l'appeler « *new space* », sur le modèle américain. L'industrie spatiale commerciale chinoise cherche à stimuler l'innovation et créer de nouveaux canaux de financement. Cependant, le Parti communiste conserve un contrôle strict sur toutes ces activités. Aussi, la « libéralisation » du secteur est plutôt limitée et la concurrence entre les petits acteurs privés et les géants étatiques est toute relative.

Enfin, un domaine dans lequel Pékin est de plus en plus actif sont les forums internationaux de la gouvernance de l'espace. Maintenant que la Chine est une puissance spatiale majeure, elle entend peser dans les négociations et tirer le meilleur parti du droit international régulant l'espace extra-atmosphérique. Deux sujets l'intéressent particulièrement : l'exploitation des ressources dans l'espace et l'arsenalisation de l'espace.

Les conflits politiques sur Terre concernant le domaine spatial ont tout lieu de s'intensifier dans les années à venir. Outre le renforcement de la fierté nationale et du prestige international, l'espace est un domaine stratégique où Pékin doit combler le fossé technologique avec les États-Unis et où il recherche les vulnérabilités américaines. Dans ce contexte de rivalité croissante, une question demeure : quel rôle jouera l'Europe dans le paysage spatial de demain ?



<https://www.ifri.org/fr/publications/notes-de-lifri/ambitions-spatiales-de-chine>

Deux astronautes chinois de la station Tiangong font leur première sortie dans l'espace

Deux astronautes chinois ont effectué, dimanche, une sortie en tandem dans l'espace, la première pour la Chine, afin de travailler sur la nouvelle station spatiale chinoise en construction, Tiangong.

Première sortie dans l'[espace](#) en tandem pour des astronautes chinois. Dimanche 4 juillet, Liu Boming et Tang Hongbo ont effectué une sortie extravéhiculaire afin de travailler sur la nouvelle station spatiale chinoise en construction, Tiangong.

Trois astronautes chinois ont décollé [le 17 juin](#) du désert de Gobi (nord-ouest de la [Chine](#)) et leur vaisseau s'est ensuite arrimé à Tianhe, le seul des trois modules de la station spatiale déjà en orbite, pour une mission de trois mois. C'est la plus longue mission spatiale habitée jamais menée par la Chine.

Les trois hommes sont chargés de continuer à construire la station et, dimanche matin, deux d'entre eux sont sortis ensemble dans l'espace pour y travailler, a annoncé l'agence spatiale chinoise pour les vols habités.

Le premier, Liu Boming, a été transporté jusqu'à l'endroit où ils doivent travailler par un bras mécanique, tandis que l'autre, Tang Hongbo, est simplement sorti par le sas. Dehors, ils ont notamment testé le bras mécanique qui sera utilisé pour transférer les futurs modules de la station.



CNSA Watcher
@CNSAWatcher

On July 4th, astronauts Liu Boming and Tang Hongbo in [#Tiangong](#) space station finished their first 7-hour EVA spacewalk for robotic arm testing, panorama device lifting, emergency returning testing, etc. There will be another spacewalk by Shenzhou 12 crews. We'll do live stream.

10:02 AM · 4 juil. 2021

590 Répondre Partager

C'est la première sortie dans l'espace pour des astronautes chinois depuis celle de Zhai Zhigang, en 2008, qui avait fait de la Chine le troisième pays à faire sortir un astronaute dans l'espace après l'Union soviétique et les États-Unis.

Plus de 6 000 heures d'entraînement

Dans une vidéo diffusée par l'agence spatiale, on peut voir Liu Boming, en train de quitter la cabine, s'exclamer : "C'est vraiment trop beau ici !" Auparavant, la télévision chinoise les avait montrés revêtant leur combinaison spatiale, de fabrication chinoise et qui pèse (sur Terre) la bagatelle de 130 kg.

C'est la première des deux sorties dans l'espace prévues pour le séjour des trois astronautes à bord de la station.

Lors de leur préparation sur Terre, le vétéran Nie Haisheng, 56 ans, qui avait déjà effectué deux séjours dans l'espace et commande la mission, Liu Boming, 54 ans, qui avait déjà participé à Shenzhou-7 (2008), et Tang Hongbo, 45 ans, dont c'est le premier séjour dans l'espace, ont suivi plus de 6 000 heures d'entraînement.

La réussite de la mission, nommée Shenzhou-12, est une question de prestige pour Pékin. La Chine prévoit un total de 11 lancements en 2021 et 2022 pour mener à bien la construction de la station.

Une mission très suivie sur les réseaux sociaux chinois

La télévision chinoise a également diffusé, dimanche, des images de la vie quotidienne sur Tiangong ("Palais céleste" en chinois), nommée en anglais CSS, pour "Chinese Space Station". On peut voir les astronautes manger avec des baguettes dans leur habitacle en apesanteur. Un peu plus tard, l'un d'entre eux réalise un équilibre sur les mains et un salto.

Une semaine après leur arrivée dans l'espace, ils avaient eu une conversation avec le président chinois Xi Jinping qui, après les avoir félicités pour leur contribution à l'ouverture "de nouveaux horizons pour l'humanité dans l'utilisation pacifique de l'espace", leur avait demandé comment ils trouvaient la vie à bord.

Tang Hongbo, le "petit nouveau" de la mission, avait répondu s'être adapté rapidement à la vie en apesanteur. "La nourriture, la vie quotidienne, les conditions de travail... Tout se passe bien. On a aussi pu passer des appels vidéos avec nos familles. Il fait bon vivre dans notre petite maison de l'espace", avait-il déclaré.

La mission est également très suivie sur les réseaux sociaux chinois. Un mot-dièse évoquant la sortie extravéhiculaire a ainsi attiré 200 millions de vues sur la plateforme Weibo.

L'ambition chinoise de bâtir une station spatiale a été nourrie en partie par le refus des États-Unis d'accepter des Chinois dans le programme de la Station spatiale internationale (ISS), une collaboration entre les États-Unis, la Russie, le Canada, l'Europe et le Japon.

La station spatiale chinoise a une durée de vie prévue d'au moins dix ans et la Chine s'est dite ouverte à une collaboration internationale sur la station.

Avec AFP ; Publié le : 05/07/2021

<https://www.france24.com/fr/asie-pacifique/20210705-deux-astronautes-chinois-de-la-station-tiangong-font-leur-premi%C3%A8re-sortie-dans-l-espace>

Conquête spatiale : la Chine, nouvel acteur incontournable



La stations spatiale modulaire chinoise telle qu'elle devrait être en 2022, pour remplacer l'ISS (image d'artiste)

6 AOÛT 2017 ; Mise à jour 24.12.2021 à 16:31 ; par [Pascal Hérard](#)

Un cargo s'est arrimé au premier module de la station spatiale chinoise au printemps, tandis que des étudiants testent une simulation de vie lunaire au sol. Après le rover "lapin de jade" – envoyé sur notre satellite en 2013 – l'Empire du Milieu compte lancer un vaisseau spatial pour Mars en 2020. Jusqu'où peut aller la Chine dans son programme de conquête spatiale ?

L'activité de la Station Spatiale Internationale (ISS) est très médiatisée au point de laisser penser qu'il n'y aurait que ce laboratoire spatial habitable en orbite autour de la Terre. Il n'en est rien. En réalité, tandis que l'Europe, la Russie, les Etats-Unis développent des programmes spatiaux, la Chine, de son côté, de manière moins ostensible... fait la même chose. Les programmes spatiaux chinois sont peu connus, et pourtant ils risquent de compter de plus en plus dans la conquête future des astres.

Le "Palais céleste" reçoit un visiteur mécanique

Le 15 septembre 2016, un lanceur chinois "Chang Zheng" a placé en orbite un premier module habitable de la nouvelle station spatiale nommée "Tiangong-2". Tiangong signifie "Palais Céleste" en chinois. Cette mise en orbite fait suite à une autre, en septembre 2011, du module "Tiangong-1" qui fut habité à deux reprises, 2 semaines, par des "taïkonautes" (nom des spationautes chinois). Le dernier vol habité pour ce module a eu lieu du 11 au 26 juin 2013. Il y a quelques mois, le 22 avril 2017, la Chine a arrimé un vaisseau cargo spatial

automatique au module Tiangong-2 avec succès, une première du genre. Le but avéré de ce programme est de créer un véritable laboratoire spatial qui devra être habité en 2022, date à laquelle l'ISS sera abandonnée.



A gauche, un vaisseau Shenzhou se dirigeant vers une station de type Tiangong. (Image d'artiste)

Des équipes européennes se sont positionnées auprès du gouvernement chinois pour pouvoir procéder à des expériences scientifiques dans Tiangong-2 qui deviendra alors Tiangong-3, la première station spatiale chinoise, ouverte à une collaboration internationale.

Les premiers habitants lunaires seront-ils Chinois ?

Le petit rover surnommé Lapin de jade (Yutu en mandarin), envoyé sur la Lune en 2013 a réussi l'exploit de parcourir l'astre mort durant 31 mois. Cet exploit technique n'avait été pas été réalisé depuis 37 ans, quand l'Union soviétique avait déposé un rover sur la Lune en 1976. Le gouvernement chinois a mis à disposition les photos de la Lune prises par son rover en 2015.

Les ambitions spatiales de la Chine vont au delà de la prouesse technologique déjà opérée avec le robot Lapin de Jade, puisque l'université de Beihang à Pékin, spécialisée dans la recherche astronautique, a décidé de simuler la vie sur une base lunaire durant un an avec des étudiants volontaires. Deux hommes et deux femmes se sont donc installés dans un petit laboratoire de 42 m² du "Palais lunaire" de 160 m² en mai 2017. L'agence de presse d'Etat *Chine nouvelle* indique qu'après 70 jours, les 4 étudiants sont relayés par 4 autres pour deux cent jours, puis le premier groupe reviendra compléter cette mission d'isolement pour les 100 derniers jours de l'expérience. Le but de la Chine est de tester les conditions de vie sur la Lune... qu'elle veut coloniser avant 2030.

Mars à l'horizon 2020 ?

Si coloniser la Lune est un objectif sous 10 ans pour la Chine, envoyer une mission martienne est par contre un objectif plus proche d'après ses services gouvernementaux. Un vaisseau spatial devrait partir pour la planète rouge en 2020 et y déposer un rover. La Chine, en 2017, a rattrapé son retard en matière de technologie spatiale, et aux vues des milliards de dollars qu'elle engage dans ses programmes spatiaux, il est probable qu'elle devienne sous peu la nation la plus en pointe dans le domaine.

Mise à jour 24.12.2021 à 16:31

<https://information.tv5monde.com/info/conquete-spatiale-la-chine-nouvel-acteur-incontournable-184844>

La Chine est-elle déjà la première puissance mondiale ?

Par Eric Martel (*) | 09/09/2020



(Crédits : THOMAS WHITE)OPINION. Les États-Unis redoutent de voir la Chine leur passer devant et s'imposer comme la première puissance mondiale. Pourtant, dans bien des domaines, c'est déjà le cas...

Les tensions entre la Chine et les États-Unis se sont intensifiées depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump. Aux accusations américaines d'espionnage et d'agressivité militaire en mer de Chine méridionale s'ajoute l'escalade des sanctions commerciales à l'égard de plusieurs entreprises chinoises.

Pour les médias anglo-saxons, il ne fait aucun doute que l'« Empire du milieu » essaye de ravir aux États-Unis leur statut de première puissance mondiale afin d'asseoir son hégémonie planétaire.

In fine, les ambitions chinoises ne peuvent que conduire à un conflit entre ces deux acteurs majeurs, selon la théorie très médiatique du piège de Thucydide de Graham Allison. L'historien fait référence à la guerre entre Athènes et Sparte, provoquée par le refus de cette dernière de perdre son hégémonie sur la Grèce face à une Athènes alors en pleine expansion.

Ce raisonnement, tout à l'avantage des États-Unis, souffre néanmoins d'une faille majeure : de nombreux indices nous montrent qu'il est fort probable que la Chine soit déjà la première puissance mondiale.

La puissance, oui ; l'hégémonie mondiale, non

Cet état de fait n'est pas sans conséquence et rend la situation beaucoup plus complexe qu'il n'y paraît.

Il est de coutume d'associer au statut de « première puissance mondiale » un rôle hégémonique. Affirmer que les États-Unis ne sont que seconds, c'est, d'une certaine manière, les délégitimer dans cette fonction. Pour ce dernier pays, dont la prospérité repose en grande partie sur le contrôle de la monnaie mondiale de référence, le dollar, les répercussions sont loin d'être négligeables.

C'est ainsi que toute une littérature, principalement américaine, va insister sur l'agressivité chinoise, en essayant de montrer comment ce pays cherche par tous les moyens à dérober aux États-Unis leur rôle d'hégémon planétaire. Il s'agit, incidemment, de souligner qu'un acteur légitime, de surcroît grand

défenseur de la démocratie, les États-Unis, se voit menacé par un usurpateur dont il se doit de stopper les ambitions.

Pourtant, la réalité est fort différente. Si la Chine s'efforce par tous les moyens de renforcer son rôle de leader industriel et technologique et d'acquérir la primauté dans ces domaines, l'hégémonie mondiale est loin de l'intéresser. En cela elle suit, de façon plus modeste, l'exemple des États-Unis d'avant la Seconde Guerre mondiale, qui se contentèrent d'une hégémonie sur les Amériques, en dépit du fait que leur prééminence économique au niveau mondial était déjà écrasante.

Des capacités sous-estimées

Ce n'est pas la première fois que l'on se méprend sur les puissances respectives de deux grands acteurs mondiaux. L'exemple de l'Allemagne et de l'Union soviétique en 1941 est emblématique.

Lorsque les Allemands envahirent l'URSS, ils envisageaient une guerre facile et courte. Leur supériorité militaire, industrielle et technologique ne faisait aucun doute ; et l'Union soviétique était totalement isolée et ne disposait pas d'un réseau d'alliances. Quelques mois plus tard, la Wehrmacht faisait connaissance avec le T34 soviétique, l'un des meilleurs chars de l'époque, puis avec les katiouchas, de redoutables lance-roquettes. Dès 1942, les Soviétiques arrivaient à produire plus de chars que les Allemands. En 1944, l'URSS était devenue la première puissance militaire mondiale ; elle le restera jusqu'à l'explosion de la première bombe atomique en septembre 1945.

Qui aurait pu imaginer qu'un pays sous-développé, au réseau routier quasiment inexistant, à l'industrialisation récente et dont l'armée était inexpérimentée, désorganisée et encombrée d'armements obsolètes aurait pu se révéler un opposant aussi dangereux ? Certainement pas les généraux allemands, grisés par leur supériorité tactique et leurs armements sophistiqués.

Cette erreur d'analyse n'est pas sans rappeler la manière dont les think tanks américains envisagent l'issue d'un conflit militaire qui opposerait la Chine aux États-Unis. La victoire américaine leur paraît évidente. Pourtant, si l'armée chinoise est loin d'égaliser l'armée des États-Unis, ses atouts industriels et technologiques sont loin d'être négligeables.

Les atouts chinois

Si l'on compare la puissance respective de ces deux États à travers le prisme du PIB, la supériorité américaine est incontestable. Mais si la comparaison se fait en termes de PIB en parité de pouvoir d'achat (PPA), la Chine a dépassé les États-Unis depuis 2014. Et si l'on y regarde de plus près on s'aperçoit que le PIB manufacturier américain ne représentait, en 2017, qu'un peu moins de 77 % de celui de la RPC (République populaire de Chine). En fait ce chiffre plutôt avantageux doit être relativisé, en dollars constants de 2010, le PIB industriel américain ne représente plus que 69 % de celui de la Chine, si la comparaison est établie en termes de PIB en PPA, celui-ci n'est plus que de 38 %.

Un tel écart, difficilement rattrapable, ne peut qu'inviter à remettre en question la supériorité économique américaine. Car ce qui fait la force d'une nation, c'est sa capacité à soutenir un conflit de longue durée avec un opposant ; or, pour cela, les capacités de production sont fondamentales.

Aujourd'hui, la RPC maîtrise de nombreuses filières industrielles essentielles. Le coronavirus a été à cet égard un révélateur des capacités de son industrie, lorsque les pays occidentaux se sont retrouvés dépendants d'importations de fournitures médicales en provenance de Chine. Cette supériorité se traduit

aussi en termes de recherche et développement : la Chine a déposé en 2019 plus de brevets que les États-Unis. Dans un domaine d'avenir, l'intelligence artificielle, ses investissements représentent déjà 60 % des dépenses mondiales.

Néanmoins, les États-Unis maîtrisent des filières technologiques stratégiques telle l'industrie spatiale, mais comme dans le cas du Royaume-Uni des années 1930, cette supériorité technologique concentrée sur quelques domaines peut s'amenuiser plus vite qu'on ne le croit. Au-delà de ces quelques avantages, ce pays détient, on l'a dit, la monnaie d'échange internationale et possède la première armée mondiale. À ce titre, il dispose d'un réseau d'alliances étendu.

Mais la Chine est loin d'être ce pays isolé qu'était l'URSS de 1941. Elle dispose elle aussi d'alliés solides comme la Russie et ses nombreux pays limitrophes, quoique méfiants à son égard, sont hostiles à toute intervention militaire américaine. Quant à l'infériorité militaire, l'exemple des États-Unis et de l'URSS lors de la Seconde Guerre mondiale nous montre qu'elle peut être rapidement comblée lorsque l'on dispose d'une supériorité industrielle.

À quel point la Chine est-elle agressive ?

Revenons à cet élément de poids qu'est le contrôle de la monnaie de référence. Il reste corrélé à une prééminence économique, technologique et militaire qui, dans le cas des États-Unis, est fragile, même si elle est loin d'être aussi précaire que celle de l'Angleterre des années 1930. Les dirigeants américains en sont parfaitement conscients. Ils savent que leur avance dans ces domaines n'est que provisoire.

Cette inquiétude se manifeste, entre autres, par une abondante production de rapports issus de think tanks liés au Pentagone qui insistent sur l'expansionnisme chinois. La comparaison avec la notion du piège de Thucydide n'est pas anodine : il s'agit d'identifier la Chine à Athènes, à savoir une puissance montante agressive. S'y ajoutent moult ouvrages faisant référence à ce même piège et dont l'objet sous-jacent est d'avertir les Américains sur les conséquences négatives d'un éventuel conflit, même victorieux, avec la Chine. Et, nous l'avons évoqué, de nombreux articles dénoncent l'agressivité militaire chinoise en mer de Chine méridionale.

Cette agressivité doit toutefois être relativisée. À l'instar de l'URSS qui, en 1940, avait envahi la Finlande pour établir un glacis défensif, la RPC est obsédée par une menace très réelle : le blocus de ses lignes d'approvisionnement par la marine américaine. En fait, 40 % de son commerce extérieur transite à travers la mer de Chine méridionale. À ce titre, elle établit des bases sur les îles Spratley et renforce ses positions, acquises en 1974, dans les îles Paracels afin de pouvoir se protéger. Elle n'est pas la seule à le faire : le Vietnam est lui aussi très actif et occupe ainsi vingt-six îles des Spratley, là où la Chine en détient huit. Cet archipel est l'objet de toutes les convoitises car les Philippines occupent également une dizaine de ces îles, Taiwan deux et la Malaisie cinq.

Quels scénarios d'avenir ?

On peut se demander, à la lecture des rapports américains, si les États-Unis ne sont pas tentés par une guerre préventive sous prétexte de contrer l'« agressivité immodérée » de la Chine. Ainsi, le rapport de la Rand insiste sur l'effet de surprise, élément essentiel de la victoire qu'il attribue, bien entendu, à la doctrine militaire chinoise.

Les Américains savent pertinemment que pour réussir à surprendre leur adversaire, ils devront lancer une attaque massive avec, entre autres, des missiles balistiques sur le territoire chinois. Interprétée comme une attaque nucléaire, la Chine riposterait immédiatement déclenchant une guerre atomique.

Existe également l'option d'un conflit conventionnel, mais les Américains pressentent également qu'à l'instar de la guerre du Vietnam, plus celui-ci durera, plus leur propre défaite sera inéluctable. Avec le temps, la supériorité industrielle chinoise ne fera que réduire l'avantage militaire tactique des États-Unis.

Enfin, le blocus des routes maritimes de la mer de Chine apparaît comme une solution facile à mettre en œuvre, mais qui rencontrerait probablement l'hostilité des pays de la région. Car si la Corée du Sud, Taiwan, le Vietnam et les Philippines ont des relations difficiles avec l'Empire du milieu, ils ne perçoivent pas ce pays comme une nation militairement agressive et sont soucieux de préserver leurs relations économiques intenses avec lui. Le cas du Japon est particulier : son alliance avec les États-Unis tend à prendre le dessus sur ses relations avec la Chine.

Reste donc la solution actuellement pratiquée de sanctions économiques croissantes, avec leurs effets pervers induits : elles ne peuvent qu'inciter la Chine à développer les technologies qui lui font défaut. C'est ainsi que la volonté américaine d'empêcher le devenir hégémonique de la Chine pourrait, paradoxalement, l'accélérer...

(*) Par [Eric Martel](#), Docteur en Sciences de Gestion/Chercheur associé au LIRSA, Conservatoire national des arts et métiers (CNAM).

<https://www.latribune.fr/opinions/tribunes/la-chine-est-elle-deja-la-premiere-puissance-mondiale-856544.html>

Une armada chinoise dans les eaux philippines

Les protestations officielles des Philippines n'y font rien : l'armada de quelque 200 navires chinois qui se tient dans la zone économique exclusive du pays ne bouge pas. La pêche n'est pas son objectif. Sur la mer, l'alignement de ces bateaux à coque bleue et aux massifs blancs, attribués aux milices maritimes paramilitaires de Pékin, prend depuis deux semaines l'allure d'une menace muette, en stationnant près de l'îlot inhabité communément nommé Whitsun Reef, dans l'archipel des Spratleys.

Le petit récif corallien de 10 kilomètres carrés en forme de boomerang est baptisé « Julian Felipe » par les Philippines, mais il est aussi revendiqué sous le nom de Niu'e Jiao par la Chine et de Da Ba Dau par le Vietnam. Cette portion de la mer de Chine du Sud est un bouillon de tensions, surtout depuis que Pékin, la revendiquant comme son bastion, y a construit des bases militaires sur des îlots artificiels. Accélérée depuis 2010, cette sanctuarisation agressive des intérêts chinois, soutenue par des moyens navals devenus puissants, se développe en violation du droit international de la mer.

Photos impressionnantes

La flottille, d'abord évaluée à 220 navires, serait arrivée le 7 mars dans la zone où elle s'est aussitôt mise en ligne. Mais ce n'est que dimanche 21 mars que Manille a protesté par la voie diplomatique contre cette encombrante présence. Dénonçant une « action provocatrice de militarisation de la zone », le secrétaire à la défense philippin, Delfin Lorenzana, a en outre exigé le départ immédiat des navires : « Nous nous opposons à tout mouvement ou tout empiètement dans ce territoire souverain. »

En publiant des photos impressionnantes lundi 22 mars, un haut responsable militaire a, en outre, précisé que les avions de patrouille maritime philippins avaient identifié 183 navires chinois dans la zone économique exclusive nationale. Ces images de l'armée, témoignant d'une mer calme sous un ciel clair, ont démenti l'argument avancé par Pékin pour justifier cette présence : la « pratique normale de bateaux de pêche chinois » qui ont eu besoin de s'abriter en raison de « conditions de mer difficiles ».

La Chine nie également que ses bateaux relèvent de ses milices placées sous le commandement de l'armée populaire. Et revendique se trouver en terre nationale : « Niu'e Jiao fait partie de [la région chinoise de] Nansha Qundao », le district administratif créé par Pékin en mer de Chine du Sud, précise un communiqué diffusé par son ambassade à Manille, en ajoutant que « des bateaux de pêche chinois pêchent dans ses eaux adjacentes depuis de nombreuses années ».

Mardi, les autorités philippines disaient s'interroger sur « la meilleure façon d'agir ». Les États-Unis leur ont apporté leur soutien, par le biais de leur ambassade à Manille. « Nous partageons les préoccupations de nos alliés philippins », a déclaré un porte-parole. *La République populaire de Chine utilise sa milice maritime pour intimider, provoquer et menacer les autres nations, ce qui sape la paix et la sécurité dans la région.*

La démonstration, qui a lieu devant le récif Whitsun, concomitante des premiers contacts entre Pékin et la nouvelle administration en place à Washington, et de la tournée asiatique des nouveaux responsables nommés par le président Joe Biden, pourrait permettre à la Chine d'afficher sa fermeté en mer de Chine du Sud. Les pays riverains redoutent de nouveaux faits accomplis chinois sur les territoires disputés.

« Si la présence continue de la milice maritime a pour conséquence d'exclure les pêcheurs philippins des bancs Unton [dont fait partie le récif Whitsun], ce sera comparable à la perte de l'accès au banc Scarborough qui a eu lieu en 2012 », a noté, dans le média philippin *Inquirer*, Jay Batongbacal, directeur de l'institut du droit de la mer de l'université de Manille. Après de graves heurts entre navires chinois et philippins autour de Scarborough en 2012, Manille avait obtenu un arbitrage juridique international favorable en 2016, auquel Pékin a refusé de se plier. ■

SELON UN PORTE-PAROLE DES ÉTATS-UNIS, SOUTIEN DE MANILLE, « LA CHINE UTILISE SA MILICE MARITIME POUR INTIMIDER, PROVOQUER ET MENACER »

NATHALIE GUIBERT